

Fondation Friedrich Ebert



Université Mohamed V-Agdal  
Faculté des sciences juridiques,  
économiques et sociales, Rabat-Agdal



# **Dynamiques électorales à l'heure des changements géopolitiques**

*Sous la direction de*  
**Miloud Loukili  
et Zakaria Abouddahab**

Décembre 2009

Dynamiques électorales  
à l'heure des changements  
géopolitiques

Les avis émis dans cette publication relèvent  
de l'opinion de leurs auteurs.

Pré-presse : *Babel com*  
Impression : Lawne  
Dépôt légal : 2009 MO 3046

# Dynamiques électorales à l'heure des changements géopolitiques

*Sous la direction de*

Miloud Loukili et Zakaria Abouddahab

## Remerciements

Les professeurs Miloud Loukili et Zakaria Abouddahab du Département de droit public et de sciences politiques (Faculté de droit de Rabat-Agdal) et la Fondation Friedrich Ebert tiennent à remercier vivement tous ceux et celles qui ont contribué à la réussite des deux manifestations, objet de cette publication. Que soient ici remerciés, plus particulièrement, le professeur Lahcen Oulhaj, doyen de la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, le professeur Driss Frej, vice-doyen, la professeure Latifa El Mahdati, vice-doyen, le professeur Mohamed Alami Machichi, le professeur Amal Jellal, le professeur Aziz Hasbi, coordonnateur du Master de droit public et de sciences politiques, le professeur Abdelilah Abdi, chef du Département de droit public et de sciences politiques, le professeur Farid El Bacha, chef du Département de droit privé, le professeur Abderrahim El Manar Esslimi ainsi que tous les collègues professeurs du Département de droit public et de sciences politiques. Les remerciements iront tout naturellement à Monsieur l'ambassadeur Salaheddine Tazi, Monsieur Lahssaen Agnaou, Secrétaire général de la Faculté de droit de Rabat-Agdal, à l'ensemble du personnel de la Faculté de droit ainsi qu'à tous les étudiants du Master qui ont participé à l'organisation des jeudis géo-diplomatiques.

## Avant-propos

La Fondation Friedrich Ebert, qui souscrit aux valeurs de la social-démocratie, de la justice sociale et de la culture du dialogue, entend par ces rencontres enrichir le débat politique à l'adresse des jeunes.

Ainsi, ces rencontres s'inscrivent dans le cadre des objectifs stratégiques de la Fondation et de sa volonté de contribuer au renouvellement et au renforcement des capacités d'innovation des acteurs politiques, notamment les femmes et les jeunes. Pour ce faire, la Fondation a mis en place en 2006 un programme plus global de débat politique visant les jeunes cadres politiques. Le but recherché est de renforcer leurs compétences en matière d'éducation politique, d'accroître leur implication dans les affaires publiques et de rendre efficace leur intervention au sein de leurs organisations de jeunesse et de leur société.

En effet, le thème choisi pour ces débats cherche à établir un lien entre la géopolitique et les dynamiques électorales. D'abord, sur le plan national, les élections présidentielles ou législatives sont de nature à légitimer le système politique, à approuver ou à désapprouver un certain mode de gouvernance et à institutionnaliser la représentativité des citoyens. C'est le moment où le sort du gouvernement et de son projet politique est mis en jeu.

Sur le registre international, les élections peuvent enclencher de nouvelles dynamiques de changement dans le monde. De surcroît, des différentes politiques publiques, la politique étrangère est interpellée au moment des élections. Dans un monde globalisé, où les différentes entités nationales se rapprochent étroitement, certains processus électoraux peuvent avoir des incidences sur les politiques d'autres pays et régions.

Des élections communales de juin 2009 au Maroc à la montée de Saâd Al Hariri et la régression du Hezbollah au Liban et à l'Iran des réformistes et des conservateurs, de Bush et Obama à la défaite de la gauche socialiste et la montée de la droite aux élections parlementaires européennes en 2009, toutes ces dynamiques sont les éléments d'une cartographie électorale complexe.

Brosser cette cartographie générale et analyser les dynamiques à l'œuvre sont l'objectif de ces rencontres. Par cette ouverture sur le monde universitaire, la Fondation Friedrich Ebert ambitionne d'initier un débat politique offrant des regards croisés d'éminents professeurs, académiciens et hommes politiques.

Cette publication conjointe de la Fondation Friedrich Ebert et de la Faculté de droit, Agdal-Rabat, reprend les actes des débats des deux rencontres dédiées à la géopolitique des processus électoraux sur les plans national, régional et international.

Elle reflète l'image d'un public passionné par les débats politiques dont les deux thèmes, objet de cette publication, ont focalisé l'attention d'un public de jeunes interpellé par les dynamiques politiques de changement.

**Wafa Moussa**

*Responsable de Programmes  
Fondation Friedrich Ebert*

# Sommaire

Avant-propos	
<i>Wafa Moussa</i> .....	7
Présentation	
<i>Miloud Loukili et Zakaria Abouddahab</i> .....	11
<b>Géopolitique des élections : quels enseignements ?</b> .....	17
Rapport de synthèse	
<i>Abderrahim El Maslouhi</i> .....	19
<b>La réinvention de l'Amérique. Pour un projet américano-islamique commun. A propos de la conférence d'Obama au Caire le 4 juin 2009</b> .....	35
L'Amérique dialogique. Obama au Caire	
<i>Rédouane Abouddahab</i> .....	37
• Introduction .....	37
• Chapitre 1: Tensions et intentions .....	46
• Chapitre 2: Une diplomatie éthique .....	55
• Chapitre 3: Discours d'Amérique .....	71
• Chapitre 4: La réinvention de l'Amérique pour un projet commun .....	93
• Conclusion .....	103
• Notice bio-bibliographique de monsieur Rédouane Abouddahab .....	108
• Bibliographie .....	109



# Présentation

Le monde est le théâtre de changements bouleversants. L'histoire s'accélère, des schémas géopolitiques se transforment, d'autres naissent (Europe élargie, Union pour la Méditerranée, G 20, BRIC "Brésil, Russie, Inde et Chine"...). En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, on croyait les guerres enterrées avec la mondialisation rampante, les voici qui reviennent au galop : invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, spectre de guerre nucléaire entre l'Inde et le Pakistan... L'après 11-Septembre a inauguré une ère dangereuse où les périls deviennent diffus et se propagent avec une vitesse vertigineuse à l'ère de la cyber-criminalité. L'offensive israélienne sur Gaza (décembre 2008 – janvier 2009) a plongé le monde dans une profonde consternation et a même plombé les ailes de l'UPM. Les juristes internationalistes s'interrogent sur l'efficacité de l'ONU censée garantir la paix et la sécurité internationale. Des thématiques nouvelles interpellent les relations internationales : changements climatiques, Objectifs du millénaire pour le développement, trafics de drogue, criminalité transnationale, lutte contre le terrorisme, immigration clandestine... Peut-on encore croire à la thèse de la fin de l'Histoire alors que le monde en crée de nouvelles, perpétuant une dialectique universelle ? Samuel Huntington vient de disparaître, mais il laisse derrière lui sa thèse polémique du choc des cultures. Le monde est balloté entre le fondamentalisme et la radicalisation et entre le dialogue des cultures et les religions.

Face à ce décor mouvant, voire déconcertant, les disciplines se bousculent au portillon pour capter les dynamiques à l'œuvre, décrypter le monde et en fournir une carte mentale, une grille de lecture. Les paradigmes sont interpellés, les théories de la politique mondiale sont passées au crible, les outils d'analyse se perfectionnent, en vue d'offrir une vision claire et systématique d'une réalité internationale qui laisse perplexe. Le Maroc, comme les autres pays en développement, est interpellé par ces changements dictés par la

géopolitique, la technologie, l'histoire, la politique... Aucune discipline scientifique ou art ne peut prétendre à l'exclusivité ou à l'exhaustivité pour nous expliquer les changements actuels. La transdisciplinarité devra être au rendez-vous. Une interdisciplinarité qui accepte les débats croisés, les visions fertilisées.

Dans cette optique, un groupe d'enseignants-chercheurs du département de droit public et de sciences politiques de l'Université Mohammed V-Agdal (Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales), conscient de la nécessité de s'inscrire dans une démarche d'intelligence des relations internationales, a eu l'idée d'initier des rencontres de débats, chaque jeudi, autour de thématiques actuelles et complexes. Progressivement, les Jeudis géo-diplomatiques se sont imposés comme un moment fort de débats et de réflexion animés par des professeurs de renom, des ambassadeurs et des praticiens des relations internationales. Ces rencontres sont désormais entrées dans les traditions scientifiques de la prestigieuse Faculté de droit de Rabat-Agdal.

Deux de ces rencontres ont été organisées, respectivement le 1<sup>er</sup> et le 16 juillet 2009, en collaboration avec la Fondation Friedrich Ebert à Rabat. La première a porté sur la « **Géopolitique des élections communales et étrangères : quels enseignements ?** » ; la seconde sur « **La réinvention de l'Amérique. Pour un projet américano-islamique commun. À propos de la conférence d'Obama au Caire du 4 juin 2009.** » Restituons les termes du débat de ces deux rencontres scientifiques.

Le terme géopolitique ne devrait pas surprendre si on l'accorde aux élections. Il s'agit en effet de brosser une cartographie générale de ces élections aussi bien nationales qu'étrangères, de décrypter l'architecture qui en est issue, grâce à des regards croisés apportés par des académiciens, des acteurs politiques et des journalistes. Le 12 juin 2009, les élections communales se sont déroulées au Maroc, suscitant l'espoir de voir émerger une nouvelle élite politique capable de gérer les communes et les villes de demain. Une nouvelle gouvernance des territoires devrait en effet être conçue tant les besoins et les attentes des citoyens, en matière de développement, d'infrastructure... sont grands. Une nouvelle cartographie politique a été dessinée suite à ces élections qui ont connu un taux de participation avoisinant les 54 %. Cette nouvelle donne politique a eu des répercussions sur la

composition des autres institutions représentatives du Maroc, dont les Conseils régionaux et la Chambre des conseillers. A peine constitué en 2008, le Parti Authenticité et Modernité (PAM) a remporté la majorité des sièges disputés, certes en termes relatifs, lorsque l'on sait que la majorité de ces sièges se situe dans les campagnes. Tout récemment, le 13 octobre 2009, M. Mohamed Cheikh Biadillah, secrétaire général du PAM, a été élu président de la Chambre des conseillers. Par ailleurs, deux élus du PAM, dont une femme, dirigent désormais deux importantes villes du Royaume, Marrakech et Tanger. En outre, sur les seize régions que compte le Maroc, trois sont présidées par des élus du PAM.

Les autres formations politiques ont, elles aussi, remporté un nombre de sièges important, dont le Parti de l'Istiqlal (PI), le Rassemblement National des Indépendants (RNI), le Mouvement Populaire (MP), l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) et le Parti Justice et Développement (PJD). Ces élections ont été l'occasion d'alliances, parfois contre-nature, comme celles qui ont eu lieu entre l'USFP et le PJD ou entre celui-ci et le PAM.

Sur un autre registre, les élections étrangères interpellent le Maroc à plus d'un titre, eu égard à son positionnement géostratégique privilégié. Que ce soit au Proche et Moyen-Orient, en Europe ou dans d'autres régions du monde, de nouvelles dynamiques de changement ont été enclenchées suite aux élections, présidentielles ou législatives, qui s'y sont déroulées. En effet, le mouvement de contestation des résultats des élections présidentielles en Iran (juin 2009) a pris une ampleur considérable, suscitant la réaction de plusieurs pays, compte tenu de la violence employée. Quant au Liban, les résultats du scrutin du 7 juin ont reconduit un parlement dans lequel l'équilibre des forces demeure pratiquement inchangé. La Coalition du 14 mars, qui est au pouvoir, conserve 71 sièges sur un total de 128. Force est de constater que des mouvements tectoniques sont en train de se produire suite à ces élections, comme le rapprochement entre les Etats-Unis et la Syrie. Après quatre ans d'absence, un nouvel ambassadeur américain s'installe à Damas. En Israël, les élections législatives de février 2009 qui ont porté la droite nationaliste au pouvoir (coalition dirigée par Benjamin Netanyahu) suscitent des craintes quant aux perspectives de création d'un Etat palestinien indépendant et pleinement souverain et le gel de toutes les activités de colonisation. En outre, en Europe, les

élections législatives parlementaires de juin 2009 ne peuvent laisser le Maroc indifférent. En effet, désormais titulaire d'un Statut avancé dans ses relations de partenariat avec l'Union européenne, le Maroc se sent légitimement concerné par la nouvelle configuration politique européenne. Ainsi, il n'est pas sans intérêt de rappeler que la nouvelle architecture parlementaire européenne (2009-2014) est marquée par la montée des forces de droite et des partis écologistes. La nouvelle mouture statutaire du Maroc dans ses rapports avec l'Union européenne, véritable feuille de route, implique nécessairement un travail de mise à niveau et d'harmonisation de tout l'arsenal législatif et réglementaire par rapport à l'acquis communautaire.

De fait, la conférence-débat du 16 juillet 2009 s'inscrit dans le prolongement de la journée du 1<sup>er</sup> juillet, dans la mesure où l'élection du président Obama en novembre 2008 a fortement marqué la politique internationale. Animée par M. Rédouane Abouddahab, maître de conférences à l'Université Lumières (Lyon II), chercheur en études américaines, cette rencontre intervient dans la foulée du discours du président américain Barak Obama, adressé au monde musulman depuis le Caire, le 4 juin 2009. Ce discours fondateur, compte tenu de son intérêt capital, a motivé les organisateurs pour lui consacrer une conférence-débat, animée par un spécialiste des affaires américaines. Tout récemment, en octobre 2009, le prix Nobel de la Paix a été attribué au président Barak Obama. Il s'agit de toute évidence d'un signal fort en vue d'appuyer les « efforts exceptionnels » d'Obama pour « renforcer la diplomatie internationale et la coopération entre les peuples ».

La conférence du 16 juillet a vu la participation d'un public varié constitué d'enseignants, de diplomates, d'étudiants, de journalistes... Cette conférence a suscité l'intérêt des participants, notamment les jeunes, venus nombreux y assister (étudiants de la Faculté de droit de Rabat-Agdal, de la Faculté de droit de Salé, de la Faculté de droit de Souissi, de l'Ecole nationale d'administration...).

Le discours du Caire d'Obama, en date du 4 juin 2009, marque une nette rupture avec le discours de l'administration précédente, orienté principalement par l'idée du conflit entre l'Occident (supposément mené par les États-Unis) et les pays musulmans. L'un des mérites, et non des moindres, du discours d'Obama est la reconnaissance de la culture musulmane comme composante essentielle des cultures

d'Occident et, plus particulièrement, comme l'une des forces constitutives de l'Amérique elle-même. La référence au passé commun est la base même, dans l'esprit d'Obama, d'un projet futur commun, appuyé sur la notion pragmatique de l'« intérêt mutuel » et universaliste de la reconnaissance et du respect de l'autre. Le monde musulman est reconnu ainsi comme un partenaire (*partner*) en vertu d'un réseau relationnel étendu, là où dans l'histoire récente il a été considéré comme un simple mandataire (*proxy*).

Tout en révélant les écartements entre les deux mondes, notamment en matière de droits humains, de libertés individuelles et publiques, le propos d'Obama reste optimiste (il met l'accent sur ce qui est possible et commun) et futuriste (l'idée d'un nouveau commencement et d'un projet commun). En cela ce discours est profondément « américain », inscrit qu'il est dans la tradition universaliste inaugurée aux États-Unis par les « Pères fondateurs » de la nation américaine. À la fois réaliste et idéaliste, le discours du 4 juin est mu par une ambition qui, au-delà du monde musulman, embrasse l'humanité tout entière, dont le sort pourrait être amélioré grâce à la « recette » américaine : alliage du pragmatisme ou du calcul froid de ses intérêts, avec un idéalisme essentialiste inscrit dans une vision mythique de l'histoire et de l'humanité.

En somme, c'est à une lecture de l'américanisme de ce discours que la conférence-débat animée par Rédouane Abouddahab a convié, soucieuse qu'elle était de dégager des axes de réflexion sur les points d'articulation entre deux réalités (historiques, politiques, économiques...) et surtout entre deux discours : l'Amérique et l'Islam. Ceci étant dit, la question que cette conférence-débat a tenté de problématiser est celle non pas immédiatement de l'impact de ce discours sur le monde musulman (*time will tell !*), mais la manière dont l'Amérique d'Obama se dit et se réinvente en fonction de données nouvelles, notamment la montée en puissance d'un internationalisme islamique.

Cette conférence-débat constitue sans doute un succès, autant par la qualité du conférencier et de son intervention que par l'intérêt qu'elle a suscité auprès du public, matérialisé par le nombre de questions posées au conférencier. Cette réussite est un motif d'encouragement pour l'organisation d'autres manifestations.

Ce livre est constitué de deux parties. La première est réservée au rapport de synthèse de la journée d'étude sur « la géopolitique des élections communales et étrangères: quels enseignements? ». Ce rapport a été rédigé par M. Abderrahim El Maslouhi, professeur de sciences politiques à la Faculté de droit de Rabat-Agdal. La seconde partie est élaboré par le professeur Rédouane Abouddahab. Le texte initial a été retravaillé par l'auteur pour les besoins de la publication. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de nos vifs remerciements pour leur inscription positive dans la démarche prônée par les organisateurs des Jeudis géo-diplomatiques.

Nous mettons ainsi à la disposition des lecteurs le fruit de ces deux rencontres scientifiques.

**Miloud Loukili et Zakaria Abouddahab,  
initiateurs des Jeudis géo-diplomatiques**

Rabat, le 15 octobre 2009

Géopolitique des élections :  
quels enseignements ?

# Rapport de synthèse

*Abderrahim El Maslouhi\**

Le présent rapport est la synthèse d'une journée d'étude organisée, le 1<sup>er</sup> juillet 2009 à Rabat, par le Département de droit public et de sciences politiques de la Faculté de Droit de Rabat-Agdal (Université Mohammed V-Agdal) et la Fondation Friedrich Ebert sur le thème « Géopolitique des élections : quels enseignements ? ». Cette rencontre, qui prolonge les activités organisées dans le cadre des « Jeudis géo-diplomatiques », a offert l'opportunité de réunir un panel d'universitaires, journalistes et militants de parti qui ont dispensé des communications fort appréciées sur le thème des élections et leurs rebondissements géopolitiques. Aussi faut-il savoir gré à la Fondation Friedrich Ebert d'avoir appuyé cette initiative. Œuvrant pour la promotion des valeurs de la social-démocratie, la Fondation a toujours montré un intérêt constant pour les dynamiques de démocratisation de par le monde en s'assignant, entre autres missions, celle d'établir des ponts d'échange et de communication avec l'Université. C'est le cas de cette journée d'études dont l'objectif a été d'interroger, dans une perspective géopolitique, les récentes mobilisations électorales dans certains pays de la région MENA. Les élections, cet impératif démocratique, interpellent autant le politologue que le géopoliticien, si bien qu'aujourd'hui les Etats sont jaugés à l'aune de la qualité de leurs élections et de leur capacité à organiser le suffrage des citoyens (Miloud Loukili).

A la vérité, le contexte géopolitique de la région se prête parfaitement à un tel exercice. Le concours des échéances électorales dans de nombreux pays arabo-musulmans invite à des regards croisés à même de restituer les leçons politiques et diplomatiques

---

\* Professeur à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat-Agdal.



propres à chacune des consultations électorales nationales. Le 12 juin 2009, le Maroc organise des élections communales sur fond d'une série de nouvelles donnes: participation du PAM aux élections, institution d'un quota féminin en guise de «gendérisation» de la démocratie locale. Le même jour, le président sortant iranien ultra-conservateur, Mahmoud Ahmadinejad, parvient à se faire réélire avec un score de 63 % des suffrages. Cette élection a été dénoncée par son principal rival, le réformiste Mir Hossein Moussavi, qui en a appelé à ses partisans pour protester contre les résultats du scrutin, protestations qui seront à l'origine d'un nouvel épisode de tension entre l'Iran et l'Occident. Une semaine auparavant, (le 7 juin 2009), la coalition du «14 mars», de tendance anti-syrienne, remporta les élections législatives libanaises en recueillant 71 sièges (contre 57 pour l'opposition patronnée par le Hezbollah) sur les 128 sièges du parlement libanais.

La journée d'études a été organisée en deux séances : la première a porté sur «les élections communales du 12 juin 2009». Ce focus a été modéré par le Pr Abderrahim El Manar Esslimi. La seconde séance, présidée par le Pr Abdelilah Abdi, chef du département de droit public et de sciences politiques, a été dédiée aux «dernières élections étrangères : une analyse marocaine». Les communications et les débats du premier focus ont proposé une stimulante mise en perspective juridique, politique et sociologique des élections communales marocaines, tout en insistant sur les leçons qu'il conviendrait de tirer de ces consultations en interrogeant :

1. la pertinence et la fonction politique du seuil électoral : rationalisation ou verrouillage de la carte partisane ?
2. l'émergence de pratiques inédites comme la violence électorale, le rapt des candidats, l'intervention du wali pour la formation des bureaux des conseils... ;
3. le poids électoral respectif des formations politiques face au PAM, parti majoritaire ;
4. les déterminants de la participation électorale et de l'abstention dans l'électorat marocain ;
5. le renouvellement des élites locales et les logiques de constitution des alliances pour la formation des bureaux des conseils communaux, etc. (Abderrahim El Manar Esslimi).

Le même focus a offert l'opportunité d'aborder des questions relatives à l'émergence du phénomène du Parti Authenticité et Modernité en tant que parti majoritaire, les griefs formulés par le PJD et d'autres partis quant à « l'interférence » de l'Etat dans la constitution des bureaux de certains conseils municipaux, l'apparition inédite de réseaux et de médiateurs professionnels en matière électorale, etc. L'enjeu est crucial pour le Maroc : il s'agit d'évaluer en quoi les dernières échéances communales ont contribué à l'émergence d'une nouvelle élite capable de gérer les affaires locales tout en réconciliant le citoyen avec la politique. Une question plus « existentielle » s'est posée dans le sillage de ce focus : dans quel sens ces élections vont-elles impacter le processus démocratique mis en branle depuis au moins une décennie ? Dans le sens de la consolidation qui permettra de capitaliser les acquis d'un exercice décennal d'ouverture et de consensus politiques ? Ou dans le sens d'une régression marquant une certaine rupture avec la transition démocratique ?

Cette seconde hypothèse semble être adoptée par le premier intervenant (Hassan Tarek). Selon ce dernier, le scrutin du 12 juin n'a pas seulement confirmé la régression par rapport aux promesses de la transition démocratique, il a aussi mis au grand jour l'échec de la politique en tant que confrontation entre projets de société et idéologies alternatives. Certes, l'Etat marocain a donné bien des gages pour organiser sa sortie de l'autoritarisme ; il se trouve que le champ politique actuel en est encore à un stade de « démocratisation autoritaire », marqué par un retour en force de l'Etat et une mobilisation par le haut. D'où l'émergence du PAM en tant que parti majoritaire grignotant sur le capital politique des autres partis. L'intervention de l'Etat pour la reconfiguration du paysage politique se soldera, à terme, par un coût très élevé pour la monarchie, a affirmé le panéliste. Allusion est faite ici au phénomène de la dépolitisation de la société et au triomphe de l'apolitique : le politique et le projet de société ont été sacrifiés et « défaits » par ces nouveaux leviers de légitimation électorale que sont les services et les prestations de proximité. Il s'agit là d'une espèce de « démocratisation du clientélisme » promue et favorisée par l'impunité à l'égard des usages illicites de l'argent. L'apparition de ce que le panéliste nomme « appareils électoraux » et la professionnalisation croissante de l'opération électorale, ont conféré à celle-ci le caractère d'un « spectacle » là où la « responsabilité politique » a fait tragiquement défaut. Ces phénomènes nouveaux ont

été à l'origine de la marginalisation des structures partisanes en tant qu'organes légitimes de mobilisation politique. Chemin faisant, des réseaux de sous-traitance électorale animés par des intermédiaires, des prestataires de services et des courtiers rompus aux manœuvres électorales ont investi l'arène électorale, chassant du terrain les cadres et les militants de parti. En contrepoint, le scrutin du 12 juin 2009 a cristallisé d'autres phénomènes au nombre desquels figurent la faiblesse de la société civile devant la logique tribale, le recul de l'individu et du choix individuel devant la communauté et le vote collectif, la victoire de la corruption sur le mode de scrutin, la primauté du local sur le national, de la campagne sur la ville...

Ces élections reflètent un retournement dans la relation de l'Etat avec les élites des partis politiques et de la société civile, un retournement qui ne fait que renforcer le processus de construction de « l'autoritarisme modernisé » de l'Etat marocain (Mustapha Khalfi). Pour preuve, l'intervenant cite une série d'indicateurs qui viennent structurer l'échiquier électoral et politique : la montée en puissance du PAM qui incarne le passage du parti administratif au parti dominant, voire unique. L'avènement de ce parti aurait déstructuré les partis politiques en tant que machine de mobilisation politique et civique. Le deuxième indicateur a trait à l'entretien délibéré d'un système électoral injuste qui, même avec la représentation proportionnelle, pénalise le Parti Justice et Développement. Le nombre des sièges obtenus par le parti au niveau des différentes circonscriptions électorales n'est point proportionnel aux nombres des suffrages recueillis. En un sens, le PJD n'a pas été vaincu par le PAM puisque le parti islamiste n'a pas présenté de candidats dans les circonscriptions électorales où ce dernier a remporté la majorité des sièges. L'injustice du mode de scrutin serait également repérable au niveau du découpage électoral qui se solde par une nette sur-représentativité du monde rural par rapport au monde urbain. Les villes marocaines, dont le poids démographique s'est estimé à 17 millions d'habitants – contre 13 millions seulement pour le monde rural – demeurent largement sous-représentées en termes de nombre de sièges et de circonscriptions communales. La réforme juridique, qui a été marginalisée dans les débats, mérite d'être inscrite à l'ordre du jour de l'agenda politique. Qu'il s'agisse du seuil électoral, du mode de scrutin, de la Charte communale, de la Loi sur les partis, l'œuvre de codification des règles relatives aux pratiques électorales mérite une

mise à jour pour instaurer une meilleure gouvernance des élections (Amina Messaoudi).

Ces élections indiquent, en troisième lieu, une certaine volonté du pouvoir d'Etat au Maroc de passer d'une politique d'ouverture et d'intégration des forces islamistes modérées vers une politique d'exclusion. Les conseillers du PJD ont dû gérer une diversité de contraintes destinées à empêcher le parti de construire des alliances et de gouverner les villes (Mustapha Khalfi). Ayant du mal à s'imposer dans le monde rural, empêché de gouverner les villes où il a recueilli la majorité des sièges, le parti islamiste a choisi de s'allier tactiquement avec l'USFP. A en croire le représentant du PJD, cette alliance n'a rien de « contre-nature » en ce sens qu'elle n'a pas pour fondement l'idéologie, mais le contexte politique, l'opportunité locale et le partage de certaines valeurs comme la lutte contre la corruption et l'hégémonisme du PAM.

Si l'enjeu des élections communales du 12 juin 2009 était d'opérer une rupture avec les législatives de 2007 (en termes de taux d'abstention jugé inquiétant : 37 %) et de préparer celles de 2012, elles ont contribué à impulser un dynamisme à la vie politique et à accroître la compétition entre les formations politiques en lice (Abdessamad Bencherif). Saisi sous ce rapport, le PAM, sans trop insister sur les conditions de sa naissance et le statut de son leader, a le mérite de donner une nouvelle impulsion à la scène politique, de combler le vide laissé par les formations partisans et de ramener aux urnes un large électorat abstentionniste. D'où l'intérêt d'étudier la nature de ce mouvement et de son projet en tant que phénomène social et politique. Pourquoi le PAM a-t-il remporté le scrutin du 12 juin 2009 ? L'universitaire se doit de se poser la question sans chercher la facilité et s'accommoder des arguments de facilité que sont la corruption et la manipulation, car il est impossible que le PAM ait corrompu 21 % du corps électoral marocain (Abdessamad Bencherif). La désaffection vis-à-vis des partis traditionnels et le style communicationnel des candidats PAM ne sont pas sans expliquer le succès du parti. Car il faut reconnaître la spécificité du local, l'offre politique des partis ne devant plus être articulée sur la seule idéologie, mais largement dosée par un discours et des prestations de proximité. Du reste, les insuccès de l'USFP ne doivent surprendre personne. Le parti socialiste a connu une crise organisationnelle et identitaire incarnée par un congrès-marathon.

Autant dire que, pour se régénérer, le parti doit faire sa propre autocritique et reconnaître sa défaite. S'agissant des rapprochements USFP-PJD, ils ont été construits de manière personnalisée loin de toute logique politique ; rapprochements d'autant plus fragiles et réversibles qu'ils sont déterminés par une réaction de vengeance (Abdessamad Bencherif, Mohamed Madani). Pour prendre sa revanche sur l'Etat et vexer le PAM, l'USFP a opéré des rapprochements tactiques avec le parti islamiste.

La teneur pessimiste qui se dégage de certains diagnostics portant sur les élections communales marocaines devrait être étayée par des données empiriques et précises. Devant l'absence de travaux de terrain permettant de construire des jugements scientifiques au sujet de ces élections, il serait légitime de proposer un montage explicatif articulé sur trois entrées (Mohamed Madani). Il s'agit d'abord de préciser le statut politique du monde rural au Maroc en dépassant les stéréotypes véhiculés par l'approche développementaliste qui circonscrit les possibilités de transformation sociale et politique au seul espace urbain. Au Maroc, le monde rural, ainsi qu'en convient Remy Leveau, a justifié d'une centralité réelle en tant qu'espace de régulation du champ politique. Dans cette optique, le monde rural n'est pas important en soi, mais en tant que pépinière d'élites et d'acteurs utiles à l'Etat, autrefois pour contrer l'influence politique des paris issus du mouvement national, de nos jours pour s'adapter aux changements sociaux dans le monde rural et combler les déficits de l'action publique. Aujourd'hui, l'émergence de nouveaux acteurs prestataires de services, en l'absence ou en complicité avec l'Etat, fait de la campagne un enjeu politique. Ces élections ont révélé la complexité de l'action politique au niveau du local, la persistance des élites rurales et le rôle de l'appartenance familiale dans la constitution des alliances entre les anciens et les nouveaux acteurs. On en voudra pour preuve les dynamiques de concurrence intestines entre grandes familles pour se partager les ressources et les postes (caïds, députés, élus locaux...) dans les campagnes marocaines.

La seconde entrée a trait au statut politique du notable. Le notable, comme défini par Pierre Grémion, est une personnalité d'un rang supposé important qui détient un pouvoir « périphérique » lui permettant d'influencer les décisions du pouvoir central tout en étant un relais exécutif de ce dernier au niveau local. Néanmoins, le

notable marocain se détache largement du système notabiliaire tel que décrit par Pierre Grémoin. Ce dernier vise des agents locaux qui maîtrisent une fonction de « conversion » des politiques et des choix fixés à l'échelle centrale et qui parviennent à négocier avec succès cette fonction avec les autorités centrales. Il s'agit de professionnels de la politique, à distinguer des notables marocains, amateurs de la politique. Il faut cependant se détacher de l'image généralement répandue qui réduit le notable marocain à un simple « jouet » dans les mains du pouvoir. Ce notable ne reçoit pas toujours des ordres, il négocie des intérêts. Ceci explique pourquoi il a amplement gagné du terrain lors des dernières élections communales face aux professionnels de la politique (cadres et militants de parti) et même face aux autorités locales (Mohamed Madani). Rémy Leveau explique la cause principale du statut politiquement prégnant des notables marocains par la nature de leur base sociale qui repose sur la propriété foncière qui leur donne un poids politique local dépassant très souvent celui de l'administration et des agents d'autorité. Le clientélisme du notable marocain prend appui sur sa capacité à mobiliser des ressources et des richesses pour en faire le socle de sa légitimité politique et électorale. La question se pose alors de savoir si le clientélisme notabiliaire constitue un vecteur ou un frein à la démocratisation. En toutes hypothèses, le clientélisme des notables est plus puissant que celui des partis. Cette faiblesse du clientélisme partisan est due à plusieurs facteurs dont le coût relativement élevé de l'entrée en politique et le système de quota politique qui fonctionne à la manière d'un frein à toute propension à l'hégémonisme d'un parti au détriment des autres formations politiques.

D'où la valeur explicative de la troisième entrée qui suggère une certaine causalité entre la création du PAM et le souci de construire un nouvel équilibre partisan, l'ancien équilibre étant jugé favorable aux forces de l'islam politique. L'originalité du PAM est qu'il a su s'imposer face aux autres formations politiques en dépit de son faible ancrage historique et territorial. Ce parti a émergé à partir de « réseaux non partisans » et recruté ses membres dans des organisations relevant de la société civile, de l'administration, de l'université et de la transhumance parlementaire. Emergence d'autant plus naturelle que ce « nouvel arrivant » politique semble, de par son discours et ses programmes, plus à même de répondre aux attentes des classes moyennes et de réarticuler les demandes sociales. L'homme politique

et l'intellectuel idéologiques doivent céder la place à l'intellectuel fonctionnel (auditoire).

La problématique se pose aujourd'hui, plus que jamais, en termes de perspectives et de changements nécessaires pour assurer la continuité. Les élections au Maroc sont entrées dans la normalité. Quoiqu'on en dise, les interventions directes des pouvoirs publics s'estompent progressivement. La compétitivité entre différentes offres politiques s'est relativement accrue. Ces élections ont dégagé un taux de participation de 52,4% à l'échelon national, un taux supérieur à celui enregistré lors des législatives de 2007 et proche de celui des communales de 2003. Elles ont enregistré également une hausse importante de la proportion des femmes dans les conseils des communes urbaines et rurales ainsi qu'au sein des conseils d'arrondissement à l'échelle nationale, passant de 0,5% en 2003 à 12,3% en 2009. Corrélativement, plusieurs lacunes sont à souligner : la perte de confiance dans les organisations partisanes en tant qu'instances d'encadrement et de civisme, le rôle grandissant des notables et l'influence de l'argent. Les résultats des élections communales ont, par ailleurs, montré que le PJD est devenu une force politique ordinaire, au moment où les partis de gauche ont révélé leurs limites en termes d'influence et de capacité de mobilisation. La persistance des partis politiques à ne pas moderniser leurs stratégies de communication et à s'accommoder de méthodes traditionnelles de mobilisation explique en partie ces reflux (Abdessamad Bencherif).

Les panélistes de la deuxième séance ont interrogé les consultations électorales récemment organisées dans certains pays de la région en posant deux séries de questions : en quoi les résultats de ces élections sont-ils porteurs d'opportunités de changement/stabilisation dans les pays considérés ? Quelle est la portée de ces élections en termes de recomposition géopolitique et diplomatique de la région ? Cette seconde question est d'autant plus légitime que les récentes mobilisations électorales dans la région MENA ont relayé ou coïncidé avec d'autres élections dans le monde : avènement de Barak Obama à la Maison blanche, retour de Netanyahu aux affaires en Israël, victoire de la droite aux élections du Parlement européen... Autant de « nouvelles donnes » contrastées et, pour le moins, porteuses d'ambiguïtés pour l'avenir d'une région embrasée. Sur le plan national, les élections s'analysent comme un moyen de représentation ;

sur le plan international, il s'agit de les appréhender sous l'angle de l'influence extérieure (Wafa Moussa). Les élections récemment organisées dans les trois pays de la région MENA (Maroc, Liban, Iran) sont « ordinaires », mais aux conséquences « extraordinaires » au point de vue géopolitique (Tahar Bahbouhi). Pourtant, la « géopolitique des élections » n'a que très rarement constitué un centre d'intérêt scientifique sérieusement investi par les politologues et les internationalistes. La mise en perspective « internationale » des élections « nationales » a souvent été négligée par les uns et les autres, quand bien même la globalisation aurait décloisonné les systèmes politiques et banalisé la coupure classique entre l'interne et l'externe. Pour preuve, au Maroc, les élections étrangères et leurs contrecoups politiques ne semblent jamais avoir capté l'intérêt des chercheurs en relations internationales (Abdelhay Moudden).

En toutes hypothèses, des élections étrangères ont forcément des répercussions politiques bien au-delà du territoire sur lequel elles se sont déroulées. Il en est ainsi des relations Maroc-UE considérées à travers le prisme des résultats des élections européennes. Au jugement de certains intervenants (Mohammed Zakaria Abouddahab), les avantages pris lors de ces élections par les partis de droite (démocratie chrétienne/partis libéraux) et les partis écologiques sont a priori porteurs de risques pour le Maroc. La sensibilité du Royaume quant aux rebondissements « intra-communautaires » n'a cessé d'augmenter suite à l'obtention du Statut avancé. Traditionnellement, la droite européenne a tendance à préconiser des politiques restrictives en matière d'immigration et de sécurité. Ces restrictions sont souvent assorties d'exigences de plus en plus strictes en termes de droits de l'Homme, d'allocations budgétaires et d'alignement sur l'acquis communautaire que formulent, entre autres, des groupes ou des commissions d'enquête relevant du Parlement européen. Toutefois, l'avènement de la droite européenne ne devrait pas être systématiquement interprété comme forcément porteur de risques diplomatiques pour le Royaume puisque le déclin de la gauche constitue tout aussi une « aubaine politique » pour la diplomatie marocaine à laquelle il est souvent arrivé d'être indisposée par la « conditionnalité démocratique » des socialistes européens (auditoire). Heureusement, ces contraintes peuvent être atténuées par l'effet conjoint de la diplomatie officielle et de la diplomatie citoyenne. Celles-ci pourront désormais – après l'octroi du Statut avancé qui permet au



Maroc d'être représenté ou d'assister aux travaux de certaines instances de l'Union – élargir leur marge d'action en exploitant les « espaces de la codécision » (Mohammed Zakaria Abouddahab).

Cette pertinence de la « géopolitique des élections » en tant que mode de questionnement se vérifie également dans le cas des élections marocaines, libanaises et iraniennes. Une analyse croisée de ces élections dans ces trois pays nous permet de tirer des leçons instructives en termes, notamment, de capacité de mobilisation des forces islamistes. Les forces politiques d'obédience islamiste ont généralement inscrit de notables régressions quant à leur capacité de mobiliser l'électorat et de gagner en audience politique et diplomatique, alors même que la nouvelle administration américaine semble adopter une posture non-conflictualiste envers l'islam politique et accepte de traiter avec les islamistes, y compris ceux catalogués d'ordinaire comme radicaux : le Hamas, le Hezbollah et la République islamique d'Iran (Abdelhay Moudden). Au Maroc, les scores réalisés par le PJD ont donné la preuve de l'incapacité des islamistes à dominer l'arène électorale et à contrer l'expansion du PAM, au moment où les élections présidentielles en Iran mettent en scène la montée en puissance de la mouvance réformatrice face à la formation conservatrice au pouvoir, sinon en termes de force de frappe électorale, du moins au niveau de sa capacité à mobiliser la rue et l'opinion publique internationale.

Sur le front libanais, la victoire relative de la coalition anti-syrienne (dite aussi « forces du 14 mars ») lors des dernières élections législatives a annoncé le déclin politique du Hezbollah – devenant alors un parti comme les autres – et consacré l'indépendance du Liban vis-à-vis de la « tutelle » du voisin syrien qui, pour une fois, s'est empêché d'intervenir dans les élections législatives du Liban (Miloud Loukili). Les élections législatives du 7 juin 2007 sont les premières organisées après le départ des Syriens. Elles ont le mérite de clarifier la cartographie politique du Liban et de permettre de mesurer le poids réel des deux coalitions politiques en compétition (Mohamed Brahimi). On rappellera que ces élections ont été organisées sur fond d'une crise intestinale profonde suite notamment à l'assassinat en 2005 de l'ex-premier ministre Rafiq Hariri et l'interférence des puissances mondiales dans la gestion de ce « puzzle criminel ». L'arène politique libanaise tranche par son extrême atomisation. La polarisation des

forces politiques et sociales du pays autour de trois principales confessions (maronites, chiïtes et sunnites) empêche la formation de pôles politiques nationaux libérés de toute allégeance confessionnelle ou étrangère. L'indisponibilité de recensements démographiques, autres que ceux réalisés en 1932 sous le protectorat français et, plus tard, sous contrôle syrien, ne permet de connaître avec exactitude ni la taille et les caractéristiques du corps électoral ni l'importance démographique des dix-huit confessions reconnues. Une évolution tendancielle est toutefois repérable. Elle permet de constater que les chiïtes ont une démographie galopante là où les maronites accusent une tendance à la régression et les sunnites à la stabilité. Le problème se pose parce que le scrutin du 7 juin 2009, tout comme ses antécédents, a été organisé sous l'empire de la Loi électorale de 1960 dont on sait qu'elle prévoit un scrutin majoritaire à un tour avec liste plurinomiale. La particularité de ce mode de scrutin est qu'une faible différence de voix peut faire basculer toute une liste en faveur ou défaveur d'un parti. Certes, le mode de scrutin à la proportionnelle serait plus équitable du point de vue de la justice électorale. Il constituerait même une espèce de procédé capable de faire sauter le verrouillage confessionnaliste du régime libanais dont les Accords de Taëf exigeaient l'abolition. Il se trouve cependant que la représentation proportionnelle risque d'avantager les chiïtes – dont la démographie est en pleine expansion – tout en pénalisant les factions chrétiennes (maronites en particulier) où le taux de fécondité est le moins important (Mohamed Brahim). Donc, à la surprise de tout le monde – notamment des Israéliens – le Hezbollah n'a pas su tirer profit de cette aubaine démographique et conquérir l'arène électorale. Une des erreurs du Hezbollah à cet égard est d'avoir envahi Beyrouth dans le sillage des affrontements miliciens qui ont secoué la capitale libanaise quelques mois avant les élections législatives de juin 2009 (Miloud Loukili). Deux autres défis s'imposent dans l'avenir. Le premier a trait à la manière dont la diaspora libanaise pourrait être représentée. La question est légitime parce que pour un Libanais du « dedans », il existe au moins trois expatriés. Le second défi se rapporte à l'avenir et à la représentativité des Palestiniens fixés au Liban et qui ont souvent pesé sur les processus politiques et électoraux du pays, sachant bien que certains (dont les Israéliens en particulier) rêvent de les voir s'implanter définitivement dans le Liban (auditoire).

Le Liban, à la sortie d'une guerre civile qui a duré seize ans (1975-1990), gère encore un voisinage peu amical (Israël et la Syrie dans une moindre mesure). Autant dire que le scrutin du 7 juin 2009 a constitué une denrée géopolitique de première importance. Le gouvernement syrien, qui exigeait le renouvellement du mandat du général Emile Lahoud, s'est résigné à reconnaître l'indépendance du Liban et à établir – après soixante ans – des relations diplomatiques avec ce dernier. La coalition anti-syrienne, qui, de son côté, revendiquait un chef d'État capable de s'imposer face au « grand frère » arabe, tablait sur le scrutin des législatives pour circonscrire encore davantage l'influence syro-iranienne au Liban. Le Hezbollah et le mouvement Amal, auréolés par leur résistance à Israël, prennent appui sur le soutien de la République islamique d'Iran pour gagner du terrain sur le plan politique. Les États-Unis, la France et l'Arabie saoudite ont multiplié les tractations diplomatiques à la fois pour faire pression sur la Syrie (Tribunal sur le Liban) et agir sur la carte politique et électorale du pays.

En dépit de la fragilité géopolitique du Liban, un concours de circonstances favorables a facilité la tâche aux différentes forces du pays : le consensus minima entre les principales formations politiques pour œuvrer à la capitalisation du processus de paix (suite à l'élection du président Michel Suleiman) ; la « normalisation » diplomatique avec la Syrie ; l'internationalisation des élections libanaises (navettes Carter-Kouchner-Secrétaire général de l'ONU...). Certes, les observateurs ont été unanimes à considérer qu'à travers ces élections le Liban a fait un grand pas en avant sur la voie de la paix et de la démocratisation. Il se trouve que cette forme de « démocratie consensuelle », où chaque communauté dispose d'un titre de représentativité politique correspondant à sa taille et à son poids politique, demeure fortement fragilisée par les vicissitudes politiques dues à la difficulté de constitution d'un gouvernement d'union nationale. Ceci explique les « consultations-marathon » et les navettes politiques que Saad Hariri, désigné premier Ministre à l'issue des élections du 7 juin 2009, dut consentir pour former un gouvernement de coalition nationale. A ce jour (après plus d'un mois de tractations politiques), le gouvernement libanais n'est pas encore constitué. L'absence d'un compromis entre les principaux protagonistes semble faire long feu face au mutisme syrien et à la revendication d'une représentativité proportionnelle au gouvernement, formulée par les forces de l'opposition.

S'agissant des élections présidentielles en Iran, qui se sont déroulées dans un climat de tension avec l'Occident et les voisins arabes du pays, elles tranchent autant par leur portée symbolique que politique. D'abord, parce que la contestation interne des résultats du scrutin du 12 juin 2009 a dépassé le seuil du respect dû habituellement à l'Imam, guide de la Révolution. Le prêche du vendredi officié par le Grand imam n'a pas pu atténuer les ardeurs de la rue. C'est là un fait crucial sans précédent dans l'histoire politique de l'Iran islamique (Tahar Bahbouhi). Ensuite, parce que les présidentielles iraniennes ont donné la mesure du délitement grandissant du consensus entre les principales forces politiques du régime. Si tous les candidats présidentiels sont des enfants de la Révolution, ils diffèrent par leur degré d'allégeance personnelle envers les ayatollahs et leur perception des relations de l'Iran avec l'Occident. Encore faut-il noter le particularisme de la fonction présidentielle dans le régime politique iranien. Le président y est élu (légitimité démocratique/populaire), mais exerce ses fonctions sous l'égide du Guide de la Révolution. Au terme de son premier mandat, l'image du président Ahmadinejad en Occident reste peu reluisante en raison du programme nucléaire iranien. De nombreux pays de la région MENA se sont inconsidérément alignés sur les stéréotypes véhiculés par les médias occidentaux. D'ailleurs, cet alignement se perçoit aussi lorsqu'il s'agit de traiter de la géopolitique du Liban où certains parlent des drames du pays du seul côté de la Syrie, comme si les autres acteurs étrangers (Etats-Unis, Union européenne, Arabie saoudite) n'intervenaient au Liban que pour y instaurer la paix (Tahar Bahbouhi). En fait, si la diplomatie occidentale en direction de l'Iran reste fondamentalement vindicative et s'emploie à discréditer autant la réélection d'Ahmadinejad que les positions prises par Téhéran sur les plans diplomatique et géostratégique, c'est en raison du programme nucléaire iranien. Les pays occidentaux savent, en effet, que l'aboutissement dudit programme mettra fin à la suprématie nucléaire de l'Etat hébreu tout en fragilisant la présence américaine et européenne dans la région. Le « suivisme » médiatico-diplomatique du côté de certains pays arabes reste incompris et honore peu ces derniers. Même machiavéliquement, le « suiviste » qui s'accommode des stratégies conçues et validées par les autres est toujours perdant (Tahar Bahbouhi).

La dimension géopolitique des consultations électorales ci-haut analysées permet donc de tirer des leçons au double plan régional et

étatique. La concentration des faits permet d'interroger les pratiques électorales tout étant propice à la comparaison. Il reste cependant qu'il est difficile de comparer des élections qui n'ont pas la même dimension : législatives au Koweït et au Liban, présidentielles en Iran et en Algérie, communales au Maroc (Abdallah Saaf). Il est tout autant difficile de ramener les résultats des différents scrutins à la seule volonté du « peuple » ou corps électoral : dans chaque régime politique, des forces spécifiques (l'armée en Algérie, les confessions au Liban, l'establishment religieux en Iran...) interfèrent dans la gestion du processus électoral. Cette difficulté est d'autant plus grande que les élections ont dégagé des cartes partisans mouvantes et instables (fiefs perdus, zones dont l'allégeance à un parti bien déterminé est incertaine, territoires reconquis...). S'agissant du Hezbollah, la question se pose de savoir s'il a réellement perdu en souffle politique et électoral ou simplement opté pour une tactique d'autolimitation. Saisi sous ce dernier angle, le Hezbollah n'a pas perdu, il s'est institutionnalisé (Abdallah Saaf). Le PAM, en dépit de ses promesses et de sa victoire relative, n'a pas fait preuve d'une capacité considérable de mobilisation électorale. Tout ceci plaide pour des diagnostics différentiels des processus électoraux dans chaque pays afin de fuir le discours standardisant véhiculé par les Etats-Unis et les pays européens qui appréhendent de façon indifférente des élections qui n'ont ni la même dimension institutionnelle (communales, parlementaires, présidentielles) ni la même portée politique.

Une autre particularité des élections récentes dans le monde arabomusulman consiste en une « stabilisation institutionnelle » de la participation électorale des forces islamistes. A l'image des élections tenues ailleurs dans d'autres aires géopolitiques du monde et qui se sont soldées par une montée en puissance, soit de la gauche (cas de l'Amérique latine), soit de la droite (cas de l'Union européenne), les élections organisées dans certains pays de la région MENA ont cristallisé une triple tendance : la normalisation et la consolidation de l'opposition islamiste légale ; le recul des forces d'opposition de gauche ; la continuité de l'hégémonisme des pouvoirs d'Etat. Cette dernière tendance peut être illustrée par le phénomène Mir Moussavi. Son allégeance envers Montaziri, l'ayatollah de Qom, et sa proximité avec Rafsandjani, son compagnon de route, ne font pas de lui une rupture dans le régime iranien (auditoire). Sociologiquement, ces tendances en disent long sur le nouveau polycentrisme politique qui commence

à s'emparer du paysage électoral dans les pays de la région. Que ce soit en Iran, au Liban ou au Maroc, les situations sont devenues moins homogènes et plus complexes qu'elles n'y paraissent d'ordinaire : polycentrisme iranien, processus de reconstitution de l'identité libanaise après les élections législatives, nouveau clivage politique au Maroc... Autant dire qu'en dépit de la continuité de leur hégémonie politique, les pouvoirs d'Etat locaux n'ont plus l'apanage de certaines fonctions qui leur revenaient traditionnellement. Qu'il s'agisse de la mobilisation, de la manipulation, du contrôle, de la régulation... de nouvelles forces sociales (partis politiques, mouvements sociaux, observateurs étrangers...) se sont appropriés ces fonctions, annonçant par là même un processus inédit de « perméabilisation » des autoritarismes de la région (Abdallah Saaf).

La manipulation médiatique, en période électorale ou normale, demeure pourtant une constante du paysage politique des Etats de la région. La manipulation serait constitutive des sociétés humaines dès lors qu'il existe une volonté de communiquer et d'« agir sur » (Oumama Kettani). Sur le plan médiatique, la manipulation prend effet lorsque sont réunies quatre conditions : un support télévisuel, des commanditaires qui financent, des techniciens et des metteurs en scène et une intention de communiquer. La communication est une interaction sociale à la fois structurée et coopérative. L'action communicationnelle cherche à modifier le comportement humain par des moyens qui passent de l'argumentation à la persuasion afin d'orienter l'opinion publique. Cependant, la manipulation serait à distinguer de la persuasion qui est plus difficile à obtenir. Alors que l'acte de persuader interpelle la raison et suppose un échange raisonné entre deux acteurs, la manipulation joue sur l'émotionnel et le symbolique. Basée sur la connivence de plusieurs instances, la manipulation télévisuelle construit des « gros plans », offre des contenus émotifs et véhicule des messages verbaux, non verbaux, éthiques, politiques : omission intentionnelle, suppression préméditée, mensonge répétitif... Si le message est uniforme, il faut savoir qu'il est toujours diversement capté par les récepteurs en fonction de leur position sociale et de leur capital culturel (Oumama Kettani). La manipulation médiatique ainsi définie constitue un vecteur de l'idéologie dominante, éloigne les élections de leur fonction démocratique et pêche par sa quête de la « légitimité cathodique » là où elle devrait promouvoir le civisme et le militantisme. Ce pessimisme

est d'autant plus justifié que le débat politique et académique sur les élections dans les pays de la région ne porte que sur des « personnes manipulées » ou influencées par les acteurs politiques tout en oubliant le « citoyen » électeur (Wafa Moussa). Autant dire que, pour s'acquitter de leur fonction civique et démocratique, les médias et les pouvoirs publics des pays de la région ont intérêt à ne pas s'aligner sur les modèles communicationnels étrangers. On notera enfin que cette question de la manipulation médiatique des élections, pour importante qu'elle puisse paraître, ne devrait pas occulter une autre question non moins grave, à savoir l'usage de l'argent dont on sait combien il fausse la volonté du « citoyen électeur ». Autant dire que la mise en place d'observatoires nationaux ou régionaux de veille électorale est plus que jamais une exigence capitale (Miloud Loukili).

La réinvention de l'Amérique.  
Pour un projet américano-islamique  
commun



# L'Amérique dialogique. Obama au Caire

Rédouane Abouddahab\*

## Introduction

Barack Obama, président fraîchement élu, déclare le soir de son élection : « La véritable force de notre nation ne provient pas de la puissance de nos armes ou de l'ampleur de notre richesse, mais du pouvoir persistant de nos idéaux : démocratie, liberté, chances de réussite et espoir inébranlable. » Il y a dans le propos du président américain une véritable intention de rupture avec la politique de l'administration précédente, qui a fait de l'exercice de la puissance militaire une ligne de conduite en matière de relations internationales, selon la logique développée par Henry Kissinger dans son livre *Does America Need a Foreign Policy? Toward a Diplomacy for the 21<sup>st</sup> Century*, publié en 2001 (ci-après mentionné par l'abréviation *Diplomacy*). Le propos du Président Obama est en effet sous-tendu par une dimension éthique importante qu'on peut formuler comme suit : il n'est d'humanité progressive qui ne pose ce préalable : le sacrifice nécessaire de la toute-puissance.

En cela, Obama renoue avec les fondements idéalistes de la nation américaine. Ses paroles traduisent une volonté d'alignement sur les positions des grands hommes d'Etat américains, ces éminents présidents ou leaders politiques qui, à l'instar de John Adams ou Thomas Jefferson, souhaitaient que la nation américaine nouvellement formée sache articuler le pouvoir avec un contrepoint éthique qui relève de la sagesse. Ce faisant, l'Amérique serait à la hauteur de ses idéaux fondateurs. Obama le rappelle dans son discours du Caire :

De fait, nous avons en mémoire les propos de Thomas Jefferson, qui disait ceci : « J'espère que notre sagesse grandira avec notre puissance et qu'elle nous enseignera que moins nous utiliserons cette dernière, plus elle fera de l'effet. »

---

\* Maître de conférences, Université Lumière-Lyon2 (France).

La pensée d'Obama, comme celle de Jefferson, est sous-tendue par un idéalisme dont la visée est de brider la puissance par la sagesse, de minimiser le pouvoir des armes là où il est possible d'augmenter le pouvoir des mots, par un acte conscient et volontaire de sacrifice du sentiment de toute-puissance pour le bénéfice de tous. Bien entendu, ceci ne définit pas absolument l'Amérique, mais décrit certaines forces qui, avec d'autres antithétiques, lui ont donnée forme et sens. Car, aux antipodes de la vision d'Obama, on trouve celle d'un Kissinger pour qui la grandeur de l'Amérique et l'exercice de la toute-puissance sont solidaires. L'ancien secrétaire d'Etat de Nixon et professeur de science politique, qui a influencé, avec un cercle rapproché de néo-conservateurs (tels Richard Perle et Paul Wolfowitz) le président Bush Jr., représentent à l'inverse cette voix américaine qui croit qu'il est *légitime* d'assujettir le monde par la force des armes, et ce, contre le droit international tel que représenté notamment par l'ONU. Cette vision égocentrique du monde, uniquement considéré à l'aune des intérêts américains, atteignit avec George W. Bush et les forces néo-conservatrices qui le portèrent au pouvoir un stade inouï que certains appelèrent à juste titre un « militarisme messianique » (Rothschild).

Il est donc évident qu'Obama, qui croit plutôt en la puissance symbolique des mots, a une autre vision du monde et des relations entre les nations. La question que cette dichotomie soulève en revanche est celle de l'Amérique elle-même. À quelles problématiques spécifiquement américaines renvoient ces deux voix antinomiques ? C'est qu'il ne s'agit pas seulement de deux visions politiques différentes, mais de deux manières d'engager la *signification* de l'Amérique. Comment se définit ou se redéfinit l'Amérique dans le discours d'Obama, dont la vision des relations internationales est étroitement associée à sa politique intérieure basée sur la volonté de réduire les inégalités sociales et de suturer les béances raciales ? C'est l'une des différences majeures avec ses prédécesseurs : la voix qu'Obama fait entendre à l'extérieur est éthiquement légitimée par les réformes qu'il entend engager aux Etats-Unis.

Ceci suscite des inquiétudes chez les extrémistes israéliens, et plus généralement la droite israélienne, ainsi que chez les anti-impérialistes occidentaux.

Yossi Blum Halévy, s'exprimant au nom de la « Ligue de défense juive », signe un papier hystériquement intitulé « Malheur au monde libre d'avoir Obama pour dirigeant » où il donne voix de manière symptomatique aux craintes israéliennes suscitées par le nouveau discours américain ; on peut y lire entre autres que :

Le discours du Président des États Unis d'Amérique Obama au Caire le 4 juin 2009 sera voué à l'opprobre éternel. En cette journée-ci, le monde a vu le dirigeant de la seule super-puissance sur Terre, le leader des nations éprises de liberté, de paix et de cohabitation prononcer un discours qui n'était qu'abdication, flatterie, soumission et servilité à la force montante du Djihad islamique mondial. La grandeur américaine ne sera plus qu'un souvenir. [...] (Blum Halévy) (1)

Ces propos excessifs ne devraient pas cacher la réalité de l'union sacrée à vrai dire entre les États-Unis et Israël, basée non pas sur une morale commune ni même sur une lutte contre le terrorisme qui vient se substituer au rôle important qu'aurait joué Israël pendant la Guerre froide, mais sur le redoutable travail mené par le lobby pro-israélien à Washington (Mearsheimer et Walt). Les attaques virulentes contre Hillary Clinton et les coups plus ou moins implicites portés à Obama dans la presse d'un Rupert Murdoch attestent d'une certaine nervosité dans ces milieux mais aussi leur détermination à continuer à orienter la politique étrangère américaine (2).

Dans le même temps, Obama est taxé de néo-impérialisme par d'autres, à l'instar de Patrick Martin, qui écrit dans un article intitulé « Obama au Caire, le nouveau visage de l'impérialisme » et publié sur le site du célèbre journaliste belge Michel Collon, connu pour ses positions sévères à l'égard d'Israël. Pour Martin, le discours du Caire tait les intentions impérialistes de l'Amérique :

Dans son discours, Obama réfute l'idée qu'on puisse taxer l'Amérique « d'empire égocentrique » – ce qu'elle est effectivement – ou que les USA cherchent à obtenir davantage de bases, davantage de territoires ou davantage d'accès aux ressources naturelles du monde musulman. La

---

(1) Les références (nom de l'auteur suivi ou non du numéro de la page) sont données immédiatement entre parenthèses après la citation. Elles renvoient à la bibliographie en fin d'étude.

(2) Le livre de Mearsheimer et Walt trace la genèse et révèle les multiples ramifications et le profond enracinement dans les milieux politiques américains (notamment au Congrès) de ce lobby.

guerre en Afghanistan est selon lui « une guerre par nécessité », provoquée par les attaques terroristes du 11-Septembre. L'administration Bush-Cheney tenait exactement le même argument à l'époque, passant sciemment à la trappe les véritables intérêts matériels en jeu. En réalité, la guerre en Afghanistan participe de la prétention impérialiste des Etats-Unis à contrôler totalement les principales réserves mondiales de gaz et de pétrole : le Golfe persique et le Bassin de la Caspienne. (Martin)

Obama, nouvel empereur de la Maison blanche ? Pour Patrick Martin, il n'y a nul doute sur les véritables visées de l'Amérique :

Le propos plus vague, plus fleuri, les références de pure forme à la culture islamique ou à l'égalité des droits des nations, tout ça n'est qu'une variante réajustée du langage dont on drape habituellement les politiques impérialistes américaines ; aucun changement substantiel. Obama n'a pas fait la moindre proposition pour que soient réparés les torts faits aux populations du Proche-Orient, pour la bonne et simple raison que, fondamentalement, la source même de cette oppression est le système de pillage et de domination impérialiste du monde, dont l'impérialisme américain reste la pire expression. (*ibid.*)

Ainsi, si la droite israélienne a bien perçu le danger que peut représenter Obama et son administration pour leurs intérêts unilatéraux, les mouvances gauchistes occidentales ne voient chez Obama aucun changement substantiel en termes de politique étrangère américaine. La méfiance est un peu plus nuancée chez le Hezbollah dont la télévision, *al Manar*, réagissant à chaud, exprime ses doutes sur les véritables intentions américaines :

[...] Il est vrai que le président américain a mentionné la Palestine par son nom, mais il a réduit les droits historiques (des Palestiniens) à la feuille de route qui est une impasse adoptée du temps d'Ariel Sharon. Tout en demandant aux Palestiniens d'abandonner leur résistance à l'occupation, il a blâmé légèrement Israël pour la continuation de sa politique de colonisation et pour la crise à Gaza et en Cisjordanie (3).

En revanche, on perçoit chez le chef politique du Hamas, Khaled Mechaal, une note plus positive, bien que la prudence soit également de mise chez lui :

---

(3) Cette citation et la suivante sont extraites du site « Nouvelles d'Orient », un des blogs du *Monde diplomatique*. Alain Gresh y compile un ensemble de réactions immédiates au discours d'Obama. URL :

<http://blog.mondediplo.net/2009-06-07-Quelques-reactions-au-discours-d-Obama>

Le discours était intelligemment écrit pour s'adresser au monde musulman et dans la manière dont il a montré du respect pour l'héritage musulman. Mais je pense que ce n'est pas suffisant. Ce dont on a besoin, ce sont des actes, des actes sur le terrain, un changement de politique.

Il est clair qu'Obama en tant que président des États-Unis va continuer d'inscrire son pays dans la même perspective que ses prédécesseurs, car, comme d'aucuns le savent, en Amérique le président n'a pas les mains entièrement déliées, mais doit faire avec le vote du Congrès, la presse et les médias et les puissants groupes de pression pro-israéliens qui, aux dires des spécialistes, sont très influents sur la vie politique et médiatique américaine (Mearsheimer et Walt).

De l'autre côté, l'élection d'Obama équivaut à une force de rupture au sein de la société américaine. Elle est d'abord et bien évidemment raciale. L'élection d'Obama est le résultat d'un processus puissant mis en place dans les années 60, décennie de sa naissance marquée par un puissant désir de redéfinition de l'identité américaine et de changement par là de la réalité raciale. On peut voir dans l'élection d'Obama le fruit éclatant du « rêve » de Martin Luther King mais aussi de la colère de Malcolm X; en ce sens, elle valide les idéaux américains et légitime le rêve américain, mais en même temps, bien qu'implicitement et inévitablement, met le racisme à l'index (4).

Mais les années 60, c'est aussi le mouvement de libération des femmes, la contre-culture, le rejet de la guerre du Vietnam... ; c'est en bref une période où une bonne partie de l'Amérique jusque-là réduite au silence se bat pour prendre la parole et faire reconnaître ses propres aspirations. Les textes chantés de Bob Dylan, surtout ceux de la première moitié de la décennie, en sont une puissante synthèse. L'une

---

(4) Inévitablement, car l'élection d'Obama provoque des réactions racistes plus ou moins intenses, plus ou moins hypocrites. Pendant la campagne électorale, Sarah Palin a pu fournir quelques exemples évidents. On a vu dans la caricature présentant un singe abattu parue dans *The New York Post*, propriété de Rupert Murdoch (qui est très proche des néo-conservateurs), une représentation perverse d'Obama. Il en est de même de l'expression « vous mentez » (*you lie*) lancée par le député Joe Wilson à Obama pendant sa présentation de la réforme du système de santé au Congrès, et ce au mépris de toutes les règles de bienséance qui interdisent toute intervention ou interruption pendant un discours présidentiel au Congrès. Ce député, qui vient de la Caroline du Sud, reproduit un stéréotype racial bien connu dans les états du Sud : les Noirs seraient des menteurs.

d'entre elles est intitulé à juste titre « The Times they are a-changing ». La prise de parole ne n'est pas faite sans violence et sa répression pouvait trouver sans vergogne toute justification nécessaire dans la guerre froide *en cours* entre les deux « blocs » et dans le « leadership » du monde ou bloc occidental assumé par l'Amérique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les forces de changement mises en mouvement dans les années 1960 *n'ont pas épuisé leur énergie*. Les acteurs ou symboles les plus significatifs des changements en cours ont été emportés par la violence (5).

De l'autre côté, on a la débandade de l'armée américaine au Vietnam, événement qui allait longtemps traumatiser le camp majoritaire. Est-ce un hasard de voir surgir ces énergies frustrées tout au long des décennies suivantes, tel un refoulé qui ne cesse de faire retour ? Notons surtout le « retour » du général Colin Powell, « héros » de la guerre du Vietnam, secrétaire d'Etat pendant l'invasion de l'Irak, mais aussi fer de lance de la première guerre du Golfe initiée par Bush père. Celui-ci perd les élections au profit d'un certain William (dit Bill) Clinton autrement rattaché aux années 60, dont il évoquait les aspirations égalitaires, notamment sur le plan racial. Ne l'appelait-on pas « premier président noir » des États-Unis ? Les espoirs inaboutis des années 60 ont pu trouver une vitalité nouvelle dans l'arrivée au pouvoir du couple Clinton (6).

Obama s'est d'abord fait remarquer par un discours qu'il a prononcé sur la guerre d'Irak, et dans lequel il s'est farouchement opposé à la vision néo-impérialiste de Bush, notamment l'invasion de l'Irak. Cette prise de position, le thème de l'égalité raciale que sa seule

---

(5) A commencer par le premier et jusqu'à présent seul président catholique des États-Unis, abattu à Dallas en 1963. Malcolm X, grand leader musulman noir, sera lui-même abattu deux ans plus tard, suivi de Martin Luther King, la figure la plus significative du mouvement pour les droits civiques, lui aussi abattu d'un coup de fusil en 1968.

(6) Les minorités et les femmes ont obtenu, certes, des textes de loi favorables à leur cause, tel le *Civil Rights Act* de 1964 qui a mis un terme à la ségrégation raciale à l'œuvre dans les états du Sud depuis un siècle. Néanmoins, si certains aspects de la réalité concrète se sont améliorés, l'essentiel, c'est-à-dire l'égalité raciale, n'a pas été atteint. Que le plus gros des militants de la non-violence, mouvement initié principalement par Martin Luther King, aient rejoint les thèses radicales de Malcolm X et ce après l'adoption du *Civil Rights Act* de 1964, en est l'illustration la plus évidente mais aussi la plus tragique eu égard aux émeutes raciales particulièrement violentes qui ponctuèrent la seconde moitié de la décennie.

personne fait vibrer mais qui est surtout l'une des parties constituantes de son discours politique, son idéalisme universaliste..., le rattachent significativement aux aspirations des années 60. Son élection peut donc être perçue comme l'aboutissement de certaines des promesses de l'une des décennies les plus importantes de l'histoire d'Amérique, puisqu'elle équivaut à la mise en crise des fondements mêmes de l'Amérique. Les réalités que l'Amérique a pu mettre sur les marges, à rendre invisibles (7) ou inaudibles, tout en continuant d'être sûre de ses valeurs universelles et de son exceptionnalisme en tant que société de l'égalité des chances pour tous. En ce sens, l'élection d'Obama équivaut à la mise en valeur des fondements idéalistes de l'Amérique.

L'Amérique est en effet dotée de textes fondamentaux et fondateurs qui présentent des constantes mais dont l'interprétation fixe des lignes de conduite différentes ou analogues selon qu'on s'appelle Kissinger ou Hillary Clinton, Bush ou Obama, Reagan ou Roosevelt. On ne peut donc considérer l'Amérique comme une réalité monolithique ou unidimensionnelle ; c'est une société qui a certes ses spécificités sociales, historiques ou culturelles, mais qui est en même temps traversée par des forces hétérogènes. Il faut reconnaître cependant qu'il y a une forme de consensus que l'Amérique réussit à créer autour de questions fondamentales relevant d'une éthique fédérative, communément appelée *the American way of life*.

Ce qui m'intéresse dans le discours d'Obama, ici, c'est surtout ce qui en lui dit des constantes américaines, les thèmes américanistes qui permettent d'identifier une éthique commune susceptible d'unir l'Amérique et le reste du monde. Ceci est pour dire que le discours du Caire est certes adressé aux musulmans, mais il est dans le même temps et essentiellement un discours sur l'Amérique, sur ses textes fondateurs, son éthique, sa vision, son identité non seulement nationale mais humaine, universelle.

Le choix du lieu est ici important. L'Égypte est certes un pays habité par une population majoritairement musulmane, et l'hommage

---

(7) La métaphore de l'invisibilité raciale structure l'un des romans américains les plus significatifs du XX<sup>e</sup> siècle, *Invisible Man (Homme noir, pour qui chantes-tu ?)*. Ralph Ellison y met en scène l'itinéraire inabouti d'un jeune Noir américain qui découvre toutes les formes de la réduction raciale et de la négation identitaire, notamment chez ceux parmi les Blancs qui prétendent défendre la cause des Noirs.

rendu par Obama à l'université al-Azhar salue l'action culturelle et scientifique initiée il y a longtemps par l'islam dans le pays. Le Caire est par ailleurs l'une de ces grandes villes fondées par les musulmans. Or, il y a une autre dimension, symbolique, celle-ci : le symbole est ici non seulement l'islam, mais, au-delà, le monde dans son ensemble. L'Égypte, pays africain, est l'un des berceaux de la civilisation humaine et, contrairement au président Sarkozy qui définit l'Afrique comme une entité hors histoire et hors civilisation, Obama répond indirectement à cette supercherie intellectuelle en marquant la contribution africaine à la civilisation humaine, par le truchement de l'Égypte pharaonique, thème essentiel chez de nombreux Afro-Américains.

Ceci est pour dire que les musulmans ne sont pas les destinataires exclusifs du discours d'Obama, puisque celui-ci s'adresse en même temps à l'ensemble de l'humanité, en vertu d'un projet global dont la visée est le rapprochement entre les peuples selon une logique de partenariat qui valorise les notions d'interdépendance et d'interculturalité. Ne pas percevoir cette dimension, c'est se tromper sur les objectifs et sur le sens même de ce discours, qui reste pour moi un vrai discours *américain*, à savoir inscrit dans la tradition universaliste des discours des grands présidents américains, dont le propos s'inspire certes de la réalité concrète immédiate, mais aussi de discours globaux et de mythes fondateurs, associant ainsi pragmatisme et idéalisme.

L'Amérique est en effet dotée de textes fondamentaux et fondateurs qui fixent la ligne de conduite individuelle et collective, mais ces textes sont suffisamment ouverts pour se prêter à des interprétations différentes, selon qu'on s'appelle Kissinger ou Hillary Clinton, Bush ou Obama, Reagan ou Roosevelt. L'Amérique est traversée par des forces hétérogènes qui nous empêchent de la considérer comme un tout monolithique ou homogène. Il faut reconnaître cependant qu'une certaine unité se dégage tant bien que mal et qu'un certain consensus cimenter la société, grâce aux discours fondateurs auxquels les présidents ne cessent de se référer. Ainsi, ce qui m'intéresse ici dans le discours d'Obama, c'est surtout ce qui en lui dit des constantes américaines, les thèmes américains qui permettent d'identifier cette éthique commune.

Je parlerai donc de ce discours tel que mon *oreille américaniste* l'a entendu ! À vrai dire, je l'écoute non pas avec deux oreilles, mais trois !



C'est que, outre mon intérêt d'américaniste, ce discours stimule ma curiosité de musulman et me pousse à m'interroger sur les véritables intentions de l'Amérique dans la région. Je sens par ailleurs, en tant que musulman (ou personne de *culture* musulmane), que ce discours engage avec moi un débat sur la modernité de l'islam et sa capacité ou non d'évoluer. Une bonne partie des solutions recherchées passe nécessairement par cette évolution. Enfin, j'ai écouté Obama avec une oreille française, à savoir laïque. La France est comme le Maroc l'un des tous premiers pays à avoir reconnu la jeune république américaine. Bien plus, elle a soutenu les indépendantistes américains dans leur lutte contre la couronne britannique. La France, c'est aussi le pays de Voltaire et de Rousseau qui a fait, peu de temps après l'Amérique, sa propre Révolution en proposant sa propre définition du concept de nation, notamment en séparant de manière nette, voire brutale, la religion et la *res publica*.

La lecture de ce discours doit en un premier temps le situer dans son contexte national et international, pour mieux saisir les ruptures qu'Obama introduit vis-à-vis de l'administration précédente. Une analyse rapprochée du texte fera ensuite apparaître comment ces changements rejaillissent sur sa façon de parler de l'islam et des musulmans, laquelle passe par une interprétation des textes fondateurs américains propre à Obama. Se contenter de ces aspects, c'est manquer l'essentiel, à savoir la manière qu'a Obama de définir l'Amérique ou la réinventer. Enfin, je souhaite mettre en lumière ce qui semble être la véritable visée d'Obama, celle qui consiste à construire un monde meilleur *avec* les musulmans, pas *contre* eux ni malgré eux. Mais alors, selon quelle éthique commune et quels objectifs communs ?

D'aucuns voient dans ce discours une nouvelle ère dans les relations entre l'Amérique et les pays musulmans. Les acteurs de la politique étrangère américaine, les services culturels dans les ambassades... traduiront ces propos en actes. Il faut néanmoins compléter l'analyse en reformulant ses axes fondamentaux : Obama parle aux musulmans d'Amérique et d'islam. C'est dans ce cadre-là que je souhaite situer mon propos.

## Chapitre premier

### Tensions et intentions

Le discours d'Obama, ses perspectives et sa justification sont déterminés par un contexte géopolitique d'ensemble, dont l'analyse intégrale dépasse le cadre de cette étude. L'Iran, le conflit israélo-arabe, la refonte de la carte politique du Moyen-Orient, l'Irak, le Liban, l'Afghanistan, les ressources énergétiques, la concurrence chinoise, l'union monétaire européenne... constituent de manière contiguë une réalité économique, politique, humaine globale qui mérite une étude appropriée et étendue (8). On peut néanmoins retenir, pour ce qui nous concerne ici, que le Moyen-Orient, autrefois berceau de grandes civilisations, est aujourd'hui le nerf même du globe, son point névralgique. L'Amérique en fait une affaire de politique intérieure, puisque, beaucoup plus que pour d'autres pays occidentaux dont le soutien à Israël est plus rationnel et plus équilibré, sa propre sécurité dépend du rythme auquel bat le cœur du Moyen-Orient.

Si la priorité sécuritaire marque une continuité entre l'administration Obama et la précédente (Obama rappelle dans le discours du Caire que la première responsabilité de la fonction présidentielle est de protéger les Américains), on perçoit néanmoins chez Obama une nette rupture avec le discours de l'administration Bush, qui a perfidement et stratégiquement fait des problèmes objectifs qui opposent l'Amérique au monde musulman depuis le début des années 60 un conflit inter-civilisationnel censé dresser le monde de la civilisation et de la liberté, mené par l'Amérique, contre le monde de la terreur et de la barbarie. Certains promoteurs de cette manière de haine inter-civilisationnelle n'hésitaient pas à comparer la carte mondiale actuelle à celle qu'a connue Rome, afin de justifier les intentions impérialistes de l'Amérique de Bush. C'est donc d'abord ce premier point, à savoir la rupture avec le discours précédent, qui explique en partie le sens du discours d'Obama qui à l'évidence tient à réconcilier l'Amérique avec le monde musulman et, bien plus, affranchir l'ensemble des relations américano-islamiques de l'emprise belliciste, pour les

---

(8) Signalons trois études intéressantes où ces questions politiques et stratégiques sont utilement développées : l'article de Jean-Loup Samaan et les deux études de Pierre Razoux et de Jacques Charmelot, toutes deux parues après le discours du Caire.

inscrire dans une logique de partenariat. Aussi le projet d'Obama doit-il d'abord déconstruire avant de construire.

Pour aller à l'essentiel, disons que la philosophie de l'administration Bush émane d'un ensemble de discours (ouvrages universitaires, rapports internes, publications de *think tanks*, propos réitérés dans certains médias et certaines églises ou messes télévisuelles...) qui visent tous à réhabiliter les démons de la toute-puissance, afin de dominer le monde arabo-musulman (ainsi que l'Afrique) et faire main basse sur ses ressources naturelles, et ce, comme au temps du colonialisme au XIX<sup>e</sup> siècle, au nom de la civilisation et du bien. Cette vision, également déterminée par les années Reagan qui voulait terrasser l'« empire du mal », commence à être nettement formulée au début des années 1990 pour être transformée en action politique dès l'arrivée de Bush au pouvoir. Elle est bien résumée par la célèbre thèse de Samuel Huntington sur le « clash des civilisations », présentée dans une célèbre conférence de 1992 intitulée « The Clash of Civilizations ? », et publiée par la suite dans la revue *Foreign Affairs* (Été 1993). Il y apparaît nettement que l'axe conflictuel entre les civilisations n'est autre que celui qui oppose « l'Occident à l'islam depuis plus de 1300 ans », comme si l'« Occident » était une réalité objective en soi qui existe depuis 1300 ans ! Cette thèse est développée ensuite dans l'ouvrage *le Clash des civilisations*, où on peut lire entre autres ceci :

Les Américains ne considèrent pas l'islam, son peuple, sa religion ou sa civilisation comme des ennemis de l'Amérique. Les militants islamiques, religieux ou laïques, en revanche, considèrent l'Amérique, son peuple, sa religion et sa civilisation comme des ennemis, et l'Amérique n'a pas d'autre choix que de leur rendre la pareille (Huntington 349-350).

Ce processus qu'on peut nommer *othering* ou « mise en altérité », s'appuie sur un simplisme de structure binaire dont le but est d'aboutir à une justification morale : je suis bon, l'autre est mauvais, donc je suis *obligé* de devenir mauvais. Cette formation en miroir de l'identité nationale et même, ici, transnationale (puisque l'Amérique parle pour l'« Occident »), révèle en vérité la nécessité du « clash des civilisations », puisque, au dire même de l'historien, l'identité nationale américaine se constitue dans le regard *hostile* de l'autre : « L'hostilité musulmane encourage les Américains à définir leur identité en termes religieux et culturels comme la guerre froide avait favorisé la définition politique de cette identité. » (*ibid.* 350) Le « clash des

civilisations » n'est ainsi aucunement une réalité en soi, mais une manière de fabrication de l'« ennemi utile » par détours douteux, dont la référence forcée à un soi-disant essentialisme culturel.

C'est la philosophie même du « Project for the New American Century », *think tank* dont les théories inspirent et justifient l'intervention militaire en Iraq, bien avant les événements du 11-Septembre 2001 ! Ce *Think tank* néo-conservateur appelle en effet à l'orientation de la future politique étrangère américaine en fonction de la domination militaire, qui, seule, permettra à l'Amérique de défendre ses « principes et intérêts », et ce au nom de la « grandeur » (*greatness*) américaine et ses « responsabilités » comme leader mondial absolu (*responsibilities of global leadership*). Afin de maintenir et d'étendre davantage « l'influence américaine dans le monde », la nation doit se doter du droit d'intervention par préemption, partout où ces intérêts sont menacés (9).

Cette conception date dès le début des années 1990, lorsque Bush père présente au Congrès le 11-Septembre 1990, sa vision d'un « nouvel ordre mondial », unilatéralement dominé par les États-Unis. Paul Wolfowitz, alors sous-secrétaire d'état à la défense, donne une forme théorique à cette vision en rédigeant la *Defense Planning Guidance* pour la période fiscale 1994-1999, document connu officieusement sous le nom de « Wolfowitz Doctrine ». Ce document interne au Pentagone sera secrètement communiqué au *New York Times* qui le publie, ce qui a pour effet de provoquer un véritable tollé, vu les revendications impérialistes clairement affichées : unilatéralisme, interventions militaires préemptives, revendication du statut de superpuissance... Le document est révisé par le ministre de la défense, Dick Cheney, et le chef des armées, Colin Powell, qui reformulent les termes radicaux de la version initiale avant de la présenter officiellement. L'élection de Bill Clinton empêche ce projet d'aboutir, mais, comme on sait, l'arrivée au pouvoir de Bush fils permettra de le mener à terme, en défiant le droit international et en se passant de toute concertation inter-étatique au sein de l'ONU.

Toute une rhétorique dont la source est constituée par des *think tanks*, des journalistes, des intellectuels, des universitaires..., cherche

---

(9) Voir le site de ce *think tank*.

<http://www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm>

à donner à la notion d'impérialisme ses lettres de noblesse. Il en est ainsi de Jim Garrison, président conservateur du « State of the World Forum », dont les propos suivants extraits de son livre *America as Empire* (2004) sont assez éclairants sur la différence entre la vision des « libéraux » (au sens spécifiquement américain du terme) et des conservateurs, les premiers réfutant l'idée d'un empire américain, les seconds, au contraire, prônant l'unilatéralisme :

[...] Liberals are uncomfortable with the notion of an American empire because they are uneasy with the fact that America has so much power, especially military power. They would prefer that America simply be part of the community of nations, perhaps a first among equals but an equal nevertheless, and use its power to further human welfare. Conservatives, on the other hand, are jubilant that America is finally breaking out of multilateral strictures and is unilaterally asserting its imperial prerogatives abroad. For them, national self-interest, enforced by military supremacy, should be the guiding principle of U.S. policy (Garrison 5).

En vérité, cet auteur comme beaucoup d'autres, d'ailleurs, se base sur les idées de Kissinger telles qu'exposées dans *Diplomacy*, à savoir que l'ordre doit avoir la primauté sur la scène internationale, puisque il est seul capable d'assurer la paix. Et comme on peut s'y attendre, pour garantir l'ordre, il faut utiliser la force militaire. Cependant, la ligne de partage entre conservateurs et libéraux n'est pas toujours aussi nettement désignée. Clinton a continué à lancer, bien que sporadiquement, des missiles sur l'Iraq et n'a pas arrêté l'embargo imposé à l'Iraq par son prédécesseur conservateur. Il a également mis un terme aux terribles violences perpétrées par les Serbes en Bosnie, grâce aux bombardements massifs de Belgrade. Ceci étant dit, il convient de noter que Clinton a promu la « diplomatie économique » qui, comme l'écrit Pierre Guerlain, « unissait puissance commerciale et *soft power*, sous l'influence de son théoricien Joseph Nye ». (Guerlain 10) (10).

---

(10) Le célèbre conseiller de Clinton s'est lui-même inspiré des idées de l'activiste et théoricien communiste italien Antonio Gramsci qui avait défini depuis longtemps et à sa manière la notion de « *soft power* », émanation et pratique de la société civile dont l'hégémonie se base sur le consensus et à la diffusion de l'idée, qu'il oppose au « *hard power* », expression qui désigne l'hégémonie étatique telle que basée sur l'emploi de la force.

On ne peut encore juger la politique globale d'Obama ; on ne peut se prononcer pour l'instant que sur ses propos et les projets qu'il annonce. Il est évident que son discours rejette la thèse du clash des civilisations, et que sa politique étrangère n'adhère pas à l'idée de la suprématie mais cherche à valoriser, au contraire, l'interdépendance et le partenariat.

Ce qu'il dit du conflit entre les musulmans et Israël, s'inscrit dans un cadre éthique global où la dimension du dialogue inter-civilisationnel est mise en valeur.

Le président américain rejette clairement le refrain ressassé par les Néo-conservateurs sur la « guerre des civilisations », mettant plutôt l'accent sur les points communs entre l'Amérique et l'islam, et ceux-ci sont nombreux selon lui.

Aussi substitue-t-il au terme de « terroriste » qu'affectionnait Bush le terme employé au pluriel, qui plus est, d'« extrémismes », prudemment suivi de l'expression « de tous bords » pour bien montrer qu'il ne fait pas de la violence un essentialisme islamique.

Il parle du Hamas, listé par l'administration Bush parmi les organisations terroristes, comme d'un parti qui « jouit du soutien de certains Palestiniens », même s'il doit, dit-il, « reconnaître ses responsabilités » en mettant « fin à la violence » et en reconnaissant « les accords passés et [...] le droit à l'existence d'Israël ».

L'intérêt pour le monde arabe et musulman est bien réel chez Obama qui ne manque pas une occasion pour adresser des signes positifs au monde musulman, preuve de sa volonté de fermer les entailles ouvertes par l'administration Bush. Obama a significativement accordé son premier entretien télévisuel à Al-Arabiya ; il a surtout adressé son premier appel téléphonique au président de l'Autorité palestinienne ; son envoyé spécial au Moyen-Orient, George Mitchell, est un Arabe-Américain. Au-delà des Arabes, le président américain a adressé un message à l'occasion du Nouvel An iranien au président Ahmadi-Nadjad et son discours d'Ankara a été apprécié dans le monde musulman.

C'est que l'une des priorités d'Obama est la résolution du conflit arabo-palestinien. Dans son discours du Caire, il rappelle que :

Les liens solides qui unissent l'Amérique à Israël sont bien connus. Cette relation est immuable. Elle se fonde sur des liens culturels et historiques et sur la reconnaissance du fait que l'aspiration à un territoire juif est ancré dans un passé tragique indéniable (11).

Il ne peut échapper ici l'extrême difficulté dans laquelle se trouve Obama, président qui hérite d'une tradition profondément enracinée et qui relève d'une dimension quasi mythique. En rappelant l'immuabilité des relations américano-israéliennes, Obama inscrit, tout comme ses prédécesseurs au moins depuis John Kennedy, la relation dans les temps infinis du mythe. Si comme le déclare Obama « les liens solides qui unissent l'Amérique à Israël sont bien connus », la nature de ses relations est en réalité peu connue. John Mearsheimer et Stephen Walt, deux éminents universitaires américains dont la sympathie pour Israël est certaine, ont démontré dans leur excellent ouvrage *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine* (12), que la politique arabe américaine est en vérité orientée non pas par les intérêts américains ni par une soi-disant éthique commune, et encore moins par des liens culturels et historiques, mais bien par les intérêts du lobby pro-israélien qui connaît parfaitement les arcanes du pouvoir à Washington, et qui a ainsi pu pousser l'Amérique à mener une politique désastreuse pour l'Amérique, telle l'invasion de l'Iraq en 2003 (13).

Obama est bien évidemment conscient de la puissance des groupes de pression pro-israéliens à Washington, et son discours en tient compte en toute logique. Néanmoins, on perçoit dans ses propos une ouverture dont aucun autre président américain n'a fait jusqu'à preuve sur ces questions. Pour la première fois, on entend non pas des paroles démagogiques qui arrangent exclusivement les Israéliens, mais un *discours de vérité*. Notons dans le passage suivant comment le président Obama reconnaît la dimension « intolérable » de la situation des Palestiniens, et comment il fait équivaloir leur souffrance

---

(11) J'utilise la traduction française du Bureau des services linguistiques du département d'État américain, en y apportant des modifications quand cela me semble nécessaire. URL :

<http://www.america.gov/st/peacesecfrench/2009/June/20090604162956eaifas0.5829126.html>

(12) L'ouvrage a paru en 2007 aux États-Unis sous le titre *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, chez Farrar, Strauss & Giroux. Il est très bien documenté, réaliste et d'une grande honnêteté intellectuelle.

(13) Sur ce point précis, voir *ibid.*, le chapitre 8 en particulier.

avec la création de l'État israélien, en précisant la durée de cette souffrance :

Ceci dit, il est également indéniable que le peuple palestinien, qui regroupe des musulmans et des chrétiens, a souffert en quête d'un territoire. Depuis plus de soixante ans, il connaît la douleur de la dislocation. Beaucoup attendent dans des camps de réfugiés en Cisjordanie, à Gaza et dans des terres voisines de connaître une vie de paix et de sécurité à laquelle ils n'ont jamais eu le droit de goûter. Ils subissent au quotidien les humiliations – grandes et petites – qui accompagnent l'occupation. Il n'est pas permis d'en douter : la situation du peuple palestinien est intolérable. L'Amérique ne tournera pas le dos à l'aspiration légitime du peuple palestinien à la dignité, aux chances de réussir et à un État à lui.

Cette mise en équivalence entre les deux souffrances, l'holocauste et l'occupation, l'évocation du problème des réfugiés, la reconnaissance des « aspiration[s] légitime[s] » du peuple palestinien et de sa souffrance qui dure « depuis plus de soixante », c'est-à-dire depuis 1948, date de fondation d'Israël, soulignent de manière évidente une volonté de changement chez Obama et son équipe quant à la politique étrangère dans cette région du monde. Certes, seul le temps montrera si les propos d'Obama seront *suivis d'effets ou non*. On sait que le gouvernement de Netanyahu n'affiche la moindre inflexion d'orientation politique. Mais à ce stade, il est utile de bien comprendre les intentions d'Obama et son équipe. Son observation sur les colonies est une mise en accusation à peine retenue d'Israël :

Les États-Unis n'acceptent pas la légitimité de la continuation des colonies israéliennes. Ces constructions constituent une violation des accords passés et portent préjudice aux efforts de paix. Le moment est venu pour que ces colonies cessent.

Israël doit aussi honorer ses obligations et assurer que les Palestiniens puissent vivre, travailler et développer leur société. Tout comme elle ravage les familles palestiniennes, la continuation de la crise humanitaire à Gaza ne sert pas à promouvoir la sécurité d'Israël, l'absence persistante de chances de réussite en Cisjordanie non plus. Des améliorations dans la vie de tous les jours du peuple palestinien doivent constituer une partie cruciale de la feuille de route pour la paix (14).

---

(14) Depuis, Obama et sa secrétaire d'état Clinton ont mis de l'eau dans leur vin. Certains spécialistes y voient plutôt qu'un recul une stratégie finement élaborée pour réaliser le but ultime et véritable : la constitution d'un État palestinien. Voir Walt...



Derrière cette critique se dessine la véritable intention d'Obama, à savoir la constitution de deux États :

La seule résolution consiste à répondre aux aspirations des uns et des autres en créant deux États, où Israéliens et Palestiniens vivront chacun dans la paix et la sécurité.

C'est dans l'intérêt d'Israël, dans l'intérêt de la Palestine, dans l'intérêt de l'Amérique, dans l'intérêt du monde. C'est pourquoi je compte personnellement poursuivre un tel aboutissement avec toute la patience et le dévouement qu'exige cette tâche.

La « tâche » en question tient compte de deux paramètres : la mise en valeur de l'éthique islamique en tant que parfaitement adaptée à la modernité et à la démocratie, d'une part, et la relation privilégiée qu'entretient les États-Unis avec Israël, d'autre part. L'Amérique se trouve liée aux deux entités, mais aussi engagée auprès d'elles deux, là où jusque-là, comme on le sait, l'engagement américain auprès d'Israël a toujours été unilatéral depuis un peu moins de cinquante ans. Ce glissement vers une position dialectique d'entre-deux, reste l'un des aspects majeurs de la nouvelle politique qu'Obama s'évertue à mettre en place au Moyen-Orient avec son équipe rapprochée : Hillary Clinton, George Mitchell et Rahm Emmanuel.

Il est central de noter ici comment Obama considère ce conflit non plus comme une affaire régionale, mais comme nationale. La solution définitive qu'il prévoit est celle de deux États comme nous l'avons souligné ; rien de nouveau ici. Cependant, ce qui est nouveau, c'est le cadre éthique universel dans lequel il situe le problème : à savoir la nécessité du dialogue iner-civilisationnel et plus spécifiquement inter-religieux. L'Amérique et son universalisme apparaît dans le propos d'Obama comme le garant le plus crédible pour opérer le rapprochement iner-civilisationnel. L'entre-deux que j'évoquais est donc non pas binaire mais dialectique, puisque l'Amérique se pose ici comme le tiers médiateur entre deux civilisations présentant toutes deux des ingrédients suffisants pour construire un monde de paix pour tous.

Il convient à présent de souligner les grands axes du discours d'Obama afin de mieux saisir la nature du lien qu'Obama veut établir entre l'Amérique et l'islam selon une nouvelle rhétorique et une nouvelle logique. Ceci nous permettra après coup d'analyser la

dimension universaliste de l'Amérique et faire la part entre ce qui y relève de l'ordre de l'impérialisme et de l'engagement en faveur des autres.

## Chapitre 2

### Une diplomatie éthique

La tonalité du discours d'Obama est celle « messianique » des grands présidents américains qui s'inspirent des textes sacrés pour donner de l'espoir aux leurs ; néanmoins, tout en puisant dans une source religieuse ou spirituelle, ils sont avec plus ou moins de conviction guidés par les principes de liberté et de démocratie tels qu'inspirés par la philosophie des Lumières, et tels que traduits en textes de lois ou articles constitutionnels depuis 1788. Il y a en effet chez Obama un idéalisme et un souci moral qui renoue avec les trois grands présidents démocrates du XX<sup>e</sup> siècle : Woodrow Wilson, Franklin Roosevelt et John F. Kennedy. L'idéalisme en question n'est pas abstrait. L'emploi récurrent du « je » dit une mise en équivalence entre l'itinéraire personnel (idée de l'exemplarité), la fonction présidentielle (idée de la responsabilité nationale), et le messianisme universaliste non prosélytique (idée de la responsabilité transnationale) : le « je » d'Obama, où se trouve logée une personnalité à la fois charismatique et métissée, se donne à entendre comme le porte-parole non seulement de l'Amérique mais aussi de l'humanité (15).

L'axe communicationnel établi est autrement dit celui d'un « je » à la fois collectif et biographique s'adressant à un « vous » explicitement musulman, implicitement américain et humain. L'étendue des propos d'Obama va en effet au-delà du destinataire immédiat désigné, le Musulman, pour embrasser le tout. Pourquoi ? Parce que cette relation « je – vous » qui passe en revue les différentes questions bilatérales, est référée à un tiers symbolique, c'est-à-dire à une force d'unification qui transcende les espaces nationaux et culturels. C'est ce tiers symbolique que le discours cherche à faire triompher : il est universel bien qu'à dominante monothéiste. Aussi est-il posé comme un préalable à toute démarche censée rapprocher les peuples ou résoudre les problèmes interétatiques. Cette version moderne – c'est-à-dire démocratique – du messianisme est en même temps objectiviste dans la mesure où elle s'appuie sur le pouvoir de la raison et sur la

---

(15) Cette vérité a été bien perçue par le comité d'attribution du prix Nobel de la paix. Pour la première fois dans l'histoire moderne, un homme politique a pu ainsi insuffler une telle force d'espoir à la majorité des pays.

reconnaissance des limites de la réalité (16). Ainsi, la dimension réaliste à laquelle renvoie l'expression pragmatique d'« intérêts mutuels », est articulée dans la pensée d'Obama avec une éthique universelle où il inscrit sans la moindre ambiguïté l'islam comme civilisation et comme religion.

Dans ce cadre global ainsi délimité par l'idéalisme et le réalisme, le symbolique et le réel, qu'est-ce qu'il y a à la fois de nouveau et de significatif pour les musulmans et les Américains ?

Deux dimensions retiendront d'abord notre attention : l'intertextualité et le dialogisme sous-jacents. J'emploie deux notions littéraires fort utiles ici afin de mettre en évidence la structure du discours d'Obama et, par là, l'étendue de son projet.

Le dialogisme est un concept forgé et développé par le philosophe du langage russe Michael Bakhtine dans les années 1920 et 1930, pour qui la réalité, avant d'être matérielle au sens courant du terme, est d'abord textuelle. L'identité humaine est faite d'un ensemble de discours intégrés au fur et à mesure que la personne mûrit ou se socialise. La personne humaine est construite grâce à l'ensemble des discours *incorporés* (pour employer ici une expression freudienne), ce qui revient à dire que la personnalité n'est pas *monologique* ou synthétique, mais *dialogique* et par là plurielle : faite de discours ou d'instances discursives en dialogue continu. Il n'y donc pas pour Bakhtine un essentialisme identitaire, mais seulement un déterminisme verbal, essentiellement dialogique, car le discours qui nous constitue est lui-même fait d'un ensemble de discours venus de loin sur le plan temporel et spatial.

L'intertextualité est une notion forgée par la sémiologue et psychanalyste française Julia Kristeva dans les années 1960 en se basant sur les travaux de Bakhtine, qu'elle développe avec le groupe Tel Quel et quelques auteurs proches de ce cercle comme Jacques Derrida ou Roland Barthes, pour dire qu'il n'y pas de texte écrit ou oral fait d'une voix unique ; bien au contraire, tout texte est à la jonction de

---

(16) À l'inverse, le messianisme d'un George W. Bush peut être dit subjectiviste, dans le sens, ici, de fantasmatique. Le scénario fantasmatique du sujet empiète ici dangereusement sur la chose publique, d'où ces délires de toute-puissance et cette de certitude d'être investi par une mission divine, dangereusement convertis en actions politiques et militaires.

plusieurs textes et porte de ce fait plusieurs voix *dont* celle de son auteur, non pas maître de son discours mais humble véhicule d'un tissu de voix auxquelles s'ajoute la sienne au moment de la production de son texte. Avant d'être un inspiré, l'écrivain ou le poète est d'abord un lecteur assidu et curieux qui *cite* dans ses propres textes d'autres écrivains ou poètes que ce soit de manière implicite ou explicite, inconsciente ou consciente. C'était reconnaître par là que la littérature s'inscrit dans un espace symbolique où l'écrivain avant d'être un créateur reste un relais qui transmet d'autres textes intégrés dans le sien, ce qui leur permet aussi de revendiquer l'autonomie de la littérature et de l'affranchir de l'emprise de la réalité comme c'est le cas dans le courant réaliste ou naturaliste. Il n'y plus de littérature, d'ailleurs (au sens d'une institution dont les lois sont fixées par l'idéologie dominante, c'est-à-dire bourgeoise), mais seulement une activité : l'écriture.

Ceci étant dit, l'intertextualité, outre sa dimension formelle telle que mise en lumière par les auteurs qu'on vient de citer ainsi que d'autres, reste pour moi essentiellement inscrite dans l'interculturalité. Citer un texte, c'est citer non pas un simple énoncé, mais l'ensemble des codes culturels, l'ensemble de l'imaginaire social, historique et linguistique d'où il vient. La citation, implicite ou explicite, parodique ou satirique, est une mobilisation de réalités trans-textuelles globales. Ceci est pour dire d'emblée que l'intertextualité coranique qui traverse le discours d'Obama, n'est pas un simple jeu littéraire, mais une forme de reconnaissance interculturelle, une inscription de l'islam dans un texte universel commun.

Le Coran est en effet cité comme un texte universel, à savoir porteur d'un *enseignement* pour toute l'humanité. La dimension éthique et didactique de l'islam est particulièrement soulignée par Obama :

Le Saint Coran nous enseigne que quiconque tue un innocent tue l'humanité tout entière, et que quiconque sauve quelqu'un, sauve l'humanité tout entière.

[...]

Le Saint Coran nous dit : « Humains ! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et Nous avons fait de vous des nations et des tribus, pour que vous vous connaissiez mutuellement. »

C'est la première fois dans l'histoire contemporaine qu'un président occidental se réfère tant et si bien au Coran dans un discours

politique. Le Coran n'est généralement cité en Occident pendant les trois dernières décennies, que pour souligner son arriérisme et ses appels au meurtre supposés. Obama prend à contre-pied le discours courant en citant le Coran comme un texte exemplaire, comme une source d'inspiration : « Comme nous le dit le Saint Coran, "Crains Dieu et dis toujours la vérité". C'est ce que je vais essayer de faire aujourd'hui – de dire la vérité de mon mieux, rendu humble par la tâche qui nous attend [...]. »

Démagogie ? Non, parce que ce dialogisme, le métissage culturel, l'ouverture spirituelle sont des forces constituantes de la personnalité d'Obama comme il n'a cessé lui-même de le déclarer. Le rejet du monologisme est en même temps un rejet de toute prétention de maîtrise du discours, puisqu'il est question d'être « humble » et d'apprendre auprès des autres, non de leur apprendre ce qu'ils doivent faire ou penser.

Les différences sont reconnues dans le respect et les frontières religieuses et culturelles abolies ; le sentiment de toute-puissance monologique auquel Bush a habitué le monde, notamment musulman, est évacué. La culture et l'histoire musulmanes sont non seulement intégrées dans le discours d'Obama par le jeu citationnel, elles sont reconnues comme une composante essentielle de l'histoire d'Amérique :

Le doute n'est pas permis : l'islam fait bel et bien partie de l'Amérique. Et je suis convaincu que l'Amérique contient en elle la proposition vraie qu'indépendamment de notre race, de notre religion ou de notre condition sociale, nous aspirons tous à la même chose – vivre dans la paix et la sécurité ; faire des études et travailler dans la dignité ; aimer notre famille, notre communauté et notre Dieu. C'est cela que nous avons en commun. C'est l'espoir de l'humanité tout entière.

L'emploi d'expressions en arabe ou de formules islamiques, l'intertextualité coranique et islamique, disent dans le discours d'Obama non seulement une ouverture d'esprit, mais une volonté intégrationniste de l'islam comme culture universelle, échangeable, inter-agissante. En vérité, la vision intégrante est aussi reconnaissante puisque l'islam a fait, à côté d'autres civilisations, l'histoire de l'humanité, vérité que les Américains, en dehors du cercle restreint des initiés ou des minorités musulmanes, généralement ignorent.

Obama donne de nombreuses références en ce sens, et il a raison. Inutile de s'attarder sur la validité historique, qui est certaine, de ces propos. Ce qui est important pour nous ici, c'est la dimension politique de cette reconnaissance, laquelle va au-delà de l'histoire de l'Amérique pour embrasser l'histoire civilisationnelle occidentale.

Il ne s'agit pas d'un simple compliment, mais, eu égard à ce qui a été précédemment dit, l'indication d'une nouvelle orientation dans les relations éthiques et politiques entre l'Amérique et l'islam. Au-delà même de l'Amérique, c'est au nom de l'Occident qu'Obama parle ici pour souligner que l'Occident et l'Orient ont une histoire commune, certes faite de conflits (peut-être a-t-il en tête les huit croisades qui ont eu lieu entre 1095 et 1291), mais aussi d'échanges commerciaux, culturels et scientifiques qui ont fait avancer l'humanité. Ce faisant, il transmet deux messages tous deux adressés prioritairement aux Occidentaux : le premier souligne l'existence d'une mémoire commune, là où l'Occident aime à se voir comme né de lui-même. La reconnaissance du passé appelle à une meilleure évaluation du présent et ses possibilités constructives. Le second met l'accent sur les possibilités créatives, progressistes de l'islam.

L'islam a été exclu de l'histoire même des civilisations : l'islam brille par son absence en tant que culture et en tant que civilisation. On met l'accent sur les conquêtes, mais pas sur les apports médicaux, scientifiques, musicaux ou même linguistiques. On aime à souligner exclusivement les origines étymologiques grecques ou latines des mots notamment savants ; l'enseignement de la philosophie procède à un saut elliptique de plusieurs siècles (pas moins d'une vingtaine !) pour relier la « renaissance » à l'origine grecque unique, procédant ainsi à un meurtre symbolique ou une négation de l'autre. Souvent, la négation est symptomatique ; ainsi, quand les historiens s'étonnent de voir s'épanouir soudainement et sans la moindre justification sociologique ni explication historique, un genre poétique fin, la poésie de l'amour courtois au Moyen-Âge, rares sont ceux qui s'en remettent à l'objectivité ou à l'amour de la vérité pour reconnaître que cette poésie lyrique et raffinée qui glorifie la femme, n'est autre que la reprise en langue provençale du Languedoc, de la poésie andalouse et des *mouachahates*. Quand on entend un grand intellectuel dont l'engagement en faveur du Tiers-monde ne fait aucun doute, j'ai nommé Régis Debray, *dire* que l'islam ne produit aucun art, aucun

savoir, de manière si essentialiste, si catégorique, alors que, par ailleurs, il est impliqué dans les travaux de la Fondation des Trois Cultures, on réalise l'étendue du malentendu, ou plutôt la persistance d'une volonté d'aveuglement ou alors, ce qui revient au même, de déni des évidences (17).

Quand le président des États-Unis, par ailleurs « leader » de l'Occident depuis la seconde Guerre mondiale, marque cette reconnaissance, il ne s'agit pas d'y entendre seulement une restitution éthique du vrai (ce que font depuis très longtemps des spécialistes occidentaux), mais d'une reconnaissance politique qui devrait se traduire par des actes précis.

De l'autre côté, cette reconnaissance s'adresse aux musulmans eux-mêmes, comme pour leur rappeler la véritable étendue de l'islam : car, là aussi il y a un déni des évidences, un repli religieux dogmatique, voire narcissique chez les musulmans radicaux aujourd'hui, chez qui l'autosatisfaction masque un véritable désarroi devant l'absence d'un projet probant d'inscription dans la modernité et d'affranchissement de la stérilité répétitive où la pensée s'est engluée depuis bien longtemps.

Le discours d'Obama s'évertue ainsi à dégager le vrai du faux ; on le perçoit lorsqu'Obama rappelle qu'il faut agir en fonction de ce qu'est l'islam, pas de ce qu'il n'est pas. Ce faisant, il dégage une plateforme (éthique, civilisationnelle) commune pour avancer *ensemble*. Il convient en ce sens d'être attentif à la mise en relation qu'il établit entre les deux éthiques, américaine et musulmane.

Une humilité certaine transparaît dans les propos d'Obama qui insiste sur l'échange (*learn from each other*), sur le partage (*sharing*), sur la notion de respect et d'intérêt mutuel (*mutual interest and mutual respect*). Le leadership américain ne s'appuie plus sur une mise en exergue des valeurs occidentales mais des valeurs humaines puisque l'égalité (raciale, culturelle...) est posée comme un préalable. En intégrant la notion de partenariat, la politique étrangère d'Obama rompt avec l'unilatéralisme stérile de son prédécesseur.

---

(17) Je fais référence à une émission de télévision de France 3, « Culture et dépendances », qui a réuni Jacques Derrida et Régis Debray. URL :

<http://video.google.fr/videosearch?hl=fr&source=hp&q=r%C3%A9gis%20debray%20debrida&um=1&ie=UTF-8&sa=N&tab=ww#>



Cette notion de partenariat est importante dans le cadre serré des relations entre l'Amérique et les monde musulman, et, plus globalement, dans le contexte des relations entre l'Amérique et les autres nations :

C'est une responsabilité difficile à assumer. [...] Au vu de notre interdépendance, tout ordre mondial qui élève une nation ou un groupe d'individus au détriment d'un autre est inévitablement voué à l'échec. Quelle que soit notre opinion du passé, nous ne devons pas en être prisonniers. Nous devons régler nos problèmes par le biais du partenariat et partager nos progrès.

Le multilatéralisme qu'Obama tâche de faire triompher ne renie pas le pouvoir militaire, et l'Amérique bien évidemment n'a pas l'intention de sacrifier sa puissance militaire. Elle entend en revanche l'articuler avec une autre dimension : « Nous savons également que le pouvoir militaire seul ne saurait résoudre les problèmes en Afghanistan et au Pakistan. » Ainsi la visée de l'Amérique n'est-elle pas impérialiste et, tient-il à rassurer les musulmans, son but n'est pas de mettre la main sur leurs ressources naturelles, ni d'installer des bases militaires sur leur sol. Pour le prouver, il promet le retrait rapide des troupes américaines d'Irak.

Ce qui est digne d'attention dans ce discours est en effet sa dimension concrète, les données précises qu'il avance pour étayer ses grandes idées. Il en est ainsi de la coopération et de l'aide au développement de nombreux pays musulmans dans le cadre d'un partenariat :

[...] Nous comptons investir 1,5 milliard de dollars par an, au cours des cinq prochaines années, dans la construction d'écoles et d'hôpitaux, de routes et d'entreprises, en partenariat avec les Pakistanais, ainsi que des centaines de millions de dollars pour venir en aide aux personnes déplacées. C'est pour cette raison encore que nous fournissons plus de 2,8 milliards de dollars aux Afghans afin de les aider à développer leur économie et à prodiguer les services dont la population a besoin.

Les grands chantiers de coopération avec les musulmans participent du domaine économique :

Dans le domaine du développement économique, nous créerons un nouveau corps de volontaires des milieux d'affaires qui formeront des partenariats avec des homologues de pays à majorité musulmane. Je vais aussi accueillir un Sommet sur l'entrepreneuriat cette année

pour trouver les moyens d'approfondir les liens entre les leaders du monde des affaires, les fondations et les entrepreneurs sociaux des États-Unis et des communautés musulmanes à travers le monde.

Les domaines scientifique, écologique et médical sont également au rendez-vous ; il s'agit d'un plan global par quoi l'Amérique s'engage non seulement à promouvoir les sciences mais aussi à préserver la planète :

Dans le domaine des sciences et des technologies, nous établirons un nouveau fonds pour appuyer le développement technologique dans les pays à majorité musulmane et pour aider à concrétiser commercialement des idées pour qu'ils puissent créer des emplois. Nous ouvrirons des centres d'excellence scientifiques en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est, et nous nommerons de nouveaux émissaires pour les sciences chargés de collaborer à des programmes qui mettront au point de nouvelles sources d'énergie, créeront des emplois verts, numériseront les registres et archives, purifieront l'eau et produiront de nouvelles cultures. Dans le domaine de la santé au niveau mondial, j'annonce aujourd'hui une nouvelle initiative avec l'Organisation de la conférence islamique pour éradiquer la polio et nous intensifierons nos partenariats avec des communautés musulmanes pour améliorer la santé maternelle et infantile.

Ce nouveau partenariat n'est pas seulement inter-étatique, mais implique également la coopération avec des institutions indépendantes et des associations. Le concept d'*empowerment* s'applique à présent aux relations internationales :

Tout cela doit être accompli en partenariat. Les Américains sont prêts à se joindre aux citoyens et gouvernements, aux organisations communautaires, aux dirigeants religieux et aux entreprises dans les communautés musulmanes du monde entier afin d'aider nos populations à améliorer leur vie.

La réussite de ce projet de partenariat ne peut bien entendu pleinement se réaliser que dans le cadre d'une ouverture démocratique opérée dans les pays musulmans, qu'il s'agisse des droits de la femme, de liberté religieuse ou liberté d'expression comme Obama ne manque pas de le souligner. Cet aspect certes important du discours ne retiendra pas l'attention ici. Examinons en revanche la manière dont Obama parle d'Amérique en l'associant à l'islam.

On l'aura peut-être remarqué, mais Obama lie très souvent l'islam et l'Amérique, ce qui, d'un point de vue purement logique, peut paraître

paradoxal, puisqu'on une mise en équivalence d'une unité nationale et politique (l'Amérique comme nation), avec une unité religieuse et culturelle, pourrait heurter le bon sens. Que peut bien signifier cette mise en équivalence ?

Elle spécifie la véritable dimension de l'Amérique : non seulement une nation au sens courant du terme, mais une *signification* globale, un système éthique, en bref, un universalisme. Cette position précise le rôle de l'Amérique comme leader du monde dont elle est, depuis sa fondation, l'étymon. Aussi le président des États-Unis ne parle-t-il pas seulement au nom de son pays ou de l'Occident, mais se fait également porte-parole des droits humains. Cette légitimité lui vient de la signification universaliste de l'Amérique, laquelle la rehausse au degré des grandes religions comme l'islam :

Je suis venu ici au Caire en quête d'un nouveau départ pour les États-Unis et les musulmans du monde entier, un départ fondé sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel, et reposant sur la proposition vraie que l'Amérique et l'islam ne s'excluent pas et qu'ils n'ont pas lieu de se faire concurrence. Bien au contraire, l'Amérique et l'islam se recourent et se nourrissent de principes communs, à savoir la justice et le progrès, la tolérance et la dignité de chaque être humain.

Le discours d'Obama ne se contente pas d'annoncer aux musulmans la mise en place d'une nouvelle politique ou une nouvelle approche qui tienne compte de leurs propres spécificités historiques ou éthiques et de leurs propres aspirations. En effet, afin de rendre cette nouvelle approche ou politique possible, il insiste sur la reconnaissance mutuelle, veut que les malentendus soient des deux côtés évacués. L'antiaméricanisme et l'islamophobie sont à combattre avec une égale intensité. En effet, si on peut reprocher à certains Américains de mal connaître l'islam et de le réduire à une caricature, on peut faire le même reproche, selon Obama, à certains musulmans qui ont de l'Amérique une vision grossière et également caricaturale. L'Amérique, dit-il, n'est pas un stéréotype. Aussi l'un des objectifs importants de ce discours est-il de présenter de l'Amérique une image positive qui puisse la réconcilier avec le monde musulman :

Or ce même principe doit s'appliquer à la façon dont l'Amérique est perçue par les musulmans. Tout comme les musulmans ne se résument pas à un stéréotype grossier, l'Amérique n'est pas le stéréotype grossier d'un empire qui n'a d'autre intérêt que le sien. Les États-Unis représentent l'une des plus grandes sources de progrès que le monde ait connues.

Relevons ici l'un des axes essentiels du discours du Caire où les propos d'Obama font montre d'une orientation américaniste. Les mots du président américain contiennent dans leur pli un conseil implicite : pour s'assurer l'amitié et le soutien de l'Amérique, c'est-à-dire des Américains, il faut connaître ce pays de l'intérieur en en saisissant les particularismes et la complexité parce qu'il n'est pas, comme le rappelle Obama, un stéréotype ou une caricature. Le discours nous présente ainsi un ensemble de traits culturels, institutionnels, historiques américains, dont l'étendue et les implications doivent à présent être mises en lumière. Pour bien comprendre le projet d'Obama, il faut le situer dans sa globalité américaine, et tâcher de saisir pourquoi il établit constamment dans son discours un parallélisme entre l'Amérique et l'islam.

L'islam a un texte fondateur (le Coran), des propos fondateurs (le hadith et les paroles des Compagnons) et des récits fondateurs (la *sîra*, l'épopée islamique). L'Amérique a elle aussi ses propres textes fondateurs, ses propres textes sacrés. La mise en relation des deux implique une mise en relation de deux *discours* globaux, deux imaginaires.

De même qu'il y a une intertextualité coranique, il y a dans les propos d'Obama une intertextualité américaine, puisque les références aux paroles des « Pères fondateurs », c'est-à-dire les fondateurs de la nation américaine, abondent. De même, les mythes américains, le credo américain sont régulièrement convoqués dans le discours.

L'Amérique dont je vais parler maintenant, n'est pas exactement équivalente à une réalité matérielle. Il s'agit plutôt d'une dimension imaginaire et symbolique qui détermine le réel, le guide, lui donne forme. Parler comme on le fait souvent des États-Unis d'Amérique sans tenir compte de cette dimension imaginaire et symbolique, c'est se méprendre sur cette nation, en avoir une perception étriquée et, certes, caricaturale.

On peut définir l'Amérique comme un *discours*, un ensemble d'articles de foi, qui interviennent dans la réalité quotidienne des Américains, donnent sens et direction à leur vie. Obama parle aux musulmans en se basant sur que j'ai défini dans un ouvrage comme étant un « Discours d'Amérique » : l'ensemble des discours officiels et institutionnels émanant de mythes et de textes fondateurs, et qui donnent à percevoir des constituants structurels qui définissent

l'« américanité » en la construisant sur un *socle épistémologique* qui a rendu l'Amérique possible comme discours à la fois national et universaliste (Abouddahab 9-10).

Outre sa matérialité, la réalité américaine est également intertextuelle et performative. La particularité de l'Amérique comme nouvelle nation, c'est cette capacité de *se dire* autre et de *l'être*. C'est ce que je désigne par l'expression d'« Amérique performative ». L'Amérique, c'est ce que j'en dis au moment où je le dis au nom de Dieu, du futur, de la technologie et du bien de l'humanité. La dimension idéaliste et *imaginaire* du discours en question permet le consensus, l'établissement d'un projet commun, qui, s'il est mis en cause ou en difficulté par la réalité, est rassuré et réconforté par le Discours. Ici, c'est, comme pour les textes religieux, l'interprétation qui compte (18).

On a essentiellement des textes fondateurs de deux types : la Bible et les discours institutionnels : Constitution, textes officiels ou discours des grands présidents fondateurs, notamment Washington, Adams, Jefferson ou Madison. La mentalité américaine dans sa grande majorité est définie par ces textes fondateurs. Ils sont présents dans la vie quotidienne, dans les médias, les films, les campagnes électorales ; ils donnent forme et sens à la vie de tous les jours, permettent l'intégration des nouveaux arrivants. Si on peut vite devenir américain, si l'Amérique est le seul pays au monde où l'on peut lire sur la page de couverture de l'un de ses plus grands magazines, *Time*, que « les nouveaux américains sont arrivés », c'est grâce à la vitalité de ce discours fondateur et à la faible emprise de la notion de communauté de fait, ou plutôt, parce que la communauté de fait se conçoit elle-même comme en construction, comme une communauté inachevée, se complétant au fur et à mesure grâce à l'apport des nouveaux arrivants non aux définitions irrévocables des primo-arrivants. C'est cela même qui permet à un « immigré » de la deuxième génération, Barrak Hussein Obama, de devenir président des États-Unis, alors que sa tante paternelle vit toujours au bord d'un fleuve au Kenya.

---

(18) Par l'expression d'imaginaire, que j'emprunte à Jacques Lacan, je ne désigne pas seulement une faculté de l'imagination, mais aussi une manière de construire une image de soi, de se construire dans le miroir, ce qui implique forcément la notion de méconnaissance.

Ceci ne s'est pas réalisé sans tension ni heurts entre justement une conception essentialiste et culturaliste de la nation, et une autre idéologique. Mais il reste un fait indéniable : les fondateurs de la nation américaine ont eu une conception universaliste suffisamment ouverte de leur nation, et leurs textes fondateurs, bien que puissamment marqués par la culture anglo-saxonne, restent essentiellement syncrétiques comme ils se réfèrent à la fois à la philosophie des Lumières et au christianisme. Comme le Gospel chrétien, ils annoncent la Bonne Nouvelle à l'ensemble de l'humanité, en même temps qu'ils appellent à son émancipation grâce au pouvoir de la raison et de l'individualisme.

L'un des temps forts du discours d'Obama est celui où il appelle les musulmans à ne pas confondre les constantes de l'éthique américaine, les grands traits de son « identité » essentielle, et des moments ponctuels de son histoire marqués certes par la violence et par l'excès. Il le dit avec insistance et clarté assez tôt dans son discours :

Nous sommes nés d'une révolution contre un empire ; nous sommes fondés sur l'idéal de l'égalité de tous et nous avons versé de notre sang et combattu pendant des siècles pour donner un sens à ces mots – sur notre territoire et à travers le monde. Nous sommes façonnés par chaque culture, issus des quatre coins du monde et acquis à un concept simple : *E pluribus unum* : « Un à partir de plusieurs. »

Voici définie en quelques lignes, toute la complexité éthique, sociale, institutionnelle de l'Amérique : une nation révolutionnaire, anti-impérialiste, une nation de progrès qui prône l'égalité entre les hommes avec une responsabilité morale assumée non seulement à l'intérieur de ses frontières, mais bien au-delà, dans le monde entier, étant elle-même une synthèse ou un syncrétisme de toutes les cultures, de toutes les nations : *E pluribus unum*. Ce sont précisément ces notions fondamentales qui, selon Obama définissent fidèlement l'Amérique, que le président américain demande aux musulmans de prendre en considération, de connaître et de reconnaître. Comment les comprendre et quelle est leur étendue et leur pertinence ?

L'un des objectifs de l'administration Obama est le repositionnement de l'Amérique sur l'échiquier international en tant que civilisation mondiale marquée par un certain messianisme humaniste non impérialiste. Obama tient plus spécifiquement à combattre l'antiaméricanisme dont la tradition remonte, du moins en France,

jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais qui s'est surtout enraciné dans les pays de l'hémisphère Sud depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, ère marquée par les luttes de libération de plusieurs peuples, pour qui l'Amérique, s'engageant contre la révolution vietnamienne ou chilienne, ou soutenant le régime colonialiste israélien, est apparue comme une puissance impérialiste au moment même où l'Europe essayait de clore définitivement le douloureux chapitre colonialiste.

Comment Obama compte-t-il s'y prendre? Si Clinton et son conseiller Nye ont inventé la diplomatie économique adossée au concept de « soft power », il est possible de dire qu'Obama invente ce qu'on peut appeler une « diplomatie éthique ». Celle-ci traduit tout d'abord l'éthique propre à Obama, un homme attentif aux questions de l'inégalité et des injustices historiques que certains peuples ou groupes ont subies à cause de l'hégémonie d'autres; mais il est également une personne particulièrement sensible aux questions de l'interculturalité et du métissage. La vision personnelle est importante mais ne suffit pas. Aussi Obama puise-t-il la légitimité de son éthique dans les textes américains fondateurs, lesquels ont rendu possible l'élection d'un président d'origine africaine, permettant ainsi une interprétation nouvelle de leur signification.

Nul n'ignore qu'Obama, alors sénateur de l'Illinois, s'est distingué par son opposition virulente à la guerre en Iraq (alors que même Hillary Clinton, sénatrice de New York, a soutenu par opportunisme le projet belliciste de Bush), et en tant que candidat heureux à la présidence (19). Obama s'est également fait élire grâce à la *cicatrisation*, bien avancée dans certaines franges de la société américaine, des blessures raciales. Son élection répond aussi à la volonté de plus en plus forte et répandue en Amérique, de clore ce chapitre racial et vivre, enfin, à la hauteur des idéaux fondateurs. Ceci n'est pas sans lien avec la question de la réforme du système de la santé, de l'énergie, de l'écologie et de la justice sociale.

---

(19) En d'autres termes, Obama a pris un risque politique immense dans ce pays où les groupes de pression sont à l'affût. Le risque ne venait pas seulement du fait que le lobby pro-israélien a soutenu l'invasion de l'Irak, mais de l'avoir, aux dires des spécialistes, initiée. Voter contre ce projet, nécessitait, pour un jeune sénateur, non seulement du courage mais une honnêteté intellectuelle inébranlable.

Ainsi, l'Amérique qui a porté Obama au pouvoir est une Amérique qui tient à se concilier avec son histoire et avec le monde, une Amérique qui, de fait, devient le leader éthique d'un Occident qui traîne un passé lourd. Il ne cesse de nous convier à comprendre une forme d'imbrication entre l'histoire et le mythe, la religion et la culture, le réel et l'imaginaire, lesquels apparaissent aux fondements mêmes de la nation américaine.

Ce retour vers les fondements idéologiques de l'Amérique est récurrent dans le discours du Caire, émaillé qu'il est de références aux symboles et aux moments fondateurs de la nation américaine. Une lecture attentive aux mots employés par le président, soulignera avec intérêt le retour d'expressions clef telles « *found* » ou « *founding* » (fonder, fondement, fondation, fondateur, création...), articulées avec d'autres comme « traditions » ou « idéal », « idéaux ».

Le discours d'Obama renvoie au socle même sur lequel l'Amérique a été édiflée, autrement dit à ses idéaux fondateurs. Sans perdre de vue la vérité historique, il reconnaît à ses fondements leur rôle positif :

Les Noirs en Amérique ont souffert du fouet quand ils étaient esclaves et de l'humiliation de la ségrégation. Mais ce ne fut pas la violence qui leur a finalement permis d'obtenir l'égalité des droits dans son intégrité. Ce fut la persévérance ferme et pacifique pour les idéaux au cœur même de la création de l'Amérique.

Ces idéaux américains équivalent à l'universalité des droits humains; ils sont par essence transnationaux, transculturels :

Mais j'ai la ferme conviction que tous les peuples aspirent à certaines choses : la possibilité de s'exprimer et d'avoir une voix dans la façon dont ils sont gouvernés ; la confiance en l'État de droit et l'application équitable de la justice ; un gouvernement qui est transparent et qui ne vole pas ce qui appartient à son peuple ; la liberté de vivre selon leur choix. Il ne s'agit pas simplement d'idéaux américains, il s'agit des droits de l'homme et c'est pourquoi nous les encouragerons dans le monde entier.

C'est au nom de ces idéaux qu'il dénonce la réaction démesurément violente suite aux événements du 11-Septembre. Elle ne correspond pas aux traditions américaines ni à ses idéaux :

Les événements du 11-Septembre ont infligé un traumatisme considérable à notre pays. La peur et la colère qu'ils ont provoquées sont compréhensibles, mais dans certains cas, ces sentiments nous ont conduits à agir de manière contraire à nos traditions et à nos idéaux. Nous prenons maintenant des mesures concrètes pour rectifier cette situation.



Du coup, le discours d'Obama s'inscrit dans une généalogie, celle établie par les « Pères fondateurs », dont l'histoire croise celle de l'islam :

[...] Et, récemment, le premier Américain musulman qui a été élu au Congrès a fait le serment de défendre notre Constitution sur le Coran que l'un de nos Pères fondateurs, Thomas Jefferson, conservait dans sa bibliothèque personnelle..

Les propos des Pères fondateurs tels Jefferson ou Adams ont un pouvoir référentiel certain et sont considérés comme un legs précieux pour les générations successives. Ces paroles sont quasi sacrées :

[...] De fait, nous avons en mémoire les propos de Thomas Jefferson, qui disait ceci : « J'espère que notre sagesse grandira avec notre puissance et qu'elle nous enseignera que moins nous utiliserons cette dernière, plus elle fera de l'effet. »

Ainsi, pour redéfinir les relations actuelles entre l'Amérique et le monde musulman, Obama passe par la signification de l'Amérique en ayant recours à des symboles historiques forts, à des moments de l'histoire américaine qui sont porteurs de leçons :

Je sais aussi que l'islam a de tout temps fait partie de l'histoire de l'Amérique. C'est le Maroc qui fut le premier pays à reconnaître mon pays. En signant le traité de Tripoli en 1796, notre deuxième président, John Adams, nota ceci : « Les États-Unis n'ont aucun caractère hostile aux lois, à la religion ou la tranquillité des musulmans. »

Depuis notre fondation, les musulmans américains enrichissent les États-Unis.

Maintenant, comment évaluer ces références ? D'un point de vue pragmatique (au sens linguistique du terme), elles marquent un nouveau type de relations avec les musulmans comme nous l'avons développé précédemment. Mais de l'autre côté, c'est bien une éthique américaine idéale et universaliste qu'elles énoncent. En ce sens, Obama réinvente la diplomatie américaine. Bien entendu, il y est question de substituer à la violence disséminatrice des armes le pouvoir unificateur des mots. Mais cette diplomatie donne un nouveau sens au concept de « soft power » : il ne s'agit plus de promouvoir l'économie de l'Amérique, mais d'en faire la promotion éthique, de révéler au monde entier quels fondements exemplaires sont les siens.

Les propos d'Obama nous en présentent deux axes fondamentaux, saisissables dans les deux termes « *faith* » et « *progress* », présentés de manière équilibrée et insistante : le premier est employé 12 fois, le

second 11 ! Le premier renvoie à l'éthique religieuse, le second à la philosophie des Lumières qui, successivement, ont marqué deux périodes fondatrices consécutive dans l'histoire de l'Amérique. Ces deux notions déterminent deux moments fondamentaux et fondateurs dans l'Histoire de l'Amérique. La modernité américaine et sa spécificité reposent entièrement sur l'articulation des deux.

## Chapitre 3

### Discours d'Amérique

L'appartenance religieuse chrétienne chez les présidents américains – presque tous des Protestants –, est non seulement une constante de l'histoire des États-Unis, mais un préalable implicite pour briguer le mandat présidentiel. Sur les quarante-quatre présidents américains, trois seulement n'ont pas une affiliation religieuse déclarée, tout en se disant des Chrétiens protestants : Thomas Jefferson, Abraham Lincoln et Andrew Johnson. L'exception relative reste cependant John Kennedy, unique président catholique des États-Unis. La majorité des présidents sont épiscopaliens (ils sont au nombre de onze, parmi lesquels George Washington, James Madison, James Monroe, Franklin Roosevelt ou George Bush...), presbytériens (huit, dont : Andrew Jackson, Woodrow Wilson, Dwight Eisenhower, Ronald Reagan...). On a ensuite un nombre égal (quatre) de Baptistes (Harding, Truman, Carter, Clinton), de Méthodistes (dont George W. Bush), d'Unitariens (tels John Adams et John Quincy Adams...). Deux appartiennent à la dénomination « Disciples du Christ » (James Garfield et Lyndon Johnson), à la « Dutch Reformed » (Martin Van Buren et Theodore Roosevelt) ; deux sont des Quakers (Herbert Hoover et Richard Nixon) ; un est un Congrégationaliste (Calvin Coolidge) et enfin un parmi eux appartient à la United Church of Christ, et c'est Barack Obama (20).

Ceci est pour dire qu'il est impensable qu'un président ne soit pas chrétien et que ses discours ne soient pas émaillé de références chrétiennes explicites ou empreints de morale chrétienne. Les sénateurs, députés, gouverneurs... se réfèrent eux aussi au discours religieux de manière constante comme le ferait ressortir une lecture de leurs discours de campagne électorale ou leurs déclarations officielles (21). D'où cette question inévitable : l'Amérique est-elle une république chrétienne ? Certes, la Constitution fédérale de 1888 pose clairement en ces vertes années de la jeune république le principe de

---

(20) The Pew Forum on religion and public life publications.  
<http://pewforum.org/docs/?DocID=386>

(21) Keith Ellison, premier musulman élu au Congrès, reste une exception, mais notons qu'il fait tout de même partie des « enfants d'Abraham », comme on aime à dire en Amérique.

la séparation de l'Église et de l'État. Cependant, l'emmêlement des deux a été constant, et la cérémonie d'investiture d'Obama, reste non seulement le signal de la vitalité de l'emprise chrétienne sur le discours public, mais marque surtout l'intensification de cette emprise.

Rick Warren, un pasteur évangélique qui dirige Saddleback Church, une méga-église dont le service dominicain rassemble à lui seul chaque semaine quelque 22 000 fidèles, a été invité par Obama lors de sa cérémonie d'investiture comme président, pour « donner une bénédiction », et celle-ci a été très marquée religieusement et surtout très imprégnée par le dogme chrétien.

Or, depuis l'établissement de la Constitution fédérale, les références religieuses lors des cérémonies officielles doivent se maintenir dans le cadre strict de la *Civil religion* (22) et ne doivent surtout pas faire la moindre référence à une religion ou à une dénomination en particulier. Or, le fait qu'Obama déroge à cette règle, signale un changement qui est en fait une sorte de retour aux fondements éthiques et politiques de l'Amérique comme projet colonial puis comme nation dotée d'un État et d'un territoire construits sur l'idée de progrès mais également orientés par une vision chrétienne plus ou moins confirmée.

Comme les tout premiers « fondateurs » de la société américaine, à savoir ces groupes puritains du Massachusetts ou du Connecticut qui ont été victimes de persécutions féroces de la part de leurs bourreaux anglicans, Obama voit l'Amérique comme un lieu où la liberté des pratiques religieuses doit être garantie (23). Ceci étant dit, l'orientation globale de la nation devait être dans la vision de ces Puritains purement chrétienne et, plus particulièrement, calviniste (24).

Les tout premiers Puritains, dont la colonisation progressive de la Nouvelle Angleterre débute dès 1619, tiennent à écrire des

---

(22) Il s'agit *grosso modo* d'un ensemble de croyances relatives à la sacralité de la nation, qui fonctionnent comme un ciment social ou culturel, capables de mobiliser les Américains au nom de causes supérieures. **Bellah** en repère trois moments essentiels : la Révolution, la Guerre civile et le mouvement pour les droits civiques. **Bellah, *Civil Religion in America*, 1967.**

(23) Les Puritains ont été persécutés en Angleterre par Archbishop William Laud...

(24) Les persécutés persécutent à leur tour : les Quakers, par exemple, sont les premières victimes de la répression calviniste; il en est de même des femmes.

« constitutions » à l'instar de la toute première communauté des « Pères Pèlerins », signataires en 1620 du « Mayflower Compact », texte fondateur qui est considéré comme la première constitution américaine. Les migrants calvinistes n'avaient aucune intention de retourner en Europe comme les autres colons installés dès 1607 à Jamestown. Leur colonie de Plymouth (Massachusetts) est la première colonie permanente établie en Amérique, ainsi gouvernée par une constitution qui fixe les lois pour former un « corps politique civil », selon les lois calvinistes de Dieu.

Mais la Constitution la plus élaborée pendant le temps du colonialisme, est celle écrite en 1639 par des délégués – des fermiers venus du Connecticut – et qu'ils nomment *The Fundamental Orders of Connecticut*, laquelle constitution pose clairement leurs objectifs et visions éthiques. Tout mode de gouvernement repose sur l'autorité divine et doit avoir comme but la réalisation de la volonté de Dieu. En accord avec le souhait de John Winthrop d'édifier une « cité sur la colline », ces délégués ont la ferme intention d'instituer un gouvernement religieux (Johnston 389-390).

Le gouvernement dans les colonies tenues par les Puritains était chrétien, ce qui signifie que la loi appliquée était religieuse, que la citoyenneté dépendait de l'appartenance chrétienne protestante, et que l'hérésie ou le blasphème étaient châtiés (25). Ce n'est pas le dogme qui arrête ici notre attention, mais le mythe fondateur et son énergie éthique et vitalité.

Mythe fondateur parce qu'il se nourrit d'imaginaire et pose des lois ou symboles unificateurs. Quand on lit les textes de ces fondateurs, on est frappé par l'interpénétration entre le réel et l'imaginaire. Le réel est en ce sens intertextuel ou dialogique au sens bakhtinien du terme. La terre américaine est *lue comme un texte biblique* et sa prise de possession comme la réalisation réactualisée d'anciennes prophéties.

---

(25) Le puritanisme s'implante également en Virginie, province normalement « anglicane », dont la colonisation, bénie par la *Virginia Company* et la couronne britannique, n'obéissait pas tout bonnement à une logique commerciale. « L'implantation du christianisme protestant et la conversion des Indiens, écrivent Jean Béranger et Robert Rougé, faisaient partie du projet de colonisation. La religion officielle ne pouvait être qu'anglicane dans cette province de souveraineté anglaise. Mais le siège épiscopal de Londres était bien éloigné pour jouer un rôle de surveillance efficace » (Béranger et Rougé 15).

Bradford, l'un des tous premiers leaders communautaires puritains, élu gouverneur de la petite communauté du Massachusetts, a laissé aux générations futures un journal qui raconte la vie dure de ces fermiers calvinistes, ainsi que leur arrivée en terre américaine. Cette arrivée est racontée non pas de manière objective, mais telle que l'arrivée des Juifs en Palestine (ou en « Terre promise ») est narrée dans la Bible, en un va-et-vient entre mythe et réalité, imaginaire et histoire. C'est ainsi que les Indiens sont assimilés aux Philistins, c'est-à-dire aux ennemis de Dieu et des Juifs. L'essentiel du discours exemplaire de Bradford vient ainsi de l'Ancien Testament où l'épopée des Juifs fournit à la fois un modèle et une justification.

La réalité géologique, géographique, humaine... de l'Amérique se fait par le biais d'un discours qui *invente* cette Amérique. Celle-ci est purement verbale, inter-textuelle, un discours écrit par les Pèlerins dont la réalité est projetée sur une *image*, sur le miroir biblique, donc, ce qui leur permet une double justification fondée sur un déni fondamentale : leur décision de quitter le pays mère – l'Angleterre – est justifiée, puisqu'ils *sont bien* arrivés en Terre Promise. Par ailleurs, la colonisation, la dépossession des Indiens de leurs terres est elle-même vécue comme la réalisation de la volonté divine, comme la manifestation de la Providence. Le « Tu ne voleras point » ne pose plus problème puisque les Indiens *sont* des Philistins et les Puritains rien de moins que les Juifs à qui Dieu aurait promis et donné le « Croissant fertile ». À l'origine du fondement de l'Amérique, la pensée magique ou le performatif : puissance de la pensée et du verbe comme énergies créatrices, comme énonciation .

Il ne faut pas croire qu'il s'agit là d'une réalité appartenant au passé seul. Chaque génération, des Puritains à Obama, en passant par les « Pères fondateurs » (Washington, Adams, Madison...), et également par de nombreux historiens..., va utiliser le passé de manière utilitariste pour l'adapter au présent, réinventer l'Amérique en fonction des circonstances dictées par le présent (26).

Ce processus de réinvention s'appuie sur l'idée mythique du possible renouvellement, celle de l'éternel recommencement de l'expérience humaine et individuelle. Que de destins personnels illustrent cette

---

(26) Par exemple et de manière particulièrement marquante, lors de la grande crise des années 1930. Voir à ce propos Jones.

puissante foi en l'égalité des chances et en le possible élan vers de grandes réussites dans le domaine industrielle, politique, technologique ou cinématographique... ! Carnegie, Ford, Rockefeller, Gates, Reagan... ne sont pas vus à l'aune de la division des classes par les *haves-not*; ils sont au contraire populaires et perçus comme des figures héroïques dont le succès est source d'inspiration pour d'autres, chez qui l'espoir de réussite est constamment alimentée par les mythes fondateurs. La force de l'optimisme vient en partie du rejet du passé, ce qui rend possible le contournement de l'écueil du temps et la négation des limites du réel, et de la sur-valorisation du futur. Et comme la majorité des Américains se croit faire partie de la classe moyenne dans une société de loisirs où le citoyen est constamment sollicité pour consommer, la vitalité du rêve perdurera.

Des historiens comme Élise Marienstras ont amplement analysé les forces mythiques sous-jacentes à la création de l'Amérique. Cette américaniste relève certains axes importants de ce fondement en analysant notamment la manière dont les « Pères fondateurs » *inventent* l'Amérique comme une nation affranchie de l'emprise de l'Histoire, « détachée de tout passé qui pourrait affaiblir son droit à l'existence ». Il leur fallait, écrit Marienstras,

situer cette création dans un temps autre que le temps historique. C'est le seul moyen de prouver que la nation est, selon l'expression de C.J. Friedrich, un *artefact*, une construction rationnelle, non un « donné » (Marienstras 78).

Pour échapper à la vérité historique, les colons européens multiplient à l'instar des colons juifs en Palestine, les références à la Bible, à savoir à une temporalité mythique et à un discours adapté (27) :

(27) C'est de cette manière, c'est-à-dire par le recours à un discours mythique (ou « mystique ») adapté, que Claude Lanzmann, « héritier de Sartre » à la tête des *Temps Modernes*, justifie la colonisation des terres palestiniennes aujourd'hui et sa pérennité : « Un dernier mot, qui concerne les "colonies" et a trait au bout du compte à la question de l'Autre. Beaucoup, parmi les "colons" – et surtout les plus religieux d'entre eux – entretiennent avec la terre biblique, qu'ils appellent "*Eretz Israël*", une relation mystique. Le régime politique de souveraineté leur importe moins que le droit d'habiter cette terre, de rester où ils sont. Un certain nombre d'entre eux, je le sais, là encore, je l'ai montré dans mon film *Tsahal*, accepteraient d'être considérés comme des étrangers dans le futur État palestinien. De même qu'il y a des Israéliens vivant en France, en Italie ou aux États-Unis, pourquoi, demandent-ils, la future Palestine serait-elle le seul pays à eux interdit ? » (Lanzmann).

L'une des conceptions de la nation qui ont cours en cette fin du XVIII<sup>e</sup> siècle est celle de la nation atemporelle, décrite comme une Pastorale, et a-historique, en tant qu'elle se révèle être la Nouvelle Jérusalem. (*Ibid.* 79)

En nommant l'Amérique Nouvelle Jérusalem (l'ancienne ayant subi la colère de Yahvé comme le veut certaines interprétations juives de cet événement historique) (28), les Puritains fondateurs mythifient le passé historique, puisque l'édification de Jérusalem, la « demeure de la paix » bénie originellement par Dieu, redevient possible plus de deux mille ans plus tard. La colonisation des terres indiennes perd toute signification réaliste pour être enrobée dans un discours mythique qui dit en priorité la réconciliation avec Dieu et l'établissement d'une nouvelle alliance dont l'Amérique est à présent le site. Dès lors, l'intertextualité biblique devient le mode même par lequel l'Amérique se construit comme mythe et se justifie comme destin. Ouverte, la profondeur du temps biblique mène vers un absolu : le Jardin, l'Eden. Ce lieu mythique retrouvé permet à l'humanité (chrétienne, protestante, blanche) de recouvrer son innocence adamique perdue et, ce faisant, de se racheter auprès d'un Dieu calviniste particulièrement sévère, vindicatif et électif, et de liquider la terrible dette coupable que traînent les fidèles.

Ce point fantasmatique d'aveuglement propre à la fonction *imaginaire* (au sens lacanien du terme), permet de dénier les terribles et tragiques évidences du présent : ceci que le sol du « Jardin » est irrigué par la sueur rouge de l'esclave et le sang de l'Indien (29). Ce qui permet de désamorcer les effets du paradoxe moral et de justifier l'iniquité au *nom de Dieu*, c'est la notion calviniste de l'élection, à savoir

---

(28) Le temple de Jérusalem est détruit en l'an 70 par l'armée de Titus, fils de l'empereur romain Vespasien, suite à la révolte des Zélotes.

(29) Thomas Jefferson, après avoir exprimé sa compassion vis-à-vis des Indiens, conclut comme suit son deuxième discours inaugural, le 4 mars 1805, à savoir en contournant les limites du réel par la référence au mythe où le parallélisme entre le destin des Américains et les anciens Israélites est on ne peut plus clair : « [...] I shall need, too, the favor of that Being in whose hands we are, who led our fathers, as Israel of old, from their native land and planted them in a country flowing with all the necessities and comforts of life; who has covered our infancy with His providence and our riper years with His wisdom and power, and to whose goodness I ask you to join in supplications with me that He will so enlighten the minds of your servants, guide their councils, and prosper their measures that whatsoever they do shall result in your good, and shall secure to you the peace, friendship, and approbation of all nations.» (Jefferson)



l'exercice de la volonté absolue de Dieu, qui *choisit* les siens et prédestine tout. On a pour ainsi dire intérêt à se retrouver dès le départ du bon côté de la barrière.

Le « bien-né » est un « Nouvel Adam » (Lewis) évoluant dans un Nouvel Eden, une nature paradisiaque qui est un édifice sacré, le temple même de la Nouvelle expérience, ère du renouveau, du *tout-possible*, puisque la source vient d'un passé mythique et, en même temps, d'un futur prometteur. La promesse devient un terme clef : comme pour les Hébreux bibliques, l'Amérique est la Terre Promise, Promise aux élus seuls, lesquels édifieront une nation certaine de son élection et de son destin exceptionnel, où les signes de la Providence sont « manifestes » (30). Cette vision imaginaire de l'histoire très marquée par les mythes bibliques et qui, il faut le dire, arrange les affaires des Puritains (31), gêne par contre les Pères Fondateurs, dont l'éthique, bien que marquée par les récits bibliques, est fermement enracinée dans la philosophie des Lumières.

La Constitution fédérale, dont le projet est écrit en 1787 essentiellement par Madison (dit le « Père de la Constitution »), parle non pas au nom de Dieu, mais au nom du peuple. La nation, assujettie à la souveraineté populaire, garantit la liberté individuelle, dont celle d'entreprendre, avec le moins d'État possible. Ce qu'on appelle la *Bill of Rights* ou Déclaration de droits, à savoir les dix premiers amendements de la Constitution, pose clairement, et ce dès le 1<sup>er</sup> amendement, le principe de la non-préséance religieuse :

Le Congrès ne fera aucune loi accordant une préférence à une religion ou en interdisant le libre exercice, restreignant la liberté d'expression, la liberté de la presse ou le droit des citoyens de se réunir pacifiquement et d'adresser à l'État des pétitions pour obtenir réparation de torts subis.

Ainsi, le principe de la liberté religieuse et de la liberté d'expression implique-t-il explicitement celui de la séparation de l'Église et de l'État par l'interdiction de l'adoption d'une religion officielle, laquelle

---

(30) Il s'agit de la notion bien américaine de « destinée manifeste » qui, au long du XIX<sup>e</sup> siècle, désigne la colonisation progressive des terres jusqu'au Pacifique, comme réalisation de la volonté divine. Dieu, par l'intermédiaire de la Providence, est dans cette perspective le véritable artisan du projet colonialiste.

(31) Cf. William Stoughton, *Véritable intérêt de la Nouvelle-Angleterre* (in Marienstrass 90).

restreindrait forcément la liberté religieuse. Bien que la séparation de l'Église et l'État ne soit pas aussi nettement tranchée qu'en France, d'aucuns l'acceptent comme telle. Elle ne fait aucun doute pour des historiens comme Franck Lambert, pour qui le fondement constitutionnel de la nation américaine établit clairement le principe de la séparation (32).

Néanmoins, on ne peut accepter sans problématisation ce genre d'affirmations, car, non seulement les Puritains ont influencé la culture américaine, de toutes les façons, mais également parce que le Discours d'Amérique se réfère constamment au christianisme, lequel marque de manière continue les propos des présidents et élus, que ce soit par piété ou par stratégie électoraliste, puisqu'ils savent bien jusqu'où le peuple américain est réceptif à ce genre de discours. Mais il est vrai que la liberté religieuse est garantie par la Constitution qui étend, dès le 1<sup>er</sup> amendement, le concept de liberté à de nombreuses sphères de la vie religieuse et civile.

Pour les Puritains fondateurs, la liberté religieuse avait un sens hyper-restrictif : elle signifiait d'abord la liberté d'être puritain sans se faire persécuter par l'Église anglicane, autrement dit, la liberté de pratiquer la « vraie religion ». C'est pourquoi ils ont été souvent intolérants vis-à-vis des autres (dont des sectes internes), au nom de la tolérance même.

Pour les Pères fondateurs, plutôt inspirés par la philosophie des Lumières, il fallait garantir la liberté individuelle, garantir le pouvoir de la raison à décider du parcours de l'individu. Comme pour Descartes, c'est la pensée elle-même qui permet de situer l'homme dans l'existence et permet de donner sens à celle-ci, pas le destin.

---

(32) « While the Puritan Fathers gave us the symbols of America as haven of religious freedom and America as a Christian Nation, the Founding Fathers provided enduring legacies that define the place and role of religion in American society. Their bequests were the ideas of separation of church and state and the free exercise of religion extended to people of all faiths or no faith. Their achievement can be understood only against the backdrop of the American Revolution. Clearly, they were architects of a political revolution, throwing off constitutional monarchy for a democratic republic. But they were also framers of a religious revolution, rejecting the idea of an established or official religion, which was the organizing principle informing church-state relations in the vast majority of countries, as indeed it had been in most of the American colonies. Never before had there been such a total separation of religious and political institutions. » (Lambert 2-3)

Triomphe du sujet sur la communauté, de la raison sur la foi. Les deux visions sont ainsi antinomiques.

Les textes fondateurs, dont le plus important parmi eux, la célèbre « Déclaration d'indépendance », se prêtent à deux sortes d'interprétation, l'une religieuse, l'autre « laïque ». La Déclaration stipule par exemple que « tous les hommes sont créés égaux » et que « leur Créateur » leur donne « certains droits inaliénables », notamment, « la vie, la liberté et la poursuite du bonheur ». Cette sainte trinité américaine marque profondément les croyances sociales, nourrit les théories économiques, structurent l'imaginaire culturel, notamment en ouvrant indéfiniment les perspectives de l'avenir, l'Amérique étant toujours contemporaine à sa propre construction : le projet américain est continûment en cours et chaque génération y contribue à sa manière. Du coup, on n'a pas une philosophie cohérente ni un système idéologique aux contours tranchés. « La Déclaration » pose à la fois un principe religieux (les hommes *sont créés* égaux et c'est Dieu qui leur donne leurs droits) et un principe inspiré des Lumières, qui, lui, ne parle plus de lois divines mais de lois naturelles.

C'est que la « Déclaration » est en grande partie une longue « citation » implicite des textes philosophiques de John Locke sur les droits naturels des hommes ou leur égalité naturelle. Pour le philosophe anglais, les gouvernants doivent respecter le peuple et, pour gouverner, avoir son consentement. Les hommes sont ainsi égaux et libres « par nature ». Dans son *Deux traités du gouvernement*, il note :

Ainsi, chacun, lorsqu'il consent avec d'autres à instituer un seul corps politique soumis à un seul gouvernement, s'oblige-t-il envers tous les membres de cette société à se soumettre à la décision de la *majorité* et à accepter l'arrêt ; ou alors, s'il restait aussi libre de ses mouvements qu'il était auparavant dans l'état de nature, le *pacte initial* par lequel il s'associe avec d'autres pour former *une seule société* n'aurait aucun sens et ne serait pas un pacte. (Locke 190)

Comme pour Rousseau quelque cinquante ans plus tard, John Locke pense que le fondement de la société doit être contractuel, et les contractants doivent considérer la loi comme souveraine, seule garante de leur liberté. Ceux qui gouvernent sont tenus de respecter la volonté du peuple et la loi, puisqu'ils ont obtenu le pouvoir de gouverner uniquement grâce au contrat passé avec les gouvernés.

Ceux-ci ont le droit de reprendre ce pouvoir si le contrat n'est pas respecté.

Le théoricien du libéralisme politique (farouchement opposé à Robert Filmer et ses thèses en faveur de la monarchie absolue de droit divin, et grand admirateur de la révolution de 1688 qui instaure la monarchie constitutionnelle et parlementaire), et de l'empirisme (il rejette la théorie des idées innées), a exercé une grande influence dans les colonies américaines, de plus en plus déterminées à rompre avec la Couronne britannique et établir une république libre.

Jefferson est donc absolument lockien quand il rédige la « Déclaration ». Seule l'expression « poursuite du bonheur » est vraiment jeffersonienne. Ce Père fondateur la substitue au terme lockien de « propriété », qu'elle sous-entend tout en ouvrant sur d'autres perspectives. Quoi qu'il en soit, l'idée du contrat entre le peuple et ses gouvernants paraît à la base de la fondation de l'Amérique comme nation révolutionnaire. Or, comme je le soulignais plus tôt, les Américains, n'ayant pas une idéologie au sens strict, ne cessent de réinterpréter et d'adapter à des situations muables les textes.

C'est ainsi que l'un des tous premiers théoriciens du concept de nation et d'identité américaines, Francis Lieber, interprète à sa manière les fondements de la nation, en rejetant l'idée de contrat et en saisissant dans la nation américaine le résultat d'une formation historique lente (approche historiciste). Comme le note Allan Pendleton Grimes, Lieber rejette la théorie du contrat fondateur et lui substitue l'idée d'une formation nationale par « une population homogène, vivant dans un territoire cohérent » ayant beaucoup de choses en commun, dont le langage, la littérature, les institutions (33)... Notons par ailleurs que pour Francis Lieber le christianisme fait partie de ces forces unificatrices américaines. Il ne peut donc être exclu :

---

(33) « This institutional and evolutionary emphasis in Lieber led him to discard the contract theory of the state, holding that the state arose from the social necessities of man's being. The nation, in Lieber's conception, was a homogeneous population, in a coherent territory, with a common language, common literature and institutions, possessed of a consciousness of a common destiny. It was this aspect of commonality of culture, of history, of political institutions and of destiny which made a given people in a given place a nation. This organic concept of the nation was certainly far closer to Burke than it was to the contract theorists in America. » (Pendleton Grimes 283-284)

The Christian religion is interwoven with all the institutions which surround us and in which we have our social being. The Christian religion has found its way into a thousand laws, and has generated a thousand others. It can no more be excluded than the common law, or our language. (Lieber 529) (34).

Il est ainsi impossible d'affirmer définitivement ce qu'il en est de l'« identité » américaine. Celle-ci relève plutôt d'un entre-deux. Le débat continue d'être passionné entre ceux qui considèrent l'Amérique comme un pays chrétien, en réinterprétant le passé à leur manière, c'est-à-dire en inventant un « passé utile » (35), et ceux de l'autre camp qui utilisent ou interprètent à leur manière le passé, en y trouvant des arguments en faveur d'une perception strictement privée de la pratique religieuse (36). Si tel débat est possible, c'est bien parce que les textes fondateurs ne présentent pas une vision politique stricte, dans la mesure même où ils étaient des dévots tout en étant séduits par la philosophie des Lumières qui leur fournissaient les arguments nécessaires pour mener leur révolution contre l'hégémonie de la couronne britannique.

---

(34) L'importance de la dimension religieuse a été perçue très tôt par des penseurs européens comme Voltaire et Diderot (qui en ont rejeté l'archaïsme et le « fanatisme » puritain), ou comme Tocqueville, qui, à l'inverse, y a vu le signe positif et la condition de la démocratie américaine.

(35) Frank Lambert écrit à ce propos : « To support their claims, these conservatives often conflate the planters—such as the New England Puritans and the Chesapeake Anglicans—and the Founders into one set of forefathers who came to America to plant “true” Christianity and to practice it in freedom. Further, they insist that the Founders never intended a separation of church and state, arguing that at most the First Amendment aimed at preventing Congress from favoring any single sect. In searching the historical record, these partisans seek or invent a “usable past” that supports their positions. » (Lambert 5)

(36) « Partisans on the other side of the culture war also consult the nation's Founders for a “usable past” of their own. They, too, tend to conflate the two sets of progenitors by making both the Founding and the Planting Fathers impassioned champions of a religious freedom that extended liberty of conscience to all. They often conceive of religion as strictly a private matter between individuals and God; in their view, the fight for religious freedom has always been that of individuals insisting on practicing their faith as they deem they should. These liberals in the culture war forget that many of the champions of religious liberty and separation of church and state during the late eighteenth century were fighting for the right to express their beliefs *publicly*. Thus at the center of the culture war remains the question of how to reconcile the notion of America as a Christian Nation with that of America as a haven of religious freedom where the beliefs of a diverse and pluralistic population are respected. » (*Ibid.* )

On reconnaît dans les textes et propos que les Pères fondateurs ont légués aux générations futures, une tension entre la philosophie des Lumières (qui reconnaît entre autres la pluralité) et le christianisme protestant qui fonctionne pour les fondateurs comme un discours unificateur stabilisant. On y perçoit l'intervention constante de la providence dans tous les domaines de la vie individuelle, publique et, surtout, nationale (Marienstras 75-79, 92-93). L'Amérique, don divin, protégée par une providence bienveillante, est le lieu même de réalisation de la volonté divine.

Cette foi s'exprime de manière explicite dans le discours politique (pendant les campagnes électorales, par exemple) ou implicite dans le cadre de la civil religion. Quoi qu'il en soit, la pratique sociale, la *civil religion*, le récent virage religieux récemment pris par les Démocrates et Obama (comme on l'examinera plus loin), montrent que la société américaine est puissamment marquée par la foi religieuse, que celle-ci empiète de manière de plus en plus forte sur la sphère publique et surtout sur le discours politique.

Si des auteurs tel Lieber ont avancé depuis longtemps que le christianisme est au fondement même de la culture et de la mentalité américaines, d'autres pensent que la création de l'Amérique est idéologique. Élise Marienstras note à ce propos, que « l'identité des États-Unis fut [...] d'abord placée dans le politique et l'idéologique ; et l'on assigna à l'idéologie la charge de forger le 'caractère' du peuple américain, c'est-à-dire sa culture » (Marienstras 14).

L'idéologie, comme discours fondateur, est censée générer une culture, informer une psychologie nationale, dont l'axe a d'ailleurs été abondamment défini et redéfini : esprit combatif, pragmatique, travailleur, dévot : *hard working and God fearing*. D'où cette question inévitable : l'américanisation se fait-elle par l'adhésion à des textes fondateurs ou par l'évolution en marge de valeurs imposées par une communauté de fait, laquelle reste le socle dominant de la nation et prescrit aux autres ses propres lois ?

Au moment de la création des États-Unis d'Amérique, il était évident pour les fondateurs que cette nouvelle nation était anglo-saxonne (37).

---

(37) En vérité, l'unité culturelle ou religieuse est loin d'être acquise au sein de la même communauté.

D'ailleurs, la démographie ne laisse planer aucun doute là-dessus : 80 % de la population est d'origine anglaise, le reste est constitué d'autres groupes européens, notamment les Allemands. Quant aux Indiens et aux esclaves, ils n'ont pas le statut de citoyens.

Donc la communauté de fait était bel et bien anglo-saxonne et protestante. Cette donnée sociale (ou plutôt « raciale » comme on disait souvent à l'époque), compte beaucoup dans la manière dont la nation s'appropriait à se définir ou à « se vivre ». Cette réalité était la source d'inspiration immédiate des Pères Fondateurs. On avait au départ une vision homogène ou consensuelle de la communauté nationale américaine ; l'unité raciale et culturelle (ici interchangeable), et l'union fédérale sont l'axe essentiel de ce consensus, dont l'une des traductions philosophiques est la thèse « libérale nationale ».

L'indépendance de l'Amérique se dit « révolution » parce qu'elle a rejeté non pas simplement la Grande Bretagne en tant que puissance « colonisatrice », mais parce qu'elle a rompu avec la couronne britannique et, par là, la patrie mère. Ce sont des descendants d'Anglais en majorité qui font la révolution. Ces « Américains » rompent radicalement avec la Grande Bretagne, non seulement politiquement, mais aussi culturellement, voire et jusqu'à une certaine mesure, linguistiquement.

Cela signifie que la fondation de la nation américaine par l'indépendance a équivalu au rejet d'une réalité : l'existence d'une communauté de fait (la communauté anglaise ou britannique) et la définition postérieure de cette communauté de fait par un discours universaliste qui dépasse cette communauté. L'idéologie américaine aurait ainsi une dimension holistique.

Du fait même que la communauté se constitue par rejet de la « communauté mère », à savoir l'Angleterre, il fallait créer un discours, une idéologie qui fonctionneraient dès le départ comme le socle intellectuel, spirituel, politique du projet national. L'Amérique, pays issu du colonialisme, s'impose face à la Grande Bretagne comme une communauté idéologique ; le cadre d'ensemble de la nation américaine est assuré par les textes fondateurs que sont la Déclaration d'indépendance ou la Constitution, lesquelles définissent l'Amérique comme une république démocratique universaliste, ce qui permet de désamorcer les effets paradoxaux d'une création qui serait l'œuvre d'Anglais américanisés. La définition contractuelle de la nation

américaine apporte un éclairage cohérent à la formation de l'identité américaine comme étant séparée de l'Angleterre et comme étant déterminée par un processus constructiviste. Cette reconnaissance de soi comme une nouvelle création, passe inévitablement par le rejet de l'idée d'une communauté de fait, laquelle communauté ne peut se définir que de manière essentialiste. Or, l'idée de la communauté de fait a prévalu grâce à l'essentialisme religieux, dans un entremêlement entre « race » et culture. Dans cette optique, l'identité américaine se définit par l'appartenance à la « race » anglo-saxonne et à la religion protestante. Le trait de caractère américain est déterminé par cette appartenance. Aussi le rejet de certains groupes ethniques est-il d'abord motivé par une doctrine religieuse de type racaliste.

Du coup, les immigrés protestants d'origine germanique, nordique ou anglaise s'adaptent vite. En revanche, les autres Européens qui, en plus d'être des Catholiques, sont celtes, slaves ou latino-européens, souffrent de rejet et sont éloignés des centres décisionnels. Ils seront pendant longtemps dominés par la puissance économique, politique, éthique des Protestants anglo-saxons. Quant aux autochtones, leur élimination est justifiée par les récits bibliques de l'Ancien Testament comme on l'a examiné plus haut (ils sont les Philistins de « L'Exode » ou de « Nombres » dont le massacre est ordonné par Yahvé). Les Noirs, eux, même s'ils embrassent la religion des maîtres, sont exclus pour des raisons purement racistes, justification supplémentaire s'il en faut de l'esclavage.

C'est ainsi qu'on voit émerger au cours du XIX<sup>e</sup> siècle de nombreuses théories raciales ; certes, l'Amérique n'est pas un cas unique puisque ces théories sont monnaie courante en Europe dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, qui se prépare à coloniser les pays du Sud et qui cherche donc à justifier l'exercice de cette domination par des théories culturalistes et scientistes (38). Les Noirs (mais aussi les femmes) sont biologiquement inférieurs, parce que l'un comme l'autre auraient un plus petit crâne... Les Celtes, les Ibériens, bien qu'ils fassent partie de la race blanche, sont également inférieurs.

---

(38) À propos de l'ensemble de ces discours scientistes et culturalistes chez les théoriciens français, voir l'excellent ouvrage de Tzvetan Todorov, *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*, Paris, Éd. du Seuil, 1989. Voir également Thomas F. Gossett.



En revanche, les Anglo-Saxons se perçoivent comme étant racialement supérieurs, dans la mesure où cette « race » est naturellement ou biologiquement prédisposée à produire des personnes à l'esprit individualiste créatif, doté d'un sens pratique des réalités, capable plus que d'autres d'utiliser la raison. Il en va de même de la notion de liberté : elle est dans le sang de l'Anglo-Saxon.

L'identité nationale américaine semble ainsi racialement déterminée, autrement dit inscrite dans un essentialisme biologique, non dans un constructivisme historique. Cette vision a un versant culturaliste non seulement développé par d'autres historiens que Francis Lieber, comme E.L. Humphrey ou Arthur M. Schlesinger, Sr., pour qui la nation américaine précède l'État. Il y aurait ainsi une homogénéité culturelle américaine anglo-saxonne, issue de l'Angleterre et de l'Europe, mais en même temps différente d'elles. Les Américains seraient devenus indépendants de l'Europe culturellement, éthiquement avant même la formation de l'État. Or, il n'y a pas de consensus sur ce point, chose qui prouve si besoin est que l'histoire de la formation de la nation américaine se prête au jeu de l'interprétation en fonction de l'axe qu'on souhaite privilégier.

C'est ainsi que d'autres historiens, plutôt progressistes comme Hans Kohn ou surtout Richard Hofstadter, perçoivent la nation américaine comme étant fondée sur un idéal américain, formé dans l'ère pré-révolutionnaire mais aussi renforcé par les valeurs de la Révolution. Cet idéal reste la force unificatrice même de la nation, et c'est lui qui forme l'esprit national, et donne aux Américains la possibilité d'aller outre leurs différences religieuses ou raciales et construire ensemble leur société tout en s'inscrivant dans une dimension universelle.

Comme nous l'avons déjà noté, les textes américains fondateurs, dont la Déclaration d'indépendance, se présentent comme la traduction idéologique et programmatique de la philosophie de Locke pour qui toute loi doit s'inspirer des droits naturels de l'homme. Autrement dit, ces textes ont laissé la porte ouverte à une évolution, celle que dicte la dimension constructiviste et le cours de l'histoire, puisque de toutes les façons le pays était non seulement favorable à l'immigration mais en dépendait pour s'accroître et se développer économiquement, en peuplant les larges étendues à l'Ouest. D'ailleurs, si un siècle après l'indépendance, les Européens continuent de former la plus grande source migratoire, c'est avec un changement

notable dans ses composants ethniques, religieux ou culturels : les migrants anglais et allemands ne constituent plus que respectivement 6% et 3,98% de l'ensemble des migrants européens ; le nombre des Irlandais a chuté pour n'être plus que de 3,77 %. En revanche, les Slaves, les Italiens et d'autres groupes issus du bassin méditerranéen s'imposent avec force : 74,86 %.

Ces nouvelles arrivées, qui modifient la carte humaine de l'Amérique, remettent sérieusement en cause la thèse de la communauté de fait ainsi que celle de l'élection. Les quotas sur l'immigration de 1921 sont un signe nerveux émanant de cette communauté qui veut mais ne peut préserver son identité raciale et religieuse dominante. L'arrivée massive d'immigrés originaires d'autres pays, d'autres cultures, notamment les Slaves et les Italiens, poussent l'Amérique à chercher des définitions adéquates de son présent et de son avenir « racial », un présent qui impose de plus en plus l'image du *melting pot* dans les années 1960 (décennie de toutes les remises en cause, dont celle d'identité « américaine »), puis, dans les années 1990, celle du *salad bowl*.

C'est bien cette Amérique idéale-là, contractuelle et plurielle, qu'incarne Obama, une Amérique qui valorise la dimension symbolique du texte fondateur, c'est-à-dire qui fait triompher ce qui unit et permet à tous de s'associer, non ce qui ne peut unir qu'au nom d'une hiérarchie d'inspiration homogénéiste ou culturaliste. Parmi ces forces, on retrouve la foi même en les vertus de l'individualisme, la survalorisation de la réussite personnelle. L'individualisme et le pragmatisme, moteurs du rêve américain, ne pouvaient que finir par desserrer l'étau de l'emprise culturaliste et racialisé. Mais on perçoit en même temps que la puissante foi chrétienne chez Obama lui permet de trouver des « racines » dans la source religieuse des commencements.

Ce référentiel religieux a toujours été présent avec plus ou moins de force dans les discours présidentiels américains et, au-delà, dans le discours institutionnel américain. Son influence politique est importante. Aussi la séparation de l'Église et de l'État au sens strict est-elle relative en Amérique. On reconnaîtra néanmoins que les institutions sont laïques, mais que l'éthique d'ensemble est chrétienne. Ce qui importe en outre, c'est d'observer que les deux valorisent le pragmatisme et l'individualisme, font tous deux triompher le « je » sans trahir le « nous ».

Le « je » est récurrent dans le discours d'Obama qui ne se contente pas de parler au nom de la fonction présidentielle qu'il représente, mais aussi au nom de sa propre histoire et ses propres rêves. Ceci souligne l'importance en Amérique de l'individualisme, de l'expérience personnelle (dimension pragmatique qui elle-même implique une forme de démocratie). D'où la simplicité lexicale et syntaxique, la posture « décontractée » de beaucoup de présidents américains qui cherchent à représenter « the average American », « the man of the street ». D'ailleurs, pendant la campagne électorale, Obama a fait de grands efforts pour ne pas donner l'impression de faire partie d'une élite intellectuelle et d'être ainsi coupé du peuple. Le choix par le camp républicain d'un antagoniste en la personne de « Joe le plombier », carte que les Républicains ont cru pouvoir jouer au bon moment, ne visait-il pas en priorité de faire apparaître cet écart supposé ? Cette façon d'être dit une simplicité rassurante, une manière de confirmation de la notion d'égalité prônée par la Déclaration d'indépendance et par le préambule de la Constitution : « nous le peuple ».

L'individu est ainsi valorisé et avec lui son parcours personnel et, surtout, les étapes successives de sa réussite, et de la réalisation de son « rêve américain ». Du coup, le discours présente un versant concret, « autobiographique », et la réussite d'Obama, reste exemplaire. Les grands projets nationaux, politiques ou économiques, se font en fonction d'attentes concrètes, ciblées, situées à l'échelle de l'individu, du quartier, de la famille ou de la communauté. Les églises servent souvent à relayer et à façonner d'ailleurs les messages de la sociétés. Ceci est important parce que l'individu est le socle même de la nation américaine.

La sacralité du « je » apparaît dans le discours d'Obama, qui parle souvent de son expérience personnelle comme étant exemplaire, légitimant du coup le bien-fondé du rêve américains. Cet aspect est d'ailleurs récurrent dans la culture américaine, d'où la vogue des autobiographies, des anecdotes héroïques où l'on réussit à vaincre difficultés et adversités. L'histoire d'Obama représente l'éthique américaine et en prouve la validité. C'est l'Amérique de la réussite, de l'égalité des chances, celle qui valorise l'excellence et maintient indéfiniment le mythe de la *possible* réussite (« poursuite du bonheur »). La *success story* d'Obama est exemplaire. L'histoire individuelle (*story*)

est le fondement de l'histoire collective (*history*); aussi les parcours personnels ou privés appartiennent à la sphère publique :

Eh bien, qu'un Américain d'origine africaine et ayant pour nom Barack Hussein Obama ait pu être élu président a fait couler beaucoup d'encre. Mais mon parcours n'est pas si unique. Le rêve des chances de réussir ne s'est pas concrétisé pour tous en Amérique, mais cette promesse existe pour tous ceux qui débarquent sur nos rivages – y compris les près de sept millions de musulmans américains qui vivent aujourd'hui dans notre pays et dont le revenu et le niveau d'éducation sont supérieurs à la moyenne.

Le « je » reste le lieu de réalisation et de validation du rêve américain, le lieu même où l'Amérique célèbre ses heureux destins. La jonction entre destin ou parcours personnel et destin communautaire (à savoir national, si l'on considère comme Benedict Anderson la nation comme une communauté élargie) est l'un des particularismes de la culture américaine. La prise de parole ou de décision, l'histoire personnelle, engage l'ensemble de l'éthique sociale et culturelle. Réussir, c'est faire du bien à l'Amérique ; échouer, c'est lui faire du tort.

Lors de la convention démocrate de Denver, Joe Biden, colistier d'Obama et aujourd'hui vice-président, fait un discours de campagne où les grands desseins nationaux et internationaux s'énoncent en parfaite harmonie avec des anecdotes autobiographiques qui permettent aux auditeurs et aux téléspectateurs de saisir le profil humain, individuel de l'homme d'état. D'où l'importance de la fonction émotive du langage. Ainsi évoque-t-il son père qui lui a inculqué des valeurs bien américaines : celle d'être *tough* ; quand on se fait assommer, lui disait-il, il ne reste qu'une seule chose à faire : se relever. Joe Biden regrette la mort de son père mais remercie Dieu que sa mère soit toujours en vie. Il la montre de la main, assise à la tribune, la caméra fait un grand plan sur une belle vieille dame toute digne ; et tout le monde, dans une grande effusion émotionnelle, se tourne vers elle en l'applaudissant. Et Joe Biden de lui lancer : « *Mom, I love you!* ».

L'intime et le public vont de pair ; en public, on affectionne l'ostentation. La transparence doit absolument marquer la relation entre le paraître et l'être, le public et le privé. On se dévoile dans la pure tradition calviniste des confessions publiques. L'expression cathartique de l'émotion fait partie de la rhétorique sociale américaine, surtout

quand elle s'appuie sur le sentiment d'appartenance familiale. Joe Biden, un parmi d'autres, révèle ainsi l'importance de l'institution familiale et sa fidélité aux valeurs américaines, mettant en lumière par là même le ciment moral et social des Américains.

Les discours de personnalités significatives comme Hillary Clinton, McCain, Biden ou Michèle Obama, font constamment référence à ce qui unit les Américains : les valeurs communes qui disent la quasi-sacralité du travail, le sens de l'honneur, de l'effort, de la dignité, de la fidélité familiale..., la « *belongingness* », le patriotisme (39). Ce qui est ainsi mis en évidence, c'est le consensus social, le socle unificateur au-delà des antagonismes politiques ou ethniques. La relation heureuse ou harmonieuse entre l'individu et la société ou ses métarécits est continuellement soulignée (40).

Dans le discours du Caire, Obama met en avant la vitalité et la force de régénération des valeurs américaines. En ce sens, le quarante-quatrième président des États-Unis n'est pas une exception. En revanche, ce qui change avec lui en tant que président démocrate, c'est sa manière d'afficher sa foi religieuse, et la manière dont sa foi devient une force vitale, un « *guiding principle* ». Ce phénomène est nouveau dans la société américaine qui semble ainsi être devenue plus réceptive au discours religieux qu'elle ne l'a été par le passé. Traditionnellement, ce sont les républicains qui utilisent la religion dans leurs campagnes électorales ou discours.

En effet, on a pu noter pendant la campagne électorale de 2008 un changement significatif : alors que McCain (épiscopalien) reste discret sur sa foi religieuse (peut-être voulait-il prendre ses distances avec W. Bush), Obama, lui, affiche sa foi en déclarant à qui veut l'entendre qu'elle a été le moteur le plus puissant de sa vie.

Il y a certes chez Obama un parcours spirituel personnel particulier, mais cet état de fait coïncide avec un contexte sociopolitique américain qui témoigne d'une évolution des mentalités religieuses, phénomène dont les signes sont surtout visibles au sein du parti démocrate. Comme le note Ariane Zambiras, l'élection d'Obama,

---

(39) Une audition ou lecture rapide des discours de ces personnalités...

(40) Voir à ce propos William H. Whyte.

de la campagne des primaires jusqu'à l'investiture, révèle une ouverture du Parti démocrate vers la frange la plus religieuse de l'électorat américain, celui-ci ayant été délaissé au profit du GOP pendant de nombreuses années. (Zambiras 35)

Depuis les années 1960 marquées par la « trahison » des démocrates, le vote chrétien blanc sudiste s'est massivement porté sur le parti républicain (ou GOP: Grand Old Party). Le parti démocrate, lui, reste proche des thèmes « libéraux » qui se dégagent surtout dans les années 1960 (droits civiques des minorités ethniques, libération des femmes, contre-culture, principalement). Or, la campagne de 2008 donne à voir un repositionnement des démocrates sur le terrain religieux.

C'est pendant les années 2000 que les démocrates commencent à modifier leur stratégie et font du religieux un thème électoral important. Les deux candidats principaux à la nomination démocrate ne font que suivre les recommandations et stratégies de leur parti lorsqu'ils engagent des « conseillers évangéliques » pendant la campagne. Cependant, Obama, fin stratège, sait mieux que Clinton que la base électorale démocrate est réceptive au discours religieux, qu'il porte de toutes les façons et sincèrement. Obama rompt ainsi avec l'élitisme de ses prédécesseurs. Lui, veut parler directement au peuple et montrer qu'il est parfaitement adapté à l'évolution de la société américaine pendant les quatre dernières décennies. Ariane Zambiras écrit à ce propos :

Le candidat démocrate s'est voulu en rupture avec ses prédécesseurs, jugés trop élitistes et coupés de la base du parti, un candidat qui comprend que la religion fait partie de l'identité de la base de l'électorat démocrate, et qui ne méprise pas cette composante identitaire importante, notamment pour l'électorat ouvrier. (Zambiras 41)

Les démocrates s'adaptent à une nouvelle réalité sociale. Dans les années 1990, on met l'accent sur une nouvelle Amérique multiculturelle où les Anglo-saxons protestants se sont plus les maîtres des lieux, mais une minorité, certes large, mais une minorité parmi d'autres. L'Amérique se désigne volontiers alors comme *salad bowl* (ou saladier) pour mettre en lumière la diversité de ses composants humains et la vitalité du transnationalisme au sein de sa réalité migratoire (41). Dans

---

(41) C'est ainsi qu'on a pu dire aux débuts des années 1990 de Los Angeles qu'elle est la deuxième plus grande ville mexicaine !

les années 2000, une nouvelle réalité est apparue et, bizarrement, les événements du 11-Septembre l'ont rendue davantage visible : l'Amérique est non seulement un pays multiethnique, mais également multi-religieux, et surtout un pays qui compte parmi ses religions constitutives l'islam. Et on se rend compte alors que les musulmans eux-mêmes forment au sein de la société américaine une communauté à la fois intégrée depuis longtemps et d'origines diverses : africaine, arabe, asiatique, européenne, perse, turque...

Le thème de l'*inter-faith* dialogue paraît essentiel, et les Démocrates ont su le mettre en évidence. On le retrouve particulièrement souligné dans le moment inaugural de la Convention démocrate nationale de 2008 à Denver, dont l'organisation est confiée à Leah Daughtry, une femme pasteur d'une congrégation pentecôtiste (42), laquelle affirme que « aujourd'hui nous allons célébrer notre foi et nos valeurs », avant d'entamer, pour la première fois dans l'histoire d'une convention, une séance de prière qui, plus est, est œcuménique (43).

L'Amérique plurielle, culturellement métissée, est enfin advenue. Certes, il ne faut pas croire que tous partagent la vision de la majorité qui a élu Obama. On perçoit et on percevra des résistances racistes conscientes ou inconscientes en Amérique. Elles sont particulièrement présentes dans le Sud profond ; elles ont fait surface pendant la campagne électorale de manière déclarée ou insidieuse même chez des « libéraux » comme Bill Clinton.

L'idée sous-jacente n'est autre que celle de la définition de l'Amérique. C'est sournois, mais c'est là. On a entendu lors d'un meeting républicain une dame lancer à McCain fort gêné qu'Obama était arabe. La liaison entre Obama et un soi-disant groupe terroriste de la gauche radicale active dans les années 1960 (Obama est né en 1961 !) avancé par Sarah Palin est irrationnelle précisément parce que ce qu'elle vise, c'est l'inconscient américain, pas la raison, à savoir qu'Obama est l'ennemi de la nation américaine, en somme un intrus, un *non-Américain*. C'est pourquoi la remarque sournoise de Bill Clinton sur le « kid » pendant la campagne des primaires en Caroline du Sud a eu

---

(42) Voir le site du *New York Times Magazine* :  
<http://www.nytimes.com/2008/07/20/magazine/20minister-t.html>

(43) Voir le site du magazine *Religion and Ethics* :  
<http://www.pbs.org/wnet/religionandethics/week1152/cover.html>

comme *effet une levée de boucliers* chez les Démocrates libéraux comme chez les Noirs. Clinton qui vient du Sud (Arkansas) a joué à un jeu bien pervers : Obama est le « kid » dans le sens où il serait immature et trop jeune pour être président (alors que Clinton est lui-même le troisième plus jeune président américain élu après John F. Kennedy et Theodore Roosevelt). Mais c'est un terme racialement codé : c'est ainsi que les Blancs du Sud appellent les adultes noirs. D'ailleurs, Bill, voyant que sa femme était en perte de vitesse, n'a cessé de faire des remarques sur Obama comme étant le candidat des Noirs seulement, en le comparant perfidement à l'éternel malheureux candidat, Jessie Jackson.

Tout ceci prend appui sur une manière particulière de définir l'Amérique et de se définir en son sein : une communauté de fait (racialement et religieusement définie) ou alors une idéologie fondatrice et unificatrice (universaliste, égalitaire). Or, ce que l'élection d'Obama laisse apparaître ou espérer, c'est le triomphe des forces américaines qui ne reconnaissent que l'idéologie fondatrice comme véritable définition de l'Amérique. Ceci présage d'un avenir meilleur dans le domaine des relations internationales, notamment dans les relations à venir avec le monde musulman.



## Chapitre 4

### La réinvention de l'Amérique ou la « Nouvelle Andalousie »

On peut à maintenant mieux situer l'américanisme qui sous-tend le discours du Caire et percevoir quelle éthique et quelles forces culturelles spécifiquement américaines Obama reprend et interprète ou réinvente, pour proposer aux musulmans de cheminer ensemble en reconstruisant les relations entre l'Amérique et l'islam. Cette proposition est présentée de manière très *américaine*, à savoir rythmée par la puissante foi en la possibilité de la réinvention de soi à partir du passé, pour ouvrir de nouvelles pages et construire un avenir, meilleur. Le passé paraît encore une fois important mais dans la mesure où il est « utilisable » pour « avancer » en fonction d'idéaux reconnus comme étant conjoints (en bref, les deux universalismes américain et musulman), et en fonction d'objectifs réalistes ou d'intérêts communs.

Obama déclare d'entrée de jeu qu'il veut reprendre à nouveau les relations entre l'Amérique et l'islam, en reconnaissant certes l'importance du passé, mais surtout en valorisant le futur. Aussi tient-il « particulièrement [à] déclarer aux jeunes de toutes les confessions et de tous les pays, plus que quiconque : vous avez la possibilité de ré-imaginer le monde, de refaire le monde (44) ». C'est l'ère d'un nouveau commencement aux allures mythiques qu'Obama annonce (*a new beginning*), alimentée par les forces optimistes spécifiquement américaines dont le cadre a été étudié plus haut. Précisons-le de nouveau : il ne faut pas se méprendre sur l'étendue du souhait ou de la détermination d'Obama. Ces nouvelles relations qu'il tient à établir avec le monde musulman sont d'inspiration américaine ; elles ont une dimension pragmatique et une autre idéaliste.

Dans les propos d'Obama l'idéalisme universaliste et ouvert et le pragmatisme calculateur et réaliste, font bon ménage. Dès les premières minutes de son discours, il spécifie son objectif, celui-ci étant défini par deux notions majeures : « *mutual interests* », d'une part, et « *common principles* », d'autre part :

---

(44) On aura noté le glissement immédiat de l'imagination à la réalisation, du désir à son inscription. J'évoquais plus haut l'Amérique performative.

Je suis venu ici au Caire en quête d'un nouveau départ pour les États-Unis et les musulmans du monde entier, un départ fondé sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel, et reposant sur la proposition vraie que l'Amérique et l'islam ne s'excluent pas et qu'ils n'ont pas lieu de se faire concurrence. Bien au contraire, l'Amérique et l'islam se recourent et se nourrissent de principes communs, à savoir la justice et le progrès, la tolérance et la dignité de chaque être humain.

Les « intérêts mutuels » supposent une objectivité, un raisonnement à froid à partir de données concrètes et la définition de ce qui est bon, fructueux pour les deux parties. Ici, le concept ou le projet se construit à partir d'une réalité palpable où le concret, le factuel, est valorisé aux dépens (mais pas au mépris) de l'abstrait ou du symbolique. Les idées et propositions avancées sont le résultat d'une vérification et d'une validation empirique. Cela suppose une politique basée sur la prudence et l'objectivité, et sur la « poursuite du bonheur » *matériel* (45).

En vérité, il s'agit ici de l'un des traits américains les plus significatifs : le pragmatisme. Et s'il est une philosophie américaine, c'est bien celle du pragmatisme tel que défini par l'un de ses mentors, William James, à savoir comme une forme d'empirisme qui reformule le concept de vérité. Loin de la métaphysique, loin d'être « une propriété que possèdent certaines de nos idées », la vérité est

un *événement* qui se produit pour une idée. Celle-ci *devient vraie* ; elle est *rendue vraie* par certains faits. Elle acquiert sa *vérité* par un travail qu'elle effectue, par le travail qui consiste à se vérifier elle-même, qui a pour but et pour résultat sa *vérification*. Et, de même, elle acquiert sa *validité* en effectuant le travail ayant pour but et pour résultat sa validation. (James 142-144)

Cette dimension pragmatique ou pragmatiste empreint les propos du président américain. Ce qu'il dit de l'islam n'est pas le fruit exclusif de lectures, mais également le résultat d'un vécu, comme Obama tient à le spécifier. Sa « conviction », nous dit-il en effet, « s'enracine » dans un « vécu ». L'idée, la conviction, est l'aboutissement d'une expérience, d'une connaissance concrète du sujet :

---

(45) Calvin Coolidge, trentième président des États-Unis, ne disait-il pas que « *the chief business of the American people is business* » ?

J'ai donc connu l'islam sur trois continents avant de venir dans la région où il a été révélé pour la première fois. Cette expérience guide ma conviction que le partenariat entre l'Amérique et l'islam doit se fonder sur ce qu'est l'islam, et non sur ce qu'il n'est pas [...].

L'expérience ne doit cependant pas permettre au passé d'avoir une emprise sur le présent, mais orienter la relation vers le futur, permettre ainsi la construction d'un projet commun. Le terme « futur » est significativement récurrent dans le discours d'Obama et il en de même de l'expression « aller de l'avant » (*move forward*) qui n'est autre que le sens littéral du mot clef « progrès ». En ce sens, le passé ne saurait être une force aliénante : « Quelle que soit notre opinion du passé, nous ne devons pas en être prisonniers. Nous devons régler nos problèmes par le biais du partenariat et partager nos progrès. » Aussi propose-t-il aux musulmans, en évoquant le conflit israélo-arabe, d'« opter pour le progrès au lieu de se polariser de manière autodestructrice sur le passé ». Cette manière de relativisation du passé au profit du futur marque divers champs thématique dans l'intervention d'Obama :

Cette histoire est bien connue. Plutôt que de rester emprisonné par le passé, j'ai dit clairement au peuple et aux dirigeants iraniens que mon pays est prêt à aller de l'avant. La question qui se pose maintenant n'est pas de savoir à quoi l'Iran s'oppose, mais plutôt quel est l'avenir qu'il souhaite bâtir.

[...]

Il y a tellement de peur, tellement de méfiance qui se sont accumulées avec les ans. Mais si nous choisissons de nous laisser enchaîner par le passé, nous n'irons jamais de l'avant. Je veux particulièrement le déclarer aux jeunes de toutes les confessions et de tous les pays, plus que quiconque, vous avez la possibilité de ré-imaginer le monde, de refaire le monde.

[...]

Nous partageons tous cette planète pendant un court instant. À nous de décider si nous passons ce temps à nous concentrer sur ce qui nous sépare ou si nous nous engageons à faire ce qu'il faut – de façon soutenue – pour trouver un terrain d'entente, pour nous concentrer sur l'avenir que nous désirons pour nos enfants, et pour respecter la dignité de tous les êtres humains.

Intérêts mutuels, pragmatisme, futurisme, mais en même temps le discours d'Obama ne se départit pas d'un certain messianisme tel qu'on le perçoit dans les ouvertures idéalistes et universalistes qui animent la foi du président américain. Le grand recommencement est possible

pourvu qu'on reconnaisse une éthique commune, qu'on accepte les uns et les autres d'inscrire nos projets en fonction de textes communs aux trois protagonistes, tout en croyant que l'histoire est un cycle de départs renouvelés : « Nous avons le pouvoir de construire le monde auquel nous aspirons, mais seulement si nous avons le courage de prendre un nouveau départ, en gardant à l'esprit ce qui a été écrit. »

« Ce qui a été écrit », ce sont les textes sacrés, les trois Livres devenus une référence unique tel que le souhaite l'islam même. L'intertextualité coranique annoncée au début, les autres références intertextuels intégrés au milieu du discours qui renvoient aux textes fondateurs américains, convergent à la fin en une intertextualité monothéiste :

Le Saint Coran nous dit : « Humains ! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et Nous avons fait de vous des nations et des tribus, pour que vous vous connaissiez mutuellement. »

Le Talmud nous dit : « Toute la Torah a pour objectif de promouvoir la paix. »

La Bible nous dit : « Bienheureux les artisans de paix : ils seront appelés fils de Dieu. »

Le monothéisme devrait ainsi unir au sein d'une Amérique ouverte et multiconfessionnelle, et d'un monde musulman ouvert et (historiquement) multiconfessionnel, les trois monothéismes et au-delà. La foi religieuse devient une force d'unification à prendre en compte en matière de relations internationales et de dialogue inter-civilisationnel :

De fait, la foi devrait nous unir. C'est pour cette raison que nous sommes en train de créer de nouveaux programmes de service communautaire en Amérique qui réunissent des chrétiens, des musulmans et des juifs. C'est également pour cette raison que nous nous réjouissons des initiatives telles que le dialogue inter-religieux du roi Abdallah d'Arabie Saoudite et le leadership de la Turquie dans l'Alliance des civilisations.

Ce projet commun, résolument inscrit aux antipodes de la théorie du clash des civilisations, est exemplaire et extensif. Au-delà de l'axe américano-islamique, c'est le monde entier qui est concerné dans cette manière de diplomatie éthique et essentiellement philanthrope :

À travers le monde, nous pouvons transformer le dialogue en un service inter-religieux de sorte que les ponts entre les êtres humains mènent à des actions en faveur de notre humanité commune, que ce soit pour lutter contre le paludisme en Afrique ou pour fournir des secours après une catastrophe naturelle.

Cette éthique commune, d'essence monothéiste et universaliste, devient ainsi dans l'esprit du président des États-Unis l'idéal unificateur de l'humanité. La notion de « peuple » (*people*) transcende les frontières nationales pour que tous soient unis sous la bannière de l'amour et de la quête de la paix : c'est le pari d'Obama qui semble si bien articuler idéalisme et pragmatisme, messianisme et réalisme. La mission qu'il se donne et le projet qu'il propose aux musulmans sont de dimension globale, universelle. Elle correspond en somme aux objectifs fondamentaux de l'islam, désignation qui est souvent interchangeable avec « paix ». Au début de sa locution, le président Obama salue son auditoire par l'expression « *salam alaikoum* » ; et c'est sur un souhait de paix qu'il termine son discours, quand il déclare que « les habitants du monde peuvent cohabiter en paix. Nous savons que telle est la vision de Dieu. C'est maintenant notre tâche sur cette Terre. Je vous remercie et que la paix de Dieu soit avec vous ».

Le président américain s'adresse aux musulmans et à l'islam en général en tant que civilisation, mais aussi en tant que religion qui alimente sa propre pensée spirituelle et inspire son éthique absolument ouverte. On a pu examiner dans le second chapitre dans quelle mesure les références intertextuelles au Coran sont nombreuses et significatives chez Obama. Celui-ci parle également à partir d'un lieu religieux qui est le sien, à savoir le christianisme comme il tient lui-même à le rappeler à ses auditeurs.

Ce faisant, il tient à démontrer qu'il est sincèrement imprégné de l'éthique religieuse, et qu'il a de ce fait une grande capacité de compréhension et d'admiration de l'essence de l'islam qui est ressemblé à plus d'un titre à l'essence chrétienne. Ce n'est pas la première fois, loin s'en faut, qu'un président américain affiche sa foi chrétienne. Or, généralement, cette foi reste inscrite dans une dynamique centripète. Avec Obama, on a l'exact contraire : on s'éloigne du centre pour aller vers la périphérie selon une dynamique centrifuge. Dans cette perspective, la « nouvelle » Amérique est celle dont la foi chrétienne dominante devient un atout, la possibilité même de rencontrer les autres et aller vers eux. Obama évacue ici les rigidités puritaines conservatrices, le messianisme exceptionnaliste et élitiste de la droite chrétienne et son prolongement politique unilatéraliste tel qu'instrumentalisé par les néo-conservateurs. L'Amérique qu'Obama réinvente est, à l'instar de l'Andalousie de l'âge d'or, multiconfessionnelle et tolérante *au nom du*

*principe religieux même.* À partir de là, il devient évident qu'Obama veut construire un projet commun avec le monde musulman non seulement à partir d'une éthique commune reconnue, mais à partir d'une *mise en relation transformationnelle*.

Un parallélisme subtile mais non moins persistant est établi entre l'Amérique et l'islam, c'est-à-dire non pas simplement entre deux réalités, mais entre deux discours fondateurs qui sont en plus appuyés sur une expérience à faire valoir. Tous deux encouragent la tolérance religieuse, la diversité ethnique et confessionnelle. Le Coran est cité dans ce sens, et les références à l'histoire de l'islam viennent donner des extensions concrètes à l'idée. Cette manière de dire, qui reconnaît l'islam comme force constitutive de l'Amérique à côté d'autres forces religieuses, indique en outre la place de plus en plus importante que les musulmans pourraient prendre en Amérique. C'est ainsi qu'à côté de la Nouvelle Jérusalem (ossifiée malgré tout par la culpabilité et l'exceptionnalisme), il est possible d'« édifier » une Nouvelle Andalousie, à savoir une société où la foi religieuse est au service de la liberté non contre elle. Hier, les musulmans protégeaient les minorités religieuses ; aujourd'hui, l'Amérique protège les musulmans comme minorité, et les considère comme partie intégrante de la société. Mais cette valorisation de l'islam contient en même temps une critique subtile à l'attention de nombreux pays musulmans où la liberté religieuse n'est plus garantie. C'est qu'en Amérique la liberté religieuse ou culturelle est un droit inséparable de la liberté individuelle :

En outre, la liberté en Amérique est indissociable de celle de pratiquer sa religion. C'est pour cette raison que chaque État de notre union compte au moins une mosquée et qu'on en dénombre plus de mille deux cents sur notre territoire. C'est pour cette raison que le gouvernement des États-Unis a recours aux tribunaux pour protéger le droit des femmes et des filles à porter le hijab et pour punir ceux qui leur contesteraient ce droit.

Contrairement aux supporters de Bush qui ont fait de l'islam l'antéchrist de la fin des temps, Obama non seulement reconnaît à l'islam ses Lumières, mais y perçoit en plus la possibilité même d'un échange fructueux avec l'Amérique, la base même d'une possible évolution commune. En ce sens, le discours d'Obama dépasse le cadre qui le justifie : il montre des voies possibles pour l'évolution de l'islam même, religion qu'il regarde de l'intérieur non de l'extérieur.

Dans la toute première référence au Coran déjà citée précédemment, un détail grammatical a valeur structurelle : « Comme nous le dit le Saint Coran [*As the Holy Koran tells us*], “Crains Dieu et dis toujours la vérité”. C’est ce que je vais essayer de faire aujourd’hui – de dire la vérité de mon mieux. » Non seulement Obama applique un précepte coranique, mais le « nous » inclusif qu’il emploie ici (46) montre jusqu’où il considère l’islam comme une religion universelle porteuse d’une éthique pour l’humanité entière, dont l’Amérique, au nom de laquelle Obama parle ici. Un peu plus loin dans son discours il donne encore une fois à l’enseignement coranique une valeur universelle absolue, par l’emploi cette fois-ci d’un verbe transitif indirect où l’on doit entendre « le Coran apprend à tout le monde » : « Le Saint Coran (nous) enseigne que [*the Holy Koran teaches that*] quiconque tue un innocent tue l’humanité tout entière, et que quiconque sauve quelqu’un, sauve l’humanité tout entière. » Cette vision culmine dans le passage final du discours où les trois religions sont présentées comme des sources d’inspiration pour l’humanité entière.

Cet idéalisme œcuménique, que certains ont trouvé « angélique », est néanmoins articulé avec une vision concrète et matérielle. Le monde et le nouveau commencement qui se dessinent sont inscrits dans une logique de partenariat comme nous l’avons souligné précédemment. L’idéalisme et le pragmatisme semblent être une « recette » américaine qui peut être partagée. Ce nouveau monde pourra en effet être créé de la même manière que l’Amérique a été créée, c’est-à-dire non seulement à partir d’une réalité mais à partir de la *possibilité* de créer cette réalité, à partir d’une *foi* puissante traduite. Ici, je le mentionnais plus haut, ré-imaginer, c’est faire.

Le discours d’Obama réinvente ainsi l’Amérique comme un pays dont l’exceptionnalisme, dont la « grandeur providentielle » ou la « destinée manifeste », prennent à présent une véritable dimension mondiale. Pour que ce projet universaliste puisse prendre forme, il faut que son messianisme ne soit plus perçu comme un impérialisme mais comme un humanisme progressiste. L’Amérique qu’Obama est en train de réinventer est inspirée des textes fondateurs mais elle est davantage inscrite dans une logique de partage, de partenariat et non

---

(46) Omis par inadvertance dans la traduction française officielle du discours.

plus de domination. C'est, en bref, une Amérique prête à sacrifier ses sentiments de toute-puissance :

C'est une responsabilité difficile à assumer. Car l'histoire de l'humanité a trop souvent été le récit de nations et de tribus qui s'asservissent en visant leur propres intérêts. Mais dans cette ère nouvelle, de telles attitudes sont autodestructrices. Au vu de notre interdépendance, tout ordre mondial qui élève un pays ou un groupe d'individus au détriment d'un autre est inévitablement voué à l'échec. [...] Nous devons régler nos problèmes par le biais du partenariat et partager nos progrès.

Il est utile de noter comment Obama joue à la fois sur une conception essentialiste de la nation américaine, et sur une autre constructiviste. Il n'est pas le premier à avoir mis l'accent sur le processus de formation sociale de la culture américaine, minimisant ainsi l'idée d'une identité réductionniste (le culturalisme de la communauté de fait), valorisant au contraire celle de l'idéologie fondatrice. C'est cela même qui lui permet d'affirmer, chose nouvelle, que l'islam est l'une des forces constitutives de l'identité américaine :

Je sais aussi que l'islam a de tout temps fait partie de l'histoire de l'Amérique. C'est le Maroc qui fut le premier pays à reconnaître le mien. En signant le traité de Tripoli en 1796, notre deuxième président, John Adams, nota ceci : « Les États-Unis n'ont aucun caractère hostile aux lois, à la religion ou la tranquillité des musulmans. »

Depuis notre fondation, les musulmans américains enrichissent les États-Unis. Ils ont combattu dans nos guerres, servi le gouvernement, pris la défense des droits civils, créé des entreprises, enseigné dans nos universités, brillé dans le domaine des sports, remporté des prix Nobel, construit notre plus haut immeuble et allumé le flambeau olympique. Et, récemment, le premier Américain musulman qui a été élu au Congrès a fait le serment de défendre notre Constitution sur le Coran que l'un de nos Pères fondateurs, Thomas Jefferson, conservait dans sa bibliothèque personnelle.

L'Amérique étant au départ un ensemble de textes fondateurs, un discours généralement universaliste (malgré les ambiguïtés soulignées) qui précède l'événement et le contient, le présent n'est jamais prisonnier du passé factuelle, mais se voit continuellement alimenté par le passé textuel, par les possibilités mêmes du discours (47). Aussi

---

(47) Cette remarque a cependant une portée théorique générale si on pense à l'ensemble travaux de Michel de Certeau sur la relation entre fiction et historiographie. En Amérique, elle prend une tournure particulière pour toutes les raisons évoqués dans cette étude.



Obama peut-il affirmer tout de go que l'Amérique est anti-impérialiste puisque son fondement même l'est. Pourtant, l'histoire de la conquête du territoire américain, l'achat de la Louisiane et de l'Alaska mis à part, est dans l'ensemble une histoire de conquête de vastes étendues territoriales, possession réelle des nations indiennes, ou alors possessions elles-mêmes coloniales de l'Espagne ou du Mexique. Que dire des Philippines, de Cuba et de l'ensemble de l'Amérique latine devenue au début du XX<sup>e</sup> siècle « la priorité des priorités » (48) ? Dans le présent, *le texte fondateur est plus important que l'histoire*. L'origine est idéalisée et c'est elle qui guide les peuples et permet de réinventer le présent.

On ne peut donc dire tout bonnement qu'Obama déforme l'histoire (d'ailleurs il fait référence à des moments historiques tragiques de l'histoire des États-Unis et de ses relations internationales) ; en vérité, il s'évertue à dégager de cette histoire et surtout des discours fondateurs les points positifs et vitaux qui constituent l'universalisme américain et le distinguent de l'universalisme colonialiste européen. Ainsi, en parlant de l'anti-impérialisme américain, Obama expose en même temps un idéal américain qui pourrait être, avec d'autres, à la base d'un nouveau projet, un projet commun aux Américains et aux musulmans. Cette manière de lire l'histoire est assujettie à un puissant optimisme, puisque, comme je le notais plus haut, le futurisme est l'une des forces américaines essentielles.

Ainsi, le discours d'Obama joue subtilement sur la double dimension imaginaire et historique, idéaliste et pragmatique. Et si comme chez les « pères fondateurs » on retrouve chez lui un volontarisme idéaliste qui puise dans un référentiel religieux chrétien, il marque un pas révolutionnaire en trouvant cette fois-ci dans l'islam même les exemples appropriés. La nouveauté annoncée dans cette manière de réinvention de l'Amérique, c'est la redéfinition de cette nation comme étant *monothéiste*. Du coup, les musulmans, « fils d'Abraham », sont liés de près à la religion majoritaire.

Ceci étant dit, l'Amérique est suffisamment libre pour abriter et protéger des groupes ou non croyants ou non monothéistes, pratiquant d'autres religions, issus d'autres cultures. Ces communautés

---

(48) Voir sur ce point André Kaspi (243) et, à propos de l'impérialisme américain en général, Jean-Marie Crouzatier.

peuvent se mettre en compétition, revendiquer et défendre leurs spécificités, mais elles restent soudées par le puissant sentiment d'appartenance nationale, patriotique que résume la devise américaine *E pluribus unum*.

## Conclusion

Le discours d'Obama allie un fort réalisme ou pragmatisme à un idéalisme religieux « messianique » ce qui lui permet d'être dans l'histoire et au-delà d'elle. Mais l'approche d'Obama est loin d'être manichéenne ou binaire. Le président américain (sa propre histoire et sa propre formation l'y ont certes préparé) a une perception complexe des réalités qu'il veut comprendre avant d'agir sur elle (49).

Consciente des complexités du monde, la diplomatie éthique d'Obama valorise l'interdépendance, le partenariat, la quête de la prospérité commune. Il est clair que pour le premier président américain d'origine africaine, la question de l'égalité compte beaucoup. En ce sens, sa politique sera radicalement opposée à celle du clan Bush (père et fils) et dont certains aspects importants sont développés dans *Diplomacy* de Henry Kissinger. Pour Kissinger, l'ordre est plus important que la justice. Il doit être l'objectif permanent de toute politique étrangère dans un monde marqué par le désordre. Pour celui-ci, il n'est de paix que dans un monde où règne l'ordre.

Pour Obama, la notion de justice est essentielle. C'est pour cela qu'il dit que la souffrance du peuple palestinien est « intolérable ». Par ailleurs, sa définition de l'identité nationale est, comme on l'a vu, basée sur l'adhésion à des valeurs énoncées par des textes fondateurs fonctionnant tel un ciment éthique. Pour lui, il n'y a pas d'essentialisme national absolu. C'est pourquoi il croit qu'en matière de politique étrangère, des changements essentiels peuvent survenir. Les peuples des nations ne se définissent pas de manière culturaliste ou essentialiste.

---

(49) Fareed Zakaria, rédacteur en chef de l'édition internationale de *Newsweek*, note à juste titre : « Obama rarely speaks in the moralistic tones of the current Bush administration. He doesn't divide the world into good and evil even when speaking about terrorism. He sees countries and even extremist groups as complex, motivated by power, greed and fear as much as by pure ideology. His interest in diplomacy seems motivated by the sense that one can probe, learn and possibly divide and influence countries and movements precisely because they are not monoliths. When speaking to me about Islamic extremism, for example, he repeatedly emphasized the diversity within the Islamic world, speaking of Arabs, Persians, Africans, Southeast Asians, Shiites and Sunnis, all of whom have their own interests and agendas. » *Newsweek* (juillet 2008) URL : [http://newsweek.washingtonpost.com/postglobal/fareed\\_zakaria/2008/07/obama\\_foreign\\_policy\\_realist.html](http://newsweek.washingtonpost.com/postglobal/fareed_zakaria/2008/07/obama_foreign_policy_realist.html)

Sa vision et celle de Kissinger sont ainsi radicalement antithétiques. Pour Kissinger, c'est la communauté de fait qui définit les nations. Celles-ci sont constituées par des peuples dont l'identité est la manifestation d'un essentialisme biologique et historique. Ces caractéristiques figées causent inévitablement des conflits internationaux parce que les intérêts et les spécificités divergent. Chaque nation a sa propre éthique et ses propres absolus. Dès lors, ces valeurs absolues sont vouées à s'opposer entre elles sur la scène internationale. Autrement dit, on est dans une logique de clash de valeurs et d'intérêts. Dès lors, afin de régler les problèmes internationaux, seule l'option militaire est valable. Kissinger et les amis conservateurs de Bush ne croient pas dans les instances internationales telle l'ONU. Pour lui comme pour eux, seul l'usage de la force est à même d'établir l'ordre dans le monde et, par là, la paix.

Certes, chez Obama, le pragmatisme et le raisonnement à froid ne lui font pas écarter l'option militaire, mais celle-ci est *assujettie* à une vision d'ensemble qui veut faire triompher les valeurs universelles et le droit international. En cela, il est guidé par une éthique inspirée des Pères fondateurs et par son parcours personnel. Obama croit dans les valeurs de la philosophie des Lumières (individualisme, liberté, progrès...), mais aussi dans les principes moraux du christianisme (famille, Dieu, justice divine...). En articulant les deux dans son discours, il fait avancer l'idée d'un christianisme des Lumières ouvert, universaliste et tolérant, voire œcuménique. La conclusion de son discours du Caire ne laisse aucun doute là-dessus.

Qui plus est, son parcours personnel, sa propre identité plurielle deviennent un moteur éthique qui valide ses propos et nourrit sa réflexion. Il y a en effet chez lui une dimension exemplaire et synchrétique : son « je » est non seulement national, mais humain dans le sens où, au-delà de son américanité, quelque chose en lui traduit des aspirations et des espoirs humains. Jamais l'universalisme de l'Amérique n'aura été aussi bien représenté dans la sphère politique. D'ailleurs, lui-même a fait valoir à plusieurs reprises son métissage comme le reflet d'une Amérique multi-ethnique. Plus encore, il a par sa propre histoire une dimension transculturelle. Obama dit significativement à ce propos dans un entretien :

Je pense que si vous pouvez dire aux gens : Nous avons un président à la Maison blanche qui a encore une grand-mère vivant dans une hutte sur

les rives du lac Victoria et une sœur qui est à moitié indonésienne, mariée à un Chinois-Canadien, alors ils penseront qu'il aura peut-être une meilleure idée de ce qui se passe dans nos vies et dans notre pays. Et ils auront raison. (in Mélandri)

Sa propre expérience, le *dialogisme* identitaire qui constitue sa personne lui donnent une certaine légitimité universelle qu'aucun autre président occidental ni oriental d'ailleurs ne peuvent revendiquer. Et c'est de cette légitimité implicite qu'il s'autorise lorsqu'il s'adresse aux musulmans. Même lorsqu'il leur adresse des critiques à propos de nombreux sujets tels le droit des femmes, la démocratie, la liberté d'expression..., l'auditoire musulman accepte dans sa grande majorité ces critiques, parce qu'elles semblent venir de l'un des leurs, de quelqu'un qui leur parle de l'intérieur non du haut de la statue de la Liberté.

Si l'histoire de la civilisation musulmane offre, comme le rappelle Obama, des exemples nombreux qui illustrent jusqu'où l'islam a pu créer des sociétés diffusant pendant longtemps ses propres Lumières, notamment par la promotion des sciences, la garantie de la liberté religieuse et l'égalité raciale, la réalité présente, elle, doit évoluer. Les critiques sont implicitement adressées à certains leaders musulmans, et le ton employé sonne parfois comme une sévère critique, d'autant qu'il parle aux musulmans en connaissance de cause et en leur rappelant qu'il *faudrait* que l'islam pratiqué « corresponde à ce qu'il est non à ce qu'il n'est pas ». En ce sens, il exprime un *souci* et une responsabilité islamiques qu'aucun autre leader occidental n'a jamais formulés.

Il est en ce sens significatif de noter comment le Président Obama n'a pas mentionné une seule fois le nom du président Moubarak. Ce désaveu sonne comme un avertissement à peine dissimulé vis-à-vis de l'un des plus grands alliés de l'Amérique dans la région et l'un des plus grands bénéficiaires des aides financières et militaires américaines, mais où les droits de l'homme sont violemment bafoués comme d'aucuns le savent.

Le discours d'Obama a une dimension inter-civilisationnelle, interculturelle dont les destinataires sont les sociétés musulmanes; il a également une dimension politique dont les destinataires sont les régimes musulmans à qui il reproche un certain nombre de manquements, notamment l'absence de démocratie, la non-garantie

réelle des libertés religieuses, le non-respect des droits des femmes comme citoyennes à part entière. Ce ne sont là dans le discours que des têtes de chapitre, bien évidemment, puisque chaque point ouvre sur des réalités étendues.

Ainsi, si Obama réinvente l'Amérique en vertu de ce qui a été dit précédemment, c'est pour transformer le monde, dont le monde musulman. Ce qui est fort dans ce discours, c'est que les changements ou réformes qu'il appelle de ses vœux sont à faire à partir de l'islam lui-même. Notons dans cette perspective le ton adopté par Obama : il est *moralement* autoritaire, comme l'emploi récurrent des modaux le prouve : « devrait », « faudrait »... (*should, must...*).

Ceci culmine dans le passage où il observe que l'islam doit à présent être à la hauteur de lui-même. Qui plus est, il revendique, chose révolutionnaire, une forme de responsabilité morale vis-à-vis de l'islam en tant que tel :

J'ai donc connu l'islam sur trois continents avant de venir dans la région où il a été révélé pour la première fois. Cette expérience guide ma conviction que le partenariat entre l'Amérique et l'islam doit se fonder sur ce qu'est l'islam, et non sur ce qu'il n'est pas, et j'estime qu'il est de mon devoir de président des États-Unis de combattre les stéréotypes négatifs de l'islam où qu'ils se manifestent.

« *Où qu'ils se manifestent* » : le président des États-Unis entend défendre la vérité de l'islam, le vrai islam, non seulement dans son pays, où la liberté de culte est garantie par la Constitution – d'où l'exemple qu'il donne à propos du droit de porter le hijab – mais également dans le monde entier. Il ne peut s'agir d'un lapsus dans un texte si bien écrit. Ce que le propos laisse entendre relève de l'alliance inter-religieuse dont parle également Obama. Quoi qu'il en soit, ces propos mettent en lumière la crise de leadership dans le monde musulman, et c'est cette crise de leadership qui lui autorise la posture morale qu'il a pu prendre dans son discours, à savoir l'absence dans nombreux pays musulmans de projets politiques réformateurs, l'absence de perspectives d'avenir pour la jeunesse, l'incapacité de mener les peuples vers des destins meilleurs ni de leur garantir la liberté de s'exprimer et d'agir, voire de penser.

Obama et son équipe savent bien que ce sont les régimes répressifs (dont le régime israélien) qui génèrent la violence extrémiste. Ce n'est pas par hasard s'il insiste sur les opportunités que l'Amérique

entend offrir aux étudiants musulmans qui souhaitent y poursuivre leurs études ou sur l'émancipation des femmes musulmanes par l'éducation. La bataille que les États-Unis entendent livrer est également et peut-être essentiellement celle de la pensée et de la culture.

Pour faire aboutir ce projet global, Obama se fonde sur le credo américain et sur l'éthique musulmane elle-même dont il s'approprie l'universalisme. Aussi propose-t-il un partenariat, un projet américano-islamique basé sur le dialogue de deux universalismes, non sur leur conflit, une mise en relation transformationnelle qui modifie forcément les deux parties en quête d'un terrain d'entente.

L'Amérique a changé et continue de le faire en s'inspirant de ses propres textes fondateurs, qu'elle ne se contente pas de citer, mais d'interpréter et par là de réinventer. Comme Obama, je pense qu'on ne pourrait espérer se développer si l'on continue à glorifier nos origines et à *réciter* nos textes fondateurs, si on continue, autrement dit, à regarder le passé comme un miroir rassurant. Le temps d'une interprétation osée et ouverte des textes fondateurs est arrivé. Les musulmans ont toujours reproché aux autres (et à juste titre) de ne pas les connaître réellement ni même de vouloir le faire, de projeter sur eux des images stéréotypées et déformatrices. Obama annonce une ère nouvelle de connaissance réelle et efficace de l'islam, qui est comme le versant politique du meilleur de l'orientalisme. Il nous faut de la même manière apprendre à connaître l'Amérique *de l'intérieur* et mettre en place un américanisme arabo-musulman ; espérons que cette étude, sur une bien modeste échelle, y aura contribué.

*Rabat, le 16 juillet 2009*

## Notice bio-bibliographique de M. Rédouane Abouddahab

Rédouane Abouddahab est maître de conférences à l'Université Lumière-Lyon2 (France), où il enseigne la culture et la littérature américaines (États-Unis). Auteur de plusieurs articles sur l'art, la culture et la littérature des États-Unis. Directeur de publication d'un ouvrage sur la poétique d'Hemingway : « *Journal of the Short Story in English, Hemingway special issue* », n° 49 (Autumn 2007) ; (« Fiction, Criticism, and the Ideological Mirror », p. 13-56). Il a en outre publié *Textes d'Amérique : écrivains et artistes des États-Unis, entre américanité et originalité*, (sous la dir.), Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2008.

Actuellement, il prépare avec Etienne Duval un ouvrage sous forme de lecture croisée de récits coraniques et bibliques (à paraître en 2010).



## Bibliographie

- ABOUDAHAB Rédouane (dir.), *Textes d'Amérique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2008.
- BLUM HALÉVY Yossi, « Malheur au monde libre d'avoir Obama pour dirigeant », Ligue de défense juive (lundi 8 juin 2009). URL : <http://www.liguededefensejuive.net/spip.php?article1031>
- BOUVET Laurent, « L'identité américaine, de la nation universelle au 'saladier' des différences », *Controverses*, n° 3 (octobre 2006), 60-74.
- CHARMELOT Jacques, « La question palestinienne : défi risqué pour Obama et comment l'Europe peut l'aider », Fondation Robert Schuman, le Centre de recherche pour l'Europe, *Questions d'Europe*, n° 141 (6 juillet 2009), 1-17. URL : [http://www.robert-schuman.eu/doc/questions\\_europe/qe-141-fr.pdf](http://www.robert-schuman.eu/doc/questions_europe/qe-141-fr.pdf)
- CHOMSKY, Noam, *Hegemony or Survival : America's Quest for Global Dominance*, Londres, Hamish Hamilton/ Penguin, 2003.
- CROUZATIER, Jean-Marie, *Démocratie libérale et puissance impériale : le dilemme américain*, Toulouse, Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse, 1987.
- GARRISON Jim, *America as empire : global leader or rogue power ?*, San Francisco, Berrett-Koehler Publishers, 2004.
- GLEASON Philip, « American Identity and Americanization », in William Petersen, Michael Novak and Philip Gleason, eds., *Concepts of ethnicity*, Cambridge, Harvard University Press, 1982, 57-143.
- GOSSETT Thomas F., *Race. The History of an Idea in America*, new ed., New York, Oxford University Press, 1997.
- GUERLAIN Pierre, « Le retour du discours impérialiste aux États-Unis », *Revue française d'études américaines*, n° 113 (2007), 5-25.
- HOFSTADTER Richard, *The American Political Tradition and the Men Who Made It*, New York, Vintage Books, 1948.
- HOFSTADTER Richard, *The Age of Reform. From Bryan to F.D.R.*, New York, Vintage Books, 1955.
- JAMES William, *le Pragmatisme* (1907), trad. E. Le Brun, Paris, Flammarion, 1968.

- JEFFERSON Thomas, « Second Inaugural Address » (4 mars 1805). URL : <http://www.bartleby.com/124/pres17.html>
- KAGAN Robert, « The Benevolent Empire », *Foreign Policy* (été 1998), 24-35.
- KASPI André, *les Américains. I. Naissance et essor des États-Unis, 1607-1945*, Paris, Ed. du Seuil, coll. "Points-Histoire", 1986.
- KISSINGER Henry, *Does America Need a Foreign Policy? Toward a Diplomacy for the 21<sup>st</sup> Century*, New York, Simon & Schuster, 2001.
- KOHN Hans, *American Nationalism : An Interpretative Essay*, New York, Macmillan, 1957.
- LAMBERT Franck, *The Founding Fathers and the Place of Religion in America*, Princeton, Princeton University Press, 2003.
- LANZMANN Claude, « Les délires de la haine anti-israélienne », *le Monde* (10 mai 2002).
- LEWIS Richard W.B., *The American Adam : Innocence, Tragedy, and Tradition in the Nineteenth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 1955.
- LIEBER Francis, « The Necessity of Religious Instruction in Colleges », in *The Miscellaneous Writings of Francis Lieber*, ed. Daniel C. Gilman, vol. 2, Philadelphia, Lippincott, 1880.
- LOCKE John, *Deux traités du gouvernement* (1690), Paris, Vrin, 1997.
- MARIENSTRAS Élise, *les Mythes fondateurs de la nation américaine*, Paris, François Maspero, 1977.
- MARTIN Patrick, « Obama au Caire, le nouveau visage de l'impérialisme ». URL : [http://www.michelcollon.info/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2090:obama-au-caire-le-nouveau-visage-de-limperialisme-us-&catid=6:articles&Itemid=11](http://www.michelcollon.info/index.php?option=com_content&view=article&id=2090:obama-au-caire-le-nouveau-visage-de-limperialisme-us-&catid=6:articles&Itemid=11)
- McDOUGALL Walter A. *Promised Land, Crusader State : The American Encounter with the World Since 1776*, Boston, Houghton Mifflin, 1997.
- MEARSHEIMER John et Stephen M. WALT, *le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, trad. française, Paris, La Découverte, 2009.

- MÉLANDRI Pierre, « Obama et le monde : vers une nouvelle politique étrangère ? Entretien avec Pierre Mélandri », *Hérodote*, n° 132 (2009), p. 6-22.
- NYE Joseph, Jr. *Bound to Lead, The Changing Nature of American power*, New York, Basic books, 1990.
- NYE Joseph, *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go it Alone*. New York, Oxford UP, 2002.
- NYE Joseph, « U.S Power and Strategy After Iraq », *Foreign Affairs* (juillet/août 2003) : 60-73.
- PENDLETON GRIMES Alan, *American Political Thought*, revised ed., New York, Holt, Rinehart and Winston, 1960.
- RAZOUX Pierre, « Nouvelle donne au Proche-Orient ? », *Politique étrangère* (Automne 2009), 663-675.
- ROTHSCHILD Matthew, « Militarisme messianique », *Agone*, n° 31-32 (2004). URL : <http://revueagone.revues.org/index261.html>
- SAMAAN, Jean-Loup, « Une inconnue sur l'agenda : l'administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient », *Hérodote*, n° 132 (2009), 47-59.
- WHYTE William H., *The Organization Man – The Book that Defined a Generation* (1956), Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2002.